

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/LTU/7

27 février 1996

(96-0708)

Original: anglais

ACCESSION DE LA LITUANIE

Questions et réponses additionnelles concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7551) de la République de Lituanie et les questions et réponses antérieures (WT/ACC/LTU/2 et WT/ACC/LTU/4)

La Mission permanente de la République de Lituanie a présenté les réponses additionnelles ci-après aux questions posées par les Membres.

Le présent document contient également les annexes ci-après:

- | | |
|------------|--|
| Annexe I | Note concernant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) |
| Annexe II | Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) |
| Annexe III | Taux des droits de douane appliqués par la Lituanie aux produits importés |
| Annexe IV | Produits importés en franchise de droits conformément aux contingents établis par les ministères (contingents tarifaires généraux) |

TABLE DES MATIERES

<u>Section</u>	<u>Numéro des questions</u>
I. INTRODUCTION	
II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR	
1. Economie	
a) Description générale	184-185
b) Grandes orientations de la politique économique actuelle, etc.	
Transition vers une économie de marché	
Privatisation des biens de l'Etat	186
Prix	187-189
Concurrence	190-192
III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR	
1. Réglementation des importations	
b) Nomenclature douanière, types de droits, description générale de la structure tarifaire, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier	193-196
c) Préférences tarifaires	197-199
d) Mesures non tarifaires, contingents et régime de licences	200-229
e) Evaluation en douane	230-232
f) Règles d'origine	233
h) Normes et certification	234-243
i) Mesures sanitaires et phytosanitaires	244-248
j) Autres mesures	249-250
2. Réglementation des exportations	
b) Restrictions et prohibition à l'exportation	251-253
IV. AUTRES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR	
1) Politique industrielle	254-255
2) Politique agricole	256-274
3) Politique financière, budgétaire et fiscale	275-276
4) Politique monétaire et système bancaire	277
5) Politique en matière d'investissement intérieur et étranger	278-282
7) Commerce d'Etat et entreprises commerciales d'Etat	283-286
8) Politique en matière de subventions	287-299
10) Protection des droits de propriété intellectuelle	291
V. FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS	
1) Brève description des accords économiques et commerciaux bilatéraux et des accords d'intégration	292-298

<u>Section</u>	<u>Numéro des questions</u>
VI. LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES	
1) Lois et instruments juridiques réglementant l'activité des autorités douanières	299
2) Lois et instruments juridiques concernant la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du commerce de transit, et les règles d'origine; organismes responsables	300-301
APPENDICE I. DONNEES STATISTIQUES	302
ANNEXE IV. DECISION DU GOUVERNEMENT SUR LA PROCEDURE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE MARCHANDISES EN REPUBLIQUE DE LITUANIE	303
SERVICES	304-325
ANNEXE I. (aux questions/réponses). NOTE SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE	
ANNEXE II. (aux questions/réponses). MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIEES AU COMMERCE (MIC)	
ANNEXE III. (aux questions/réponses). TAUX DES DROITS DE DOUANE APPLIQUES PAR LA LITUANIE AUX MARCHANDISES IMPORTEES	
ANNEXE IV. (aux questions/réponses). PRODUITS IMPORTES EN FRANCHISE DE DROIT CONFORMEMENT AUX CONTINGENTS ETABLIS PAR LES MINISTERES (CONTINGENTS TARIFAIRES GENERAUX)	

I. INTRODUCTIONII. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR1. Economiea) Description générale**Question 184**

Dans son Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur, la Lituanie déclare que sa balance commerciale a été négative aux trois premiers trimestres de 1993. Peut-elle fournir des statistiques de sa balance commerciale pour 1994-1995, indiquer comment évoluent ses exportations et ses importations et pourquoi, et signaler les changements intervenus dans ses échanges régionaux et en préciser les raisons?

Réponse

La Lituanie a enregistré un déficit commercial d'environ 320 millions de dollars EU en 1994, et d'approximativement 120 millions de dollars EU pour le premier semestre de 1995 (les chiffres pour l'ensemble de l'année 1995 ne sont pas encore disponibles). Elle a principalement exporté des textiles, des produits chimiques et produits connexes, ainsi que des produits minéraux transformés (surtout des produits pétroliers).

Tableau 1

Balance du commerce extérieur
1994-juin 1995, en millions de dollars EU

Valeur du commerce extérieur (en prix courants) en millions de dollars EU	1994		1995
	Ensemble de l'année	Premier semestre	Premier semestre
Exportations	2 019,3	889,9	1 065,4
Importations	2 338,8	1 210,8	1 185,8
Balance	-319,5	-320,9	-120,4

Source: Département de statistique.

La Lituanie a principalement importé des produits minéraux (pétrole brut, gaz naturel et autres matières premières), des machines, de l'équipement et des textiles. Elle importe actuellement plus qu'elle n'exporte car beaucoup de ses produits ne sont pas encore compétitifs sur les marchés occidentaux. Ses exportations à destination des pays de l'Est ont en outre souffert du fait que la Russie a appliqué aux produits lituaniens des taux supérieurs aux taux NPF jusqu'en janvier 1995, et le Bélarus

jusqu'en juillet 1995. Voir le tableau 1 pour les chiffres de la balance extérieure et le tableau 2 pour la répartition des importations/exportations par grand produit.

Tableau 2

Structure des exportations et des importations par produit (%)

Code SH	Exportations			Importations		
	Premier semestre de 1995	1994	1993	Premier semestre de 1995	1994	1993
Total	100	100	100	100	100	100
I. Animaux vivants et produits du règne animal	7,6	8,9	9,1	1,3	1,6	1,9
IV. Produits alimentaires prêts à la consommation; boissons non alcooliques et alcooliques, produits du tabac	5,0	11,9	3,3	4,1	4,3	4,1
V. Produits minéraux	11,6	16,7	25,9	24,4	32,8	43,0
VI. Produits des industries chimiques et des industries connexes	12,8	10,6	6,0	9,4	8,8	6,5
IX. Bois et ouvrages en bois	7,2	4,1	1,8	0,8	0,6	0,5
XI. Matières textiles et ouvrages en ces matières	14,3	12,3	9,7	10,9	7,4	5,6
XV. Métaux non précieux et ouvrages en ces matières	9,6	6,2	5,3	6,4	6,5	7,0
XVI. Machines et matériel	10,7	12,0	19,4	17,5	16,5	11,7
XVII. Moyens et matériel de transport	3,9	3,7	4,2	6,3	6,0	7,1

Source: Département de statistique.

En ce qui concerne l'origine des importations, la Lituanie trouve de nouveaux partenaires à mesure que sa dépendance vis-à-vis des pays de l'Est diminue et qu'elle équilibre ses importations en provenance de l'Ouest et de l'Est (au premier semestre de 1995, 41 pour cent en valeur des importations étaient originaires de l'Union européenne et de l'AELE, environ 40 pour cent de la CEI et 19 pour cent d'autres sources). Actuellement, la plupart des biens de consommation sont importés de pays occidentaux et la plupart des produits énergétiques et des matières premières, des pays de la CEI. Le principal partenaire commercial de la Lituanie reste la Russie à l'Est et l'Allemagne l'est devenue à l'Ouest. La part de cette dernière sur le marché des importations lituaniennes augmente à mesure que celle de la Russie diminue. A l'exportation, la Lituanie accroît ses échanges avec les pays occidentaux. Au premier semestre de 1995, la majeure partie de ses exportations était destinée à l'Union européenne et à l'AELE (41 pour cent en valeur), ainsi qu'aux pays de la CEI (40 pour cent). La balance du commerce extérieur de la Lituanie avec ses principaux partenaires est donnée au tableau 3 pour l'année 1994 et au tableau 4 pour le premier semestre de 1995 (les chiffres pour l'ensemble de l'année 1995 ne sont pas encore disponibles).

Tableau 3

Principaux partenaires commerciaux de la Lituanie
en 1994 (en millions de dollars EU/pourcentage)

Principaux partenaires commerciaux	Exportations		Importations		Balance commerciale
	En millions de dollars EU	%	En millions de dollars EU	%	En millions de dollars EU
Total	2 019,3	100	2 338,8	100	-319,5
UE*	522,2	25,7	620,3	26,4	-98,1
Allemagne	232,4	11,5	323,7	13,8	-91,3
Italie	38,6	1,9	64,5	2,8	-25,9
Pays-Bas	106,0	5,3	63,7	2,7	42,3
Royaume-Uni	46,7	2,3	33,0	1,4	13,7
Danemark	35,1	1,7	60,9	2,6	-25,8
AELE**	107,8	5,3	183,7	7,8	-75,9
Finlande	19,5	1,0	68,6	2,9	-49,1
Suède	63,2	3,1	55,9	2,4	7,3
CEI	948,3	46,7	1183,4	50,2	-235,1
Russie	572,6	28,2	924,9	39,3	-352,3
Ukraine	125,1	6,2	118,1	5,0	7,0
Bélarus	133,2	6,5	89,4	3,8	43,8
Autres pays	450,5	22,2	366,0	15,6	84,5
Pologne	101,6	5,0	94,4	4,0	7,2
Lettonie	171,1	8,4	63,9	2,7	107,2
Estonie	51,7	2,5	37,9	1,6	13,8

* UE: Irlande, Belgique, Danemark, Royaume-Uni, Grèce, Italie, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, France, Allemagne.

** AELE: Autriche, Islande, Liechtenstein, Norvège, Finlande, Suisse, Suède.

Source: Département de statistiques.

Tableau 4

Principaux partenaires commerciaux de la Lituanie au premier semestre de 1995
(en millions de dollars EU/pourcentage)

Principaux partenaires commerciaux	Exportations		Importations		Balance commerciale
	En millions de dollars EU	%	En millions de dollars EU	%	En millions de dollars EU
Total	1 065,4	100	1 185,8	100	-120,4
UE*	401,9	37,7	472,7	39,9	- 70,8
Allemagne	157,3	14,8	193,9	16,3	- 36,6
Pays-Bas	45,3	4,3	32,1	2,7	13,2
Royaume-Uni	35,1	3,3	26,1	2,2	9,0
Suède	29,3	2,8	42,3	3,6	- 13,0
Italie	26,2	2,5	27,1	2,3	- 0,9
Finlande	13,2	1,2	44,6	3,8	- 31,4
AELE**	36,5	3,4	30,7	2,6	5,9
Suisse	23,1	2,2	19,5	1,6	3,6
Norvège	7,0	0,7	10,7	0,9	- 3,7
CEI	421,2	39,5	493,0	41,6	- 71,8
Russie	213,7	20,1	373,5	31,5	- 159,8
Bélarus	96,9	9,1	57,0	4,8	40,0
Ukraine	70,9	6,7	37,4	3,2	33,5
Autres pays	205,6	19,4	189,5	15,9	16,1
Lettonie	86,8	8,2	38,6	3,3	48,2
Pologne	45,6	4,3	47,1	4,0	- 1,5
Estonie	24,1	2,3	22,1	1,9	2,0

* UE: Irlande, Autriche, Belgique, Danemark, Royaume-Uni, Grèce, Italie, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, France, Finlande, Suède, Allemagne.

** AELE: Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse.

Source: Département de statistiques.

Question 185

De l'avis des autorités lituaniennes, quelle sera à l'avenir la structure du secteur énergétique dans le pays?

Réponse

La Lituanie estime qu'en 1995, la production nationale d'énergie à partir de ressources locales (y compris l'énergie nucléaire¹) a couvert la demande intérieure à 43 pour cent environ. Elle prévoit une augmentation de sa consommation énergétique pendant les dix années à venir. Etant donné que l'approvisionnement intérieur en énergie nucléaire et en produits pétroliers devrait progresser, la production nationale d'énergie à partir de ressources locales pourrait s'accroître légèrement d'ici à 2005 pour couvrir environ 50 pour cent des besoins du pays. Dans le même temps, les importations de charbon et de combustibles solides (bois, tourbe et divers déchets industriels et ménagers) devraient augmenter.

En 2005, l'énergie nucléaire devrait couvrir près de 40 pour cent de la consommation intérieure totale, le gaz naturel plus d'un quart, les produits pétroliers près d'un quart, les combustibles solides environ 10 pour cent et l'énergie hydro-électrique moins de 1 pour cent.

b) Grandes orientations de la politique économique actuelle, etc.

Transition vers une économie de marché**Privatisation des biens de l'Etat****Question 186**

Prière de fournir des statistiques concernant la privatisation des biens de l'Etat dans l'ensemble de l'économie lituanienne et plus précisément dans le secteur agricole.

Réponse

Pour les statistiques concernant la privatisation des biens de l'Etat en général, prière de se reporter à la réponse à la question 85 (WT/ACC/LTU/4). Pour celles concernant le secteur agricole, prière de se reporter à la réponse à la question 39 (WT/ACC/LTU/2).

En vertu de la Loi du 28 février 1991 sur la privatisation initiale des biens de l'Etat, la Lituanie prévoyait de privatiser les deux tiers des capitaux existants. Après actualisation de ces statistiques, elle estime maintenant que 83 pour cent des capitaux de l'Etat qu'il était prévu de privatiser l'ont été. Ce pourcentage varie d'un secteur économique à l'autre et est le plus élevé, 91 pour cent, dans le secteur industriel. Le processus se poursuivra à un rythme soutenu au titre de la nouvelle Loi (du 4 juillet 1995) sur la privatisation des biens appartenant à l'Etat et aux municipalités en vertu de laquelle les achats d'entités privatisées doivent s'effectuer en échange de liquidités. Cette loi dispose également que les investisseurs étrangers et nationaux participeront à part égale au processus de privatisation.

En ce qui concerne le secteur agricole, la première phase de la privatisation du capital des entreprises agricoles (industries agro-alimentaires et secteur des services agricoles) au titre de la Loi sur la privatisation initiale des biens de l'Etat s'est achevée en 1993 pour 287 entreprises. La deuxième

¹Selon les méthodes occidentales de calcul des bilans énergétiques, l'énergie nucléaire est considérée comme un produit local bien que le combustible nucléaire nécessaire à sa production soit importé.

phase (vente des actions aux producteurs agricoles) a été engagée pour 235 d'entre elles et est presque achevée.

Au sujet de la privatisation d'autres sphères du secteur agricole (privatisation des terres ou des fermes collectives et soviétiques), se reporter à la réponse à la question 39 (WT/ACC/LTU/2).

Prix

Question 187

Dans sa réponse à la question 4 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique que le gouvernement a libéralisé les prix des produits agricoles et des denrées alimentaires mais qu'il "recommande" des prix d'achat pour certains produits (bétail, lait et certaines plantes).

a) Etant donné qu'il ne s'agit pas de prix minimaux obligatoires, à quoi servent-ils, d'autant qu'ils doivent être "fondés sur les cours mondiaux"?

b) Comment fonctionne ce système? Ces prix d'achat recommandés sont-ils impératifs et comment les entreprises en tiennent-elles compte dans leurs transactions?

Réponse

a) Complément de réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2).

Les prix d'achat minimaux (recommandés) pour les échanges intérieurs (et non pour les importations) ont été fixés au titre de la Loi du 22 décembre 1994 sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole, qui instituait un certain nombre de mesures d'aide à la production et au commerce des produits agricoles. Ils sont fournis à titre indicatif, afin d'orienter les décisions des entreprises agro-alimentaires lituaniennes en matière d'achat, assurant ainsi aux producteurs agricoles lituaniens (agriculteurs) un soutien et une certaine stabilité compte tenu de la difficile situation sociale et économique que connaît actuellement le secteur agricole. Les entreprises de transformation qui paient les prix d'achat minimaux (recommandés) reçoivent du gouvernement lituanien des subventions qui sont ensuite reversées aux producteurs agricoles (agriculteurs). Dans la pratique, les agriculteurs préfèrent vendre uniquement aux entreprises en mesure de payer les prix minimaux (recommandés). Les subventions qui leur sont versées par l'intermédiaire des entreprises de transformation pratiquant ces prix sont distinctes des autres subventions, pour le stockage et l'amélioration des possibilités de commercialisation (subventions à l'exportation) par exemple.

b) Les prix d'achat minimaux (recommandés) sont suggérés par le Conseil lituanien de coordination et de réglementation des achats de produits agricoles (qui est composé de représentants des entreprises de transformation, de producteurs, de grossistes et de fonctionnaires du Ministère de l'agriculture). Les producteurs agricoles (agriculteurs) et les entreprises de transformation concluent ensuite entre eux des accords spéciaux afin de fixer un prix d'achat minimal (recommandé) en tenant compte des suggestions du Conseil.

Les prix d'achat minimaux (recommandés) ne sont pas obligatoires. Cependant, comme indiqué ci-dessus, les entreprises qui les paient reçoivent du gouvernement lituanien des subventions qui sont ensuite reversées aux agriculteurs. Dans la pratique, ces derniers préfèrent vendre leurs produits uniquement aux entreprises en mesure de leur offrir ces prix.

En 1996, la Lituanie applique et publie des prix d'achat minimaux (recommandés) pour les produits suivants: blé, seigle, lin, graines de navette, légumineuses destinées au fourrage, viande de porc, bétail de haute qualité et lait.

Question 188

Les réponses aux questions 3 et 4 (WT/ACC/LTU/2) concernent la politique lituanienne de prix (recommandés):

a) Certains services de télécommunication sont considérés par la Lituanie comme des monopoles naturels et de ce fait réglementés et contrôlés par l'Etat. Prière de spécifier quelles sont les catégories de services auxquelles la réglementation des prix s'applique dans le secteur des télécommunications.

b) Si les prix d'achat recommandés ne sont pas obligatoires, à quoi servent-ils? Le gouvernement lituanien est-il disposé à les éliminer pour le bétail, le lait et certaines plantes? Comment a-t-il l'intention de les mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture dont l'une des principales exigences est la tarification de toutes les mesures appliquées?

c) La Lituanie peut-elle indiquer précisément tous les produits pour lesquels des prix recommandés sont fixés? A quels groupes de produits envisage-t-elle d'appliquer ce système?

Réponse

a) Le gouvernement lituanien réglemente les prix des services de télécommunication fournis par l'entreprise d'Etat "Lietuvos Telekomas". Simultanément, il autorise des entités privées à opérer en Lituanie et à fixer leurs propres prix dans le domaine des services téléphoniques mobiles.

La compagnie d'Etat "Lietuvos Telekomas" fournit des services de télécommunication (téléphone, télégraphe, transmission de données, radiocommunications) à tous les consommateurs. Le Ministère des communications et de l'informatique en contrôle les prix; il décide des tarifs en coordination avec l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs afin de s'assurer que les services sont fournis aux conditions du marché.

Les prix des services ci-après de télécommunication sont réglementés par le gouvernement:

1. Services intérieurs de télécommunication:

- 1.1 télégraphe;
- 1.2 transmission de données par les voies de communication;
- 1.3 service interurbain;
- 1.4 téléphone urbain et en milieu rural;
- 1.5 installation de radio.

2. Services internationaux de télécommunication:

- 2.1 téléphone;
- 2.2 télex;
- 2.3 télégraphe.

3. Services de transmission de données par le réseau commun.

4. Services de radio-communications.
5. Services d'émetteurs de radio et de télévision et liaisons hertziennes.

b) Les réponses à la question 45 du document WT/ACC/LTU/2 et à la question 187 du présent document expliquent pourquoi des prix d'achat minimaux (recommandés) sont fixés pour les produits agricoles. En ce qui concerne l'application de cette mesure à l'avenir, voir les réponses à la question 48 du document WT/ACC/LTU/2 et à la question 262 b) du présent document.

Il n'est pas appliqué de prix d'achat minimaux (recommandés) aux importations; il n'y a donc pas lieu de procéder à une tarification.

c) La liste des produits auxquels s'appliquent des prix d'achat minimaux (recommandés) en 1996 est fournie dans la réponse à la question 189 a). Il n'est pas prévu d'instituer ce type de prix pour de nouveaux produits dans un proche avenir. Cela pourrait toutefois s'avérer nécessaire pour certains si une situation extrême s'instaurait au niveau de la production.

Question 189

La réponse à la question 4 (document WT/ACC/LTU/2) indique qu'il est certain que le Conseil lituanien de coordination et de réglementation des achats de produits agricoles recommande des prix d'achat pour le bétail, le lait et certaines plantes.

- a) **Quels sont actuellement les prix recommandés pour le bétail, le lait et certaines plantes (par ligne du SH)?**
- b) **Sur quels prix mondiaux sont-ils fondés?**
- c) **Etant donné que ces prix ne sont pas obligatoires, les prix effectifs lors des transactions sont-ils supérieurs, inférieurs ou identiques aux prix recommandés?**

Réponse

- a) Pour 1996, les prix d'achat minimaux (recommandés) (en LTL/t) sont les suivants:
(1 dollar EU = 4 LTL)

SH	Produit	Prix
1001	blé	500-600
1002	seigle	550
5301	lin	530-2 000
1205	graines de navette	950-1 100
	légumineuses fourragères	800-1 000
0102	bétail	3 000-4 500
0103	porc	5 000-6 000
0401	lait	530-620

b) Les prix d'achat minimaux (recommandés) sont déterminés en fonction du coût moyen de la production agricole en Lituanie et de la situation générale du marché de certains produits agricoles dans les pays voisins.

c) En fait, les prix à la transaction sont fixés par la situation réelle du marché. Pour certains produits primaires les prix effectifs sont supérieurs de 8 à 10 pour cent aux prix minimaux (recommandés).

Concurrence

Question 190

Prière de fournir de plus amples détails sur les modalités d'application de la Loi sur la concurrence en Lituanie. Quelle incidence pratique a-t-elle sur le marché? Y a-t-il des secteurs auxquels elle ne s'applique pas et, dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Complément de réponse aux questions 3 et 5 (document WT/ACC/LTU/2) et 84 (document WT/ACC/LTU/4).

La Loi sur la concurrence est entrée en vigueur le 1er novembre 1992. Il incombe à l'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs (ci-après dénommé "l'Office") d'en assurer l'application et d'y apporter des précisions. Pendant la période 1992-1995, il a approuvé quatre règlements d'application concernant l'abus de position dominante, les ententes entravant la concurrence, le contrôle des fusions et l'interdiction des activités déloyales.

Pendant cette même période, l'Office a instruit plus de 300 cas tombant sous le coup de la Loi sur la concurrence et de ses règlements d'application. Cent quarante-sept mises en accusation aboutissant à des amendes (d'un montant total de 430 000 dollars EU) et à d'autres sanctions ont été prononcées. La majorité des infractions concernait l'abus de position dominante et la concurrence déloyale. En 1994-1995, le nombre de cas de fusions a nettement augmenté.

En 1994, l'Office a en outre réalisé une étude sur le degré de concentration des marchés des produits industriels. Il s'est à cette occasion intéressé à toutes les entités de 50 employés ou plus appartenant à 88 branches d'activités industrielles. Cette étude a donné de meilleurs résultats qu'on ne l'escomptait, compte tenu surtout des difficultés auxquelles la Lituanie est confrontée en tant qu'économie en transition, puisque 73,7 pour cent des entités, représentant 59 pour cent de la production industrielle, opèrent sur des marchés où le principal producteur n'occupe pas une position dominante (c'est-à-dire détient une part du marché inférieure à 40 pour cent).

La Loi sur la concurrence s'applique à toutes les entités indépendamment de leur statut juridique, de leur catégorie ou de la nature de leurs activités. Certaines activités échappent toutefois à son application en vertu d'autres textes législatifs: la Loi sur l'énergie (afin que l'Etat continue de superviser l'extraction des ressources énergétiques, la production d'énergie et son utilisation); la Loi sur les communications et la Loi sur les entreprises (afin que l'entreprise d'Etat "Lietuvos pastas" (poste lituanienne) conserve le monopole des services postaux); la Loi sur les principes de base des activités de transport (afin de maintenir l'entreprise d'Etat "Lietuvos gelezinkeliai" (chemins de fer lituaniens)); la Loi sur la réglementation de l'alcool (afin d'instaurer un monopole d'Etat pour la production et le commerce de l'alcool - ce qui n'est pour l'instant que partiellement appliqué - voir la réponse à la question 226); la Loi sur le sucre (voir la réponse à la question 220); en outre, des droits exclusifs sont accordés à "Lietuvos Telekomas", par ordonnance du Ministère des communications, et à l'entreprise

"Lietuvos avialinijos" (lignes aériennes lituaniennes) pour les vols à destination des Emirats arabes unis et de la Turquie, par ordonnance du Ministère des transports.

Question 191

Comment l'existence d'entreprises d'Etat dominantes est-elle compatible avec la législation sur la concurrence en Lituanie?

Réponse

Complément de réponse à la question 84 (document WT/ACC/LTU/4).

La Loi sur la concurrence (du 15 septembre 1992) s'applique à toutes les entités indépendamment de leur statut juridique et par conséquent aussi aux entreprises d'Etat. Elle dispose qu'une entité est en position dominante si elle peut exercer unilatéralement une influence sur un marché et si elle détient une part de celui-ci égale ou supérieure à 40 pour cent. Elle n'interdit pas aux entreprises, y compris d'Etat, d'avoir une position dominante, mais interdit à celles qui bénéficient d'une telle position d'en abuser, l'abus étant défini comme une restriction (entrave ou distorsion) à la concurrence ou une atteinte aux intérêts des partenaires commerciaux ou des consommateurs. Il y a actuellement beaucoup d'entités dominantes sur les marchés lituaniens et elles sont tenues de respecter l'interdiction prévue par la loi. L'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs veille à l'application de la Loi sur la concurrence. Pendant la période 1992-1995, 20 entités ont été condamnées à des amendes pour abus de position dominante.

Question 192

Prière de fournir une nouvelle liste d'entreprises dominantes (supervisée et contrôlée par le gouvernement lituanien). Prière d'expliquer comment cette liste est établie. Comprend-elle des entreprises dont les prix sont directement contrôlés par le gouvernement lituanien?

Réponse

Complément de réponse à la question 84 (WT/ACC/LTU/4).

L'Office d'Etat de la concurrence et de la protection des consommateurs (ci-après dénommé l'"Office") met constamment à jour sa liste d'entités dominantes (en ajoute ou en supprime) en se fondant sur une étude des marchés. Même si, comme indiqué dans la réponse à la question 190, les entités possédant une part du marché égale ou supérieure à 40 pour cent peuvent être considérées comme occupant une position dominante, actuellement, seules celles dont la part de marché est égale à 60 pour cent ou davantage sont inscrites sur la liste. Celle-ci est constamment réexaminée et peut être révisée en fonction des résultats de nouvelles enquêtes. Elle comprend un certain nombre d'entités dont les prix sont réglementés par le gouvernement.

Actuellement, 46 entités y figurent. Leur nombre est toutefois en diminution et la Lituanie prévoit de cesser d'en contrôler les prix et envisage d'en rayer encore un certain nombre.

III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

1. Réglementation des importations

b) Nomenclature douanière, types de droits, description générale de la structure tarifaire, niveau moyen pondéré des droits pour les principaux groupes du tarif douanier

Question 193

Prière de donner davantage de détails sur la structure tarifaire lituanienne (droits autonomes et conventionnels). Comment est-elle régie et comment les droits peuvent-ils être modifiés? Comment le Mémorandum sur la politique économique de la République de Lituanie est-il appliqué?

Réponse

Complément de réponse à la question 11 (WT/ACC/LTU/2).

C'est le gouvernement qui régit la structure tarifaire lituanienne. En cas de nécessité, il pourrait modifier les droits de douane sur proposition de certains ministères soumise au Ministère de l'économie, en tenant compte de l'avis des entreprises, ainsi que des obligations internationales de la Lituanie (par exemple les Accords de libre-échange ALE qu'elle a conclus) et des engagements qu'elle a pris au titre du Mémorandum sur sa politique économique, élaboré avec le FMI. Le Mémorandum est appliqué comme prévu: par sa Résolution n° 1271 du 27 septembre 1995, le gouvernement a ramené de 35 à 27,5 pour cent le taux moyen des droits à l'importation applicable à certains produits alimentaires importants (lait et produits laitiers, beurre, oeufs, saucisses et sucre) (ces modifications ont été signalées dans la réponse à la question 86, document WT/ACC/LTU/4).

On trouvera à l'annexe III du présent document les taux de droits actuellement appliqués par la Lituanie.

Question 194

Il est indiqué dans la réponse à la question 10 du document WT/ACC/LTU/2, que la Lituanie étudie actuellement des taux plafonds appropriés de consolidation. Où en est-elle à ce sujet?

Réponse

La Lituanie est en train de préparer en matière d'accès au marché une offre initiale qui pourrait comprendre une proposition de consolidation à un taux plafond. Elle communiquera cette offre au Secrétariat de l'OMC dès que possible afin que les Membres de l'Organisation l'examinent.

Question 195

A la section "Réglementation des importations" de l'Aide-mémoire sur son régime de commerce extérieur (L/7551), la Lituanie donne la liste des droits applicables aux produits agricoles. Pourquoi les taux en sont-ils si élevés? La Lituanie prévoit-elle de consolider globalement les taux qu'elle applique à ces produits?

Réponse

L'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Lituanie, y compris la liste des taux de droits les plus élevés, a été rédigé alors que la politique tarifaire n'en était qu'à sa phase initiale. Actuellement, la majorité des droits applicables aux produits agricoles ont baissé. Certains ont été réduits conformément au Mémorandum sur la politique économique de la Lituanie établi avec le concours du FMI (voir la réponse à la question 193).

La Lituanie n'ignore pas les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et prévoit de consolider les droits qu'elle applique aux produits agricoles à un niveau approprié avant son accession à l'OMC.

Droits de douane et prix de référence**Question 196**

Prière d'exposer brièvement la teneur de la Résolution gouvernementale n° 281 (du 28 février 1995) relative à l'instauration de prix de référence à l'importation et d'en fournir une copie.

Réponse

La Résolution gouvernementale n° 281 (du 28 février 1995) a déjà été communiquée au Secrétariat de l'OMC en septembre 1995.

Conformément à cette résolution, il est possible d'instaurer des prix de référence (seuils), mais cette mesure n'est pas appliquée.

c) Préférences tarifaires

Question 197

Dans sa réponse à la question 11 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que "des droits autonomes" sont appliqués aux produits provenant de pays ne bénéficiant ni d'un accord de libre-échange ni du traitement NPF. Qu'est-ce que cela signifie? Ces taux de droits fluctuent-ils?

Réponse

Des droits autonomes sont appliqués à l'importation de produits en provenance de pays et groupes de pays avec lesquels la Lituanie n'a pas passé d'accord de libre-échange ou qui, en vertu de sa politique douanière, ne bénéficient pas du traitement NPF. La liste de ces pays est donnée dans la réponse à la question 11 (WT/ACC/LTU/2).

Les taux des droits autonomes à l'importation sont généralement supérieurs à ceux des droits conventionnels et préférentiels. Ils ne "fluctuent" pas mais peuvent être modifiés par décision gouvernementale.

Question 198

Prière de donner davantage de détails sur les produits bénéficiant spécifiquement de marges de préférence au titre des divers accords de libre-échange mentionnés dans la réponse à la

question 12 (WT/ACC/LTU/2). Quand le gouvernement lituanien pense-t-il mettre définitivement au point l'annexe à l'Accord de libre-échange trilatéral concernant les produits agricoles?

Réponse

La Lituanie a fourni au Secrétariat de l'OMC la copie de tous les accords de libre-échange en vigueur. On y trouvera de plus amples détails concernant la réponse à la question 12 (WT/ACC/LTU/2). La réponse à la question 200 donne par ailleurs davantage d'informations sur l'Accord de libre-échange avec l'Union européenne.

Les négociations relatives à l'annexe à l'Accord de libre-échange trilatéral (entre pays baltes) relative aux produits agricoles se poursuivent.

On trouvera à l'annexe III de plus amples détails sur les marges de préférence au titre des divers accords de libre-échange.

Question 199

Certains produits agricoles bénéficient-ils actuellement de ristournes de droits de douane?

Réponse

La Lituanie n'applique pas de ristournes de droits de douane.

d) Mesures non tarifaires, contingents et régime de licences

Question 200

Dans sa réponse à la question 12 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare au sujet d'un Accord de libre-échange avec l'Union européenne que 'l'Accord de libre-échange prévoit que l'Union européenne ouvrira des contingents tarifaires plus élevés pour les produits agricoles non transformés en provenance de la Lituanie'. Peut-elle indiquer, pour chaque ligne tarifaire, les droits appliqués par l'UE et les contingents tarifaires que celle-ci lui a accordés?

Réponse

La Lituanie a communiqué le texte intégral de l'Accord de libre-échange au Secrétariat de l'OMC, y compris les annexes concernant, entre autres, le traitement que l'Union européenne accorde aux importations en provenance de Lituanie. En ce qui concerne le traitement spécifique des produits agricoles lituaniens, se reporter aux tableaux ci-après, qui résument les mesures applicables aux produits non transformés, aux produits transformés et aux produits de la pêche. Pour connaître exactement le traitement réservé aux importations en provenance de Lituanie, se reporter aux annexes indiquées.

Résumé du traitement que l'Union européenne accorde aux importations de produits agricoles non transformés, de produits agricoles transformés et de produits de la pêche en provenance de Lituanie:

Produits agricoles non transformés

	ALE
L'UE applique:	
Des droits à l'importation	Annexe IX, annexe à l'annexe IX
Des contingents tarifaires à l'importation	Annexe X
Des contingents tarifaires à l'importation de produits assujettis à une réduction de 60 pour cent du prélèvement variable, du droit <i>ad valorem</i> et/ou des taux de droits spécifiques	Annexe XI

Produits agricoles transformés

	ALE
L'UE applique:	
Des droits à l'importation	Annexe 1 au protocole 2
Des contingents tarifaires à l'importation des produits énumérés à l'annexe I au protocole 2 (ALE)	Annexe 2 au protocole 2

Produits de la pêche

	ALE
L'UE applique:	
Des contingents tarifaires à l'importation	Annexe XIV

Résumé par la Lituanie de l' Accord de libre-échange passé avec l' Union européenne: L' Accord est entré en vigueur le 1er janvier 1995 et prévoit une période de transition de six ans pour la libéralisation des échanges. Il en découlera:

1. L' établissement d' une zone de libre-échange [asymétrique] pour les produits industriels, à l' exception des produits textiles. Dès l' entrée en vigueur de l' accord, l' Union européenne a éliminé tous les droits à l' importation et à l' exportation, toutes les restrictions quantitatives et toutes les mesures ayant un effet équivalent pour les produits originaires de Lituanie. La Lituanie a pour sa part simultanément aboli toutes les restrictions commerciales pour la plupart des produits industriels importés de l' Union européenne. Pour certains produits sensibles toutefois (voir les annexes II à IV de l' Accord ou les annexes IV à VI de la Résolution gouvernementale n° 205 relative à l' adoption de l' ALE avec l' Union européenne, dont une copie a été déposée auprès du Secrétariat de l' OMC), elle continuera d' appliquer des restrictions à l' importation (exportation) qu' elle supprimera progressivement au cours de la période de transition de six ans prévue pour la mise en oeuvre de l' Accord.

2. Des dispositions spécifiques applicables aux échanges de produits textiles. Les deux parties se sont mutuellement accordé le traitement NPF pour les échanges de produits textiles. L'Union européenne accorde toutefois un traitement préférentiel à certaines importations de produits textiles en provenance de Lituanie par le biais de plafonds tarifaires (contingents admis en franchise de droits). On trouvera la liste de ces produits à la rubrique "contingents tarifaires à l'importation" de l'annexe VI de l'Accord.

3. Des dispositions spécifiques applicables aux produits agricoles transformés ou non et aux produits de la pêche. Les deux parties se sont mutuellement accordé le traitement NPF pour le commerce de ces produits. Aucune des deux n'applique de restrictions quantitatives aux importations de l'autre. L'Union européenne accorde en outre des avantages supplémentaires à certaines importations en provenance de Lituanie - voir au paragraphe ci-dessus les références aux annexes pertinentes - et la Lituanie accorde des avantages supplémentaires à certaines importations en provenance de l'Union européenne. Les annexes XII et XIII de l'Accord (ou l'annexe I et l'Appendice à l'annexe I de la Résolution gouvernementale n° 205) donnent des détails sur le traitement accordé par la Lituanie aux importations de produits agricoles de base en provenance de l'Union européenne; l'annexe 3 du Protocole 2 de l'Accord (ou l'annexe II de la Résolution gouvernementale n° 205) spécifie le traitement que la Lituanie applique aux importations de produits agricoles transformés et l'annexe XV de l'Accord (ou l'annexe III de la Résolution gouvernementale n° 205) celui qu'elle accorde aux importations de produits de la pêche.

Question 201

Au sujet des questions 13 et 14 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare être prête à souscrire aux obligations de l'OMC relatives aux restrictions quantitatives et ne pas appliquer de contingents à l'importation, seulement des contingents tarifaires (sur le fonctionnement desquels elle donne quelques détails). Ces réponses ne sont pas claires.

a) Qu'est-ce qui justifie les contingents tarifaires que la Lituanie entend maintenir? Comment les administrera-t-elle? Quelles seront les quantités autorisées par le Ministère de l'agriculture (par ligne du SH) et comment seront-elles fixées? Quels sont les droits applicables dans les limites du contingent tarifaire et en cas de dépassement du contingent?

b) "La plus grande partie des contingents tarifaires est accordée par voie d'adjudication." La Lituanie peut-elle expliquer comment ce système fonctionne?

Réponse

Complément de réponse à la question 14 (WT/ACC/LTU/2).

a) La Lituanie a instauré deux types de contingents tarifaires à l'importation au titre de la Résolution gouvernementale n° 653 du 8 mai 1995, à savoir:

1. Des contingents tarifaires appliqués conformément aux dispositions des accords de libre-échange qu'elle a conclus et qui sont en vigueur.

Un droit nul ou tout autre taux préférentiel (favorable) est appliqué, dans les limites de certains contingents tarifaires, aux importations de produits en provenance de pays avec lesquels la Lituanie a négocié des accords de libre-échange. Chaque accord spécifie quels produits bénéficieront de ces contingents. Si les importations des produits couverts par l'Accord de libre-échange sont supérieures aux contingents tarifaires négociés, elles sont assujetties au régime NPF (droits conventionnels).

Actuellement, de telles mesures ne sont appliquées qu'au titre de l'ALE avec l'Union européenne qui prévoit précisément le volume d'importation assujéti aux taux de droits applicables dans les limites du contingent année par année, de 1995 à l'an 2000 (date à laquelle l'accord devrait être pleinement appliqué). Conformément à ce calendrier, le volume des importations doit augmenter et les taux de droits diminuer légèrement. La première année, les taux de droits appliqués dans les limites du contingent tarifaire sont légèrement inférieurs aux droits (conventionnels) NPF, mais ne sont pas nuls. La Résolution gouvernementale n° 205 du 8 février 1995, dont le texte a été déposé auprès du Secrétariat de l'OMC, reproduit le calendrier des augmentations de contingents et indique les droits qui s'appliqueront à chaque étape dans les limites du contingent tarifaire.

2. Des contingents tarifaires généraux auxquels la Lituanie a recours en cas de pénurie de certains produits, agricoles ou autres, et qu'elle utilise le moins possible.

Ces contingents sont ouverts aux importations de toutes provenances, que le pays d'origine concerné ait ou non négocié un Accord de libre-échange avec la Lituanie.

Ces contingents tarifaires permettent d'importer un très petit nombre de produits agricoles et quelques produits industriels à des taux de droits nuls. Ils sont conçus pour être appliqués à titre temporaire, ne sont accordés que pour la période pendant laquelle la somme de la production intérieure d'un produit donné et des importations au taux de droit (conventionnel) NPF n'est pas suffisante pour satisfaire la demande intérieure. Lorsque la Lituanie constate l'imminence d'une telle pénurie, elle fixe la quantité de marchandises à importer au titre du contingent tarifaire et organise une adjudication publique.

La liste des produits bénéficiant actuellement de ces contingents tarifaires généraux à l'importation est fournie à l'annexe IV du présent document. Les autorités systématisent actuellement les renseignements relatifs aux quantités spécifiques importées au titre de chaque contingent tarifaire. Ils seront communiqués ultérieurement.

La Résolution gouvernementale n° 653 du 8 mai 1995 dont une copie a été fournie au Secrétariat de l'OMC prescrit le mode d'administration de ces contingents tarifaires généraux. En résumé: les contingents tarifaires à l'importation sont instaurés par le gouvernement sur proposition d'un ministère compétent et avec le consentement du Ministère de l'économie. La liste des produits bénéficiant actuellement de contingents tarifaires et des domaines de compétence des ministères sont indiqués à l'annexe IV. Les contingents tarifaires à l'importation ouverts aux produits (autres que l'alcool éthylique, les matières premières destinées à la fabrication de boissons alcooliques, les flacons en verre irrégulier et le mobilier pour navires) sont attribués par le Ministère de l'agriculture par voie d'adjudication publique selon les modalités indiquées dans la réponse à la question 92 (document WT/ACC/LTU/4). Ce Ministère accorde à une société ou entreprise une autorisation unique d'importer au titre du contingent tarifaire; ce droit est conféré pour une durée d'un an au maximum.

Pour les autres produits, les contingents ne sont pas attribués par voie d'adjudication, mais automatiquement à tous les demandeurs. En ce qui concerne les matières premières destinées à la fabrication de boissons alcooliques et les flacons en verre irrégulier, c'est le Ministère de l'agriculture qui accorde le droit d'importer au titre du contingent tarifaire général; pour l'alcool éthylique, c'est le Ministère de l'industrie et du commerce, et pour le mobilier destiné à des navires, le Ministère des transports. On trouvera à l'annexe IV le code SH de ces produits.

Le Ministère de l'industrie et du commerce accorde automatiquement aux sociétés le droit d'importer de l'alcool éthylique à usages techniques au titre du contingent tarifaire général. Pour obtenir une licence d'importation dans ce cadre, une société doit déposer une demande, produire des pièces justifiant ses besoins au plan technique et économique et présenter un contrat signé avec un fournisseur

étranger. Le volume des importations au titre du contingent tarifaire est déterminé en fonction de ses besoins.

Le Ministère de l'agriculture accorde automatiquement aux sociétés le droit d'importer les matières premières nécessaires à la fabrication de boissons alcooliques au titre du contingent tarifaire général. Conformément à la Loi sur les droits d'accise du 12 avril 1994 et à ses règlements d'application, les entreprises d'Etat spéciales qui produisent des boissons alcooliques sont habilitées à importer des matières premières destinées à la fabrication de boissons alcooliques pour transformations ultérieures dans les limites du contingent tarifaire général. Ces entreprises spéciales sont d'une part les sociétés d'Etat "Alita", "Anyksciu vynas", "Stumbras", et d'autre part les sociétés anonymes d'Etat "Vilniaus degtine", "Lietuviskas midus" et "Taurages darzoves". Le Ministère de l'agriculture autorise automatiquement les importations sur présentation de la demande et du contrat de vente.

Le Ministère de l'agriculture accorde automatiquement aux sociétés le droit d'importer des flacons en verre transparent irrégulier au titre du contingent tarifaire général, sur présentation d'une demande et d'un contrat de vente.

Le Ministère des transports accorde automatiquement le droit d'importer du mobilier spécial pour navires. C'est généralement le chantier naval d'Etat "Baltija" qui importe ce type de mobilier afin de terminer la construction de nouveaux navires. Ce contingent tarifaire sera supprimé en 1997, année où la production nationale devrait permettre de satisfaire la demande intérieure.

b) Complément de réponse à la question 91 (WT/ACC/LTU/4).

Comme indiqué ci-dessus dans la réponse à l'alinéa a), le Ministère de l'agriculture attribue les contingents tarifaires généraux par voie d'adjudication publique pour certains produits agricoles. Toutes les entités juridiques ont le droit de participer à cette adjudication, quel que soit leur type d'activité et leur statut. A cette occasion, le ministère évalue les importateurs potentiels pour déterminer lesquels ont des possibilités optimales d'utilisation du contingent, proposent des produits de qualité à bas prix et présentent d'autres garanties. Les entités qui répondent le mieux à ces critères remportent les adjudications. Le processus est absolument transparent: les avis annonçant les contingents tarifaires généraux sont régulièrement publiés dans "Valstybes zinios" (publication officielle) pour diffusion auprès du grand public.

Question 202

S'agissant de l'application et de l'attribution des contingents tarifaires:

a) Prière d'établir la liste, par ligne du SH, de tous les produits assujettis à des contingents tarifaires, d'indiquer la date à laquelle ces contingents sont entrés en vigueur et d'expliquer en quoi les licences servent la politique lituanienne.

b) Dans sa réponse à la question 14 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que "la plus grande partie" des licences délivrées pour les contingents tarifaires sont accordées par voie "d'adjudication". Quel type d'adjudication? Quels contingents tarifaires ne sont pas attribués de cette manière? A quels autres moyens le gouvernement lituanien a-t-il alors recours? Est-il possible de fournir de plus amples détails, par exemple sur la façon dont les contingents tarifaires sont rendus publics, sur leur modalité d'attribution et sur leur durée?

Réponse

a) b) Voir la réponse à la question 201, alinéas a) et b).

Question 203

Dans sa réponse à la question 14 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique qu'elle a recours à des contingents tarifaires pour mettre en oeuvre ses accords de libre-échange et pour assurer l'importation temporaire de certains produits en cas de pénurie ou pour "d'autres raisons":

Qu'entend-on par "autres raisons"?

Réponse

Voir la réponse à la question 201 alinéa a).

Question 204

La Lituanie peut-elle indiquer aux Membres le volume des contingents tarifaires ouverts pour les produits admis en franchise de droits dont la liste est donnée au paragraphe 3 de la question 14?

Réponse

Les autorités systématisent actuellement les données pertinentes qui seront disponibles ultérieurement.

Question 205

La liste des produits admis en franchise de droits assujettis à des contingents tarifaires comprend presque uniquement des produits agricoles, dont certains animaux vivants, la viande de boeuf, le beurre, les céréales (en grains), le malt non torréfié, le sucre brut à raffiner et "le sucre à usage spécial". Qu'entend-on par "sucre à usage spécial"?

Réponse

On entend par "sucre à usage spécial" les produits du sucre énumérés ci-après en fonction de leur code SH:

1701 91 - sucre additionné d'aromatisants ou d'autres produits;

1702 30 - isoglucose;

1702 40 - glucose et sirop de glucose contenant de 20 à 50 pour cent de fructose;

1702 90 - autres types de sucre et de sirop (maltose chimiquement pur, isoglucose, etc).

Ces produits sont utilisés à des fins médicales et à d'autres usages particuliers et ne sont pas directement employés par les consommateurs ou comme matières premières pour l'industrie alimentaire en Lituanie.

Question 206

La Lituanie impose des restrictions quantitatives à l'importation d'un certain nombre de produits. Dans sa réponse à la question 13 (WT/ACC/LTU/2), le gouvernement lituanien déclare que ces restrictions quantitatives peuvent être justifiées au titre des exceptions prévues par le GATT

et l'OMC pour des raisons de santé et de sécurité des personnes. Dans la suite de la réponse cependant, il déclare que la Lituanie sera prête à souscrire aux obligations de l'OMC relatives aux restrictions quantitatives, ce qui laisse à penser que ces mesures ne sont peut-être pas pleinement compatibles avec l'OMC.

Réponse

La Lituanie n'avait pas l'intention de semer le moindre doute quant à la compatibilité de ces mesures avec l'OMC; elle est persuadée qu'elles peuvent être justifiées au titre des exceptions prévues par le GATT et l'OMC pour des raisons de santé et de sécurité des personnes.

Question 207

Envisage-t-on d'instaurer des contingents à l'importation de produits qui n'y sont pas encore assujettis?

Réponse

Actuellement, la Lituanie n'applique pas de contingents à l'importation (restrictions quantitatives). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la réponse à la question 208.

Question 208

Qu'il s'agisse de donner un fondement juridique au droit conféré à l'Etat d'établir un monopole pour la production, la vente et l'importation des produits alcooliques ou de l'ensemble des produits agricoles, nous ne pensons pas que toutes les mesures appliquées puissent être justifiées au titre des exceptions prévues par l'OMC pour des raisons de santé des personnes, ni que ces restrictions soient appliquées à cette fin.

La Lituanie peut-elle fournir une liste, par ligne du SH, de toutes les mesures non tarifaires actuellement en vigueur, interdictions à l'importation, contingents, licences restrictives ou discrétionnaires, normes ou prescriptions sanitaires, par exemple; indiquer la raison pour laquelle la restriction est appliquée et quelle disposition exactement de l'OMC la justifie?

Réponse

La Lituanie n'impose pas d'interdictions ou de contingents à l'importation (restrictions quantitatives) actuellement. Certaines dispositions de la Loi sur le sucre et de la Loi sur la réglementation de l'alcool pourraient permettre d'en instaurer, mais elles ne sont pas appliquées pour le moment.

Pour de plus amples informations sur le régime de licences d'importation, se reporter à la réponse au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, qui est prête, et qui sera remise au Secrétariat de l'OMC afin d'être distribuée aux Membres de l'OMC et examinée par ceux-ci.

En ce qui concerne les normes et prescriptions sanitaires, prière de se reporter aux réponses fournies sur ces sujets dans les documents précédents et dans le présent document.

Question 209

Prière de donner davantage de détails sur les modalités d'application des licences d'importation concernant la vodka et les produits du tabac (réponse à la question 91).

Réponse

Voir la réponse à la question 221 ou la réponse au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, qui est prête et qui sera remise au Secrétariat de l'OMC afin d'être distribuée aux Etats membres et examinée par ceux-ci.

Question 210

La Lituanie va-t-elle préparer une réponse au Questionnaire sur les procédures de licences d'importation pour distribution au Groupe de travail?

Réponse

La réponse au questionnaire sur les procédures de licences d'importation est prête et sera remise au Secrétariat de l'OMC afin d'être distribuée aux Membres de l'OMC et examinée par ceux-ci.

Question 211

Prière d'indiquer les raisons pour lesquelles le fer, les ferro-alliages et les métaux non ferreux sont assujettis à des restrictions quantitatives.

Réponse

La Lituanie n'applique de restrictions quantitatives ni aux déchets de fer et de ferro-alliages, ni aux métaux non ferreux et à leurs déchets et débris. Ces produits ne sont soumis à des restrictions quantitatives ou à un régime de licences ni à l'importation ni à l'exportation. Des licences sont toutefois exigées pour l'achat et la refonte des métaux. Elles confèrent automatiquement le droit de les exporter. Une société peut obtenir une licence lui permettant d'acheter les produits susmentionnés dans n'importe quelle quantité. L'exportation de déchets et débris de métaux provenant des sites ou usines de production n'est pas assujettie au régime de licences.

La délivrance des licences est automatique et se fait sur présentation d'une demande et des documents requis. La licence a une durée de validité de un an.

La Lituanie exige des licences pour l'achat et la refonte de ces métaux:

- afin de lutter contre la criminalité liée à l'acquisition illégale des métaux; et
- de permettre aux industries de transformation des débris de métaux (environ 20 fonderies et entreprises de refonte des métaux) de s'approvisionner en matériaux, ce qui est particulièrement important pour un pays comme elle qui ne dispose pas de gisements de minerais ferreux et non ferreux.

Question 212

Prière de décrire avec précision un règlement en vigueur applicable à l'exportation et à l'importation d'objets culturels en Lituanie. Des restrictions et/ou des interdictions s'appliquent-elles à ces exportations et à ces importations?

Réponse

Aucune disposition dans la législation lituanienne ne prévoit l'application de restrictions quantitatives à l'importation d'objets culturels. L'exportation irréversible de certains biens culturels (certaines oeuvres de valeur culturelle, objets d'ambre uniques, objets de la technique automobile d'avant 1950) est soumise à licence afin de préserver l'héritage culturel national.

Actuellement, l'exportation et l'importation de biens de valeur culturelle sont régies par la Résolution gouvernementale n° 927 (7 décembre 1992) relative à "l'approbation des dispositions concernant l'exportation et l'expédition hors de la République de Lituanie et l'importation en République de Lituanie d'objets culturels".

Il est interdit d'exporter des objets culturels antiques et modernes qui sont stockés dans les entrepôts d'Etat, ainsi que les objets repris sur la liste des monuments historiques et culturels, la liste des monuments historiques et culturels récemment découverts, et le registre temporaire des monuments historiques et culturels (ou les biens de valeur culturelle qui, de l'avis des experts, doivent être inscrits sur ce registre).

L'exportation des objets culturels repris sur les listes susmentionnées est subordonnée à l'obtention d'une autorisation du Département de la protection des objets culturels rattaché au Ministère de la culture. Cette autorisation est nécessaire pour les objets suivants: oeuvres des beaux-arts, films documentaires et longs métrages, épreuves photographiques et leurs négatifs, parties architecturales de bâtiments, objets de culte religieux, certains instruments de musique, objets archéologiques, objets ethnographiques, objets de collection, manuscrits, incunables, livres et publications datant de plus de 40 ans, objets de valeur du point de vue de l'histoire de l'ingénierie et de la technologie, objets de machines et de mécanique automobiles d'avant 1959 ainsi que leurs parties.

Il convient de noter que la nouvelle Loi sur la protection des biens culturels meubles récemment adoptée (23 janvier 1996) avait essentiellement pour but d'établir le registre des biens culturels, mais n'a pas modifié la réglementation concernant leur importation et leur exportation.

Sucre

Question 213

Dans la réponse à la question 13 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique que, dans le cadre de son régime actuel, elle interdit l'importation de produits semi-transformés à base de sucre et applique des prix de seuil pour les importations de sucre.

Cette pratique ne semble pas compatible avec les dispositions de l'OMC. Comment la Lituanie envisage-t-elle de mettre ce régime en conformité avec l'OMC? Quand ce secteur sera-t-il libéralisé? Les contingents d'importation mentionnés dans cette réponse sont-ils des contingents tarifaires?

Réponse

Comme il est indiqué dans la réponse à la question 208, ces dispositions de la Loi sur le sucre ne sont pas actuellement appliquées. La Lituanie n'impose pas de restrictions quantitatives à l'importation de sucre. Toute entité peut importer du sucre en s'acquittant du droit de douane actuel, à savoir droit *ad valorem* de 35 à 40 pour cent avec minimum de perception de 0,75 LTL/kg. Toutefois, dans des circonstances spéciales, les contingents tarifaires d'importation sont appliqués (voir ci-après le système des contingents tarifaires).

La disposition de la Loi relative aux prix de seuil (référence) n'est pas appliquée non plus. Ces prix ne peuvent être appliqués car aucun système de prélèvement variable n'a été approuvé.

La Lituanie prescrit que les produits importés semi-transformés à base de sucre ne soient transformés qu'après les produits d'origine nationale. Cette prescription est saisonnière et vise à assurer que les betteraves d'origine nationale soient transformées.

En pratique, la demande intérieure de sucre en Lituanie est d'environ 120 000 à 140 000 tonnes par an. Les capacités de production nationales utilisant uniquement du sucre brut d'origine locale ne suffiraient pas à satisfaire la demande intérieure. Par conséquent, la Lituanie établit des contingents tarifaires d'importation pour le sucre blanc (raffiné) et le sucre brut afin de couvrir les besoins du pays.

La Lituanie envisage de libéraliser le régime de commerce du sucre. Elle sera en mesure de le faire lorsque la production nationale de sucre pourra satisfaire pleinement la demande intérieure.

Question 214

Comment l'arrangement concernant les contingents applicables aux importations de sucre est-il compatible avec l'article XI du GATT de 1994 et avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture?

Réponse

Tous les contingents temporaires appliqués aux importations de sucre sont des contingents tarifaires (à droit nul) qui ne limitent pas les importations. Par conséquent, ils sont compatibles avec l'article XI du GATT et avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

Question 215

Dans la réponse à la question 13 (WT/ACC/LTU/2) concernant les mesures non tarifaires, la Lituanie fait observer qu'en vertu de la Loi sur le sucre, elle a imposé des mesures visant à protéger les producteurs de betteraves sucrières et de produits à base de sucre. Selon cette loi, la Lituanie peut introduire des "contingents d'importation" pour le sucre et les produits semi-transformés à base de sucre; des licences sont nécessaires pour les importations de sucre; et l'industrie de transformation a l'interdiction d'importer des produits semi-transformés à base de sucre tant qu'elle n'a pas acheté les quantités de betteraves sucrières fixées par le gouvernement.

Cela pose un certain nombre de questions. Prière d'expliquer pourquoi des restrictions quantitatives ont été adoptées, telles que l'obligation faite aux industries de transformation du sucre d'acheter une quantité déterminée de betteraves d'origine nationale et la possibilité pour le gouvernement lituanien d'établir des contingents d'importation pour le sucre et les produits semi-transformés à base de sucre?

Réponse

Si les raffineries de sucre nationales ne transformaient que du sucre brut d'origine nationale, elles ne pourraient pas produire une quantité de sucre blanc (raffiné) suffisante pour satisfaire la demande intérieure. Toutefois, le coût du sucre brut d'origine nationale est plus élevé que celui du sucre importé. Par conséquent, pour assurer la transformation du sucre d'origine nationale le gouvernement lituanien exige par la loi que les industries de transformation nationales épuisent les ressources en sucre brut d'origine locale avant d'être autorisées à importer du sucre brut et du sucre blanc (raffiné) dans le cadre des contingents tarifaires. Ces importations sont frappées de droits nuls et ne peuvent porter que sur la quantité de sucre nécessaire pour satisfaire la demande intérieure.

Aucune restriction quantitative n'est appliquée à l'importation de sucre (brut, blanc (raffiné) ou destiné à des usages spéciaux). L'importation peut être effectuée à tout moment après paiement des droits de douane correspondants.

Question 216

Sur la base des renseignements disponibles, l'obligation faite à l'industrie de transformation d'acheter certaines quantités de betteraves d'origine nationale avant de pouvoir importer des produits semi-transformés à base de sucre semble contraire à l'article III du GATT (traitement national en matière d'impositions et de réglementation intérieures) et peut-être aussi à l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Cette prescription a-t-elle été mise en oeuvre? Prière d'expliquer en quoi elle est conforme avec les dispositions de l'article III du GATT de 1994 concernant les prescriptions en matière de mélange pour l'importation. Comment la Lituanie justifie-t-elle cette mesure?

Réponse

L'industrie de transformation nationale est libre d'importer à tout moment du sucre, y compris des produits semi-transformés à base de sucre. Ces importations sont frappées de droits de douane normaux. L'obligation d'utiliser en premier lieu le sucre d'origine nationale ne s'applique qu'aux industries de transformation souhaitant bénéficier de contingents tarifaires.

Question 217

Nous notons que selon l'engagement pris dans la réponse à la question 13 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie sera prête à souscrire aux obligations de l'OMC relatives aux restrictions quantitatives lors de son accession. La Lituanie indique également que tous les contingents mentionnés dans ses réponses sont des contingents tarifaires.

Toutefois, comme des indications données dans d'autres réponses laissent penser que cela pourrait ne pas être le cas pour le sucre, la Lituanie devrait préciser les types de contingents qui sont utilisés pour ce produit.

Réponse

Tous les contingents appliqués en Lituanie sont des contingents tarifaires. Pour des renseignements supplémentaires concernant le sucre, voir les réponses aux questions 213 à 216.

Question 218

L'article 7 de la Loi sur le sucre fait référence à la vente de licences d'importation de sucre. La Lituanie pourrait-elle donner des détails sur la manière dont ces contingents (tarifaires?) d'importation sont attribués aux importateurs?

Réponse

La disposition de l'article 7 de la Loi sur le sucre concernant le régime de licences ne peut pas être appliquée car elle exigerait des procédures de mise en oeuvre supplémentaires qui ne sont pas prévues dans la Loi sur les entreprises (l'importation de sucre n'est pas reprise dans la liste des activités soumises à licences - voir la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2)). Pour des renseignements concernant l'attribution des contingents tarifaires d'importation, voir la réponse à la question 201.

Question 219

La Lituanie pourrait-elle donner des détails sur le fonctionnement de l'article 8 (octroi de crédits pour l'achat de betteraves sucrières) de la Loi sur le sucre? Par exemple, dans quelle mesure les industries de transformation de betteraves sucrières se verront-elles accorder des crédits de campagne préférentiels? Comment les crédits sont-ils administrés?

Réponse

Les industries de transformation se voient accorder des crédits de campagne préférentiels uniquement pour rétribuer les producteurs de betteraves sucrières. Les crédits de ce type ne sont pas utilisés dans le cycle de production; ils garantissent aux producteurs de betteraves sucrières qu'ils tireront un revenu des ventes de sucre.

L'octroi des crédits de campagne permet aux acheteurs de payer les producteurs de sucre en temps voulu. Cette mesure est nécessaire en raison des saisons et de la durée limitée de la production agricole, de la durée très courte d'approvisionnement en produits agricoles et du fait que les industries de transformation du sucre manquent de fonds de roulement.

Question 220

L'article 6 de la Loi sur le sucre prévoit des exceptions à la Loi sur la concurrence concernant l'application de sanctions au syndicat des producteurs de sucre en Lituanie. Prière d'expliquer pourquoi un monopole est autorisé dans le cas de ces producteurs.

Réponse

Les mesures mentionnées à l'article 6 de la Loi sur le sucre étaient prévues uniquement pour la période pendant laquelle le syndicat des producteurs a été créé. Elles visaient à accélérer les procédures bureaucratiques. Le Parlement a récemment reçu du gouvernement une proposition visant à modifier ou à abolir cette disposition.

Tabac

Question 221

Qu'en est-il de la Loi sur la réglementation du tabac qui est étudiée par le Parlement lituanien? Quelles sont les procédures à suivre pour obtenir une licence d'importation de produits du tabac?

Réponse

La Loi sur la réglementation du tabac est actuellement examinée au Parlement (Seimas). Pour plus de détails, voir la réponse à la question 222.

Pour de plus amples renseignements concernant le régime de licences applicable aux importations de tabac, voir la réponse au questionnaire sur les procédures de licences d'importation, qui a été préparée et sera déposée au Secrétariat de l'OMC afin d'être examinée par les Membres.

Question 222

Quelles sont les restrictions applicables aux importations de tabac (outre les licences existantes) qui pourraient être reprises par la Loi sur la réglementation du tabac?

Réponse

Le projet de loi sur la réglementation du tabac (actuellement examiné par le Parlement) contient les dispositions suivantes [relatives à la santé et à la sécurité]:

- chaque expédition de tabac doit être accompagnée d'un certificat de qualité délivré par le producteur;
- la quantité maximale autorisée de goudron et de nicotine doit être indiquée en lituanien sur l'emballage;
- les produits du tabac doivent porter des étiquettes;
- seuls les produits dont la quantité de substances nocives pour la santé ne dépasse pas celle définie par les normes lituaniennes peuvent être fabriqués ou importés.

Alcool

Question 223

La Lituanie a un monopole pour la production, la vente et l'importation de boissons alcooliques, et applique des contingents d'importation. La Lituanie a précisé que les contingents étaient appliqués aux importations d'alcool dans le but de réduire le niveau de la consommation d'alcool.

Toutefois, le système décrit dans la réponse à la question 15 (WT/ACC/LTU/2) semble montrer que les licences sont délivrées sur une base discrétionnaire.

a) **Prière d'indiquer les critères appliqués pour déterminer si une personne remplit les conditions nécessaires pour obtenir une licence d'importation. Ces critères sont-ils publiés? Selon quelles procédures les licences seront-elles accordées pour l'importation d'alcool?**

b) **Prière d'indiquer sur quelle base une taxe annuelle est perçue lors de la délivrance de la licence.**

Réponse

Comme il est expliqué dans la réponse à la question 226, il n'y a pas en Lituanie de monopole de production (sauf pour la production de boissons à degré d'alcool élevé), de vente et d'importation. Cependant, conformément à la Loi sur le commerce, l'article 4 de la Loi sur la réglementation de l'alcool prévoit effectivement la possibilité de créer un monopole d'Etat en cas de force majeure (guerre, famine, catastrophes naturelles), et cette disposition s'applique également à certains autres produits. En outre, la loi ménage la possibilité d'introduire des contingents de production et d'importation pour certains produits alcooliques dans le cas où le nombre de patients souffrant de psychose alcoolique dépasse une limite fixée par le Ministère de la santé et approuvée par le gouvernement; cependant de telles mesures n'ont pas été prises, et aucun contingent d'importation ni aucune autre restriction quantitative ne sont appliqués pour le moment aux boissons alcooliques.

S'agissant des limitations concernant le nombre d'entreprises important des boissons alcooliques, 39 entreprises privées comprenant des grossistes et des détaillants importent actuellement des boissons

alcooliques (boissons alcooliques fortes et bière), et 7 561 détaillants vendent des boissons alcooliques importées et d'origine nationale (contre 3 000 en 1991). Toutes ces entreprises ont obtenu une licence pour exercer ce type d'activité. Toute entreprise enregistrée sur le territoire de la République de Lituanie a le droit d'obtenir une licence pour une année en suivant la procédure d'adjudication publique, quelle que soit la structure de son capital.

a) Il est à noter que les anciens critères pour l'obtention d'une licence, tels qu'ils sont définis par la Loi sur la réglementation de l'alcool (selon laquelle le capital initial ne pouvait être inférieur à 1 million de LTL; le numéro de la marque de vodka importée devait figurer sur la liste des 100 meilleures marques publiée par l'Association internationale des producteurs de boissons alcooliques; et le montant le plus élevé du droit de timbre devait être payé comme il a été indiqué précédemment dans la réponse à la question 91 (WT/ACC/LTU/4)), n'étaient appliqués qu'à l'importation de vodka et ont été modifiés.

La nouvelle réglementation relative à l'obtention d'une licence pour l'importation de toutes boissons alcooliques (y compris la bière) entrera en vigueur le 1er juillet 1996; elle établit les critères suivants:

1. les taxes au titre de l'année précédente doivent être payées;
2. les entités doivent avoir une expérience dans l'importation de boissons alcooliques;
3. les paramètres de qualité des boissons alcooliques doivent être respectés;
4. les entités doivent avoir versé des contributions à une oeuvre de charité et de bienfaisance au cours de l'année précédente;
5. les entités doivent respecter la réglementation relative à l'importation et au commerce de gros des boissons alcooliques.

Toutes les licences sont délivrées par voie d'adjudication publique. Les règles et conditions de l'adjudication sont approuvées par le gouvernement. Elles sont publiées dans le "Valstybes Zinios". Toute entreprise enregistrée en République de Lituanie peut participer à l'adjudication. Les résultats de l'adjudication sont également publiés dans ce journal.

Pour de plus amples renseignements, prière de voir la réponse au questionnaire sur les procédures de licence d'importation, qui a été préparée et sera déposée au Secrétariat de l'OMC afin d'être examinée par les Membres.

b) Etant donné que l'alcool, tel qu'il est consommé dans notre pays, nuit à la santé des personnes et à l'environnement (en raison de la pollution par les boîtes et les bouteilles vides), la Lituanie a institué une taxe annuelle dont le produit est versé au budget de l'Etat et sert à financer des programmes de soins et de réadaptation, l'éducation de la collectivité, la collecte des emballages usés des boissons alcooliques et leur recyclage, etc.

La taxe annuelle dépend du volume d'alcool éthylique des boissons.

Question 224

La disposition autorisant l'instauration d'un monopole d'Etat pour la production, la vente et l'importation de produits alcooliques signifie-t-elle que des licences ne seront plus délivrées aux autres importateurs d'alcool?

Réponse

Le monopole d'Etat n'a pas été établi (excepté pour la production de boissons à degré d'alcool élevé).

Les dispositions de la Loi sur la réglementation de l'alcool permettent de délivrer uniquement dix licences par an (valables pour une année) pour l'importation d'alcool (y compris la bière). Par conséquent, conformément à cette loi, seules dix licences seront délivrées cette année. Un amendement actuellement à l'étude prévoit que pour l'importation de bière dix licences supplémentaires pourraient être octroyées.

Question 225

Pour quelles raisons la Lituanie permet-elle l'importation de boissons alcooliques fortes uniquement d'après la liste des "100 meilleurs producteurs d'alcool dans le monde"? Les boissons alcooliques fortes d'origine lituanienne satisfont-elles aux mêmes prescriptions que celles qui sont utilisées pour établir cette liste?

Réponse

Après que la Lituanie a ouvert ses frontières, on a constaté un flux substantiel d'importations légales ou illégales de boissons alcooliques, parfois de bas prix et de mauvaise qualité et, dans de nombreux cas, de contrefaçon provenant d'entreprises inexistantes, ce qui mettait en danger la santé des consommateurs. Pour remédier à cette situation, le gouvernement a décidé d'importer des produits alcooliques de qualité supérieure en provenance d'entreprises figurant sur la liste des 100 meilleurs producteurs.

Les mêmes prescriptions en matière de qualité s'appliquent aux boissons importées et aux boissons d'origine nationale.

Question 226

La Lituanie pourrait-elle donner les raisons de l'établissement du monopole d'Etat pour la production, la vente et l'importation de boissons alcooliques, comme le prévoit la Loi sur la réglementation de l'alcool?

Réponse

La Lituanie n'a pas établi un monopole d'Etat pour la production, la vente ou l'importation et n'envisage pas actuellement de le faire. La Lituanie applique un régime de licences interne qui donnent aux entreprises le droit d'exercer ces activités. Le monopole d'Etat a été institué uniquement pour la production de boissons alcooliques fortes dont le volume d'alcool éthylique est supérieur à 22 pour cent, en raison de la consommation excessive de ce type de produits d'origine nationale et des conséquences qui en découlent. Une réglementation gouvernementale est devenue inévitable dans ce domaine compte tenu des statistiques qui montraient des penchants inquiétants parmi la population lituanienne. Le nombre de personnes souffrant de psychose alcoolique augmente. En 1994, il était 5,1 fois plus élevé qu'en 1990. Le nombre de personnes souffrant d'alcoolisme chronique augmente également. Les statistiques de 1994 indiquent une progression de 29 pour cent du nombre de ces patients par rapport à 1992.

Question 227

**L'alcool d'origine nationale est-il soumis aux mêmes restrictions que l'alcool importé?
Si non, pourquoi?**

Réponse

Oui, l'alcool d'origine nationale est soumis à la même réglementation que les produits importés, notamment en ce qui concerne les conditions d'obtention des licences, les procédures d'adjudication, les droits d'accise et la TVA, les prescriptions relatives à la qualité, à la santé et à la sécurité, etc.

Question 228

Comment le gouvernement lituanien détermine-t-il la quantité d'alcool à importer afin de fixer le contingent?

Réponse

La Lituanie n'applique pas de contingent à l'importation d'alcool, ni aucune autre restriction quantitative.

Matériel de copie en couleurs, matériel radioélectronique et électrique

Question 229

La Lituanie indique qu'elle applique des restrictions quantitatives aux importations de copieurs en couleur pour des raisons de "santé ou de sécurité des personnes".

a) Quels sont les "dispositifs spéciaux" mentionnés dans la réponse à la question 13, dont l'importation fait également l'objet de restrictions pour des raisons de santé et de sécurité?

b) Quelles sont les préoccupations du gouvernement lituanien en matière de santé et de sécurité s'agissant de l'importation de copieurs en couleur et de matériel radioélectronique et électrique? Quels produits spécifiques entrent dans cette dernière catégorie?

c) Quels organismes publics sont chargés d'administrer ces restrictions spécifiques ou d'octroyer des licences d'importation, le cas échéant?

Réponse

a) La Lituanie n'applique pas de restrictions quantitatives à l'importation de dispositifs spéciaux de contrôle et de sécurité, de copieurs en couleur ou de matériel radioélectronique et électrique pouvant émettre des ondes radioélectriques. Toutefois, pour des raisons de sécurité nationale, la Lituanie exige que les importateurs obtiennent une autorisation du ministère ou du service public compétent pour tous les produits mentionnés.

Les "dispositifs spéciaux" désignent des dispositifs de contrôle et de sécurité, le matériel pour les criminologues et le matériel pour la formation des policiers. Ils peuvent être importés uniquement avec l'autorisation du Ministère de l'intérieur.

b) L'obligation d'obtenir une autorisation auprès du Ministère de l'intérieur pour importer des copieurs en couleur a été établie dans le but de réduire les risques de délits liés à la falsification

de documents, à la contrefaçon des titres et des billets de banque (comme indiqué dans la réponse à la question 99 (WT/ACC/LTU/4)).

L'obligation d'obtenir une autorisation du Service d'inspection des appareils électriques pour importer du matériel radioélectronique et électrique pouvant émettre des ondes radioélectriques tient à des raisons de sécurité nationale d'ordre général.

c) Voir ci-dessus les réponses à la présente question.

e) Evaluation en douane

Question 230

La Lituanie a-t-elle fourni au Secrétariat une copie de sa décision "sur les règles d'évaluation en douane des marchandises" (n° 449, 16 juin 1993)?

Réponse

Non, mais la Lituanie décrit ces règles dans sa réponse au questionnaire sur l'évaluation en douane, et, en tout état de cause, le document définitif aux fins de l'évaluation en douane sera le chapitre sur l'évaluation en douane du projet de code douanier, qui est actuellement examiné par le Parlement (Seimas).

Question 231

Prière de décrire dans les grandes lignes les dispositions de la réglementation lituanienne relative à l'évaluation en douane. De l'avis de la Lituanie, cette législation se conforme-t-elle pleinement aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII?

Réponse

Les principes essentiels de l'évaluation en douane sont énoncés à l'article 10 de la Loi sur le tarif douanier (27 avril 1993). Ces principes sont mis en oeuvre conformément à la Résolution gouvernementale n° 449 (16 juin 1993) en vertu de laquelle la base première pour la détermination de la valeur en douane est la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du territoire douanier de la Lituanie. Pour déterminer la valeur en douane, on ajoute au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées: les frais de transport, le coût de l'assurance, les frais de chargement et de manutention des marchandises importées, les commissions, le coût des contenants et de l'emballage, les redevances et les droits de licence relatifs aux marchandises à évaluer, etc.

Lorsque la valeur transactionnelle ne peut être déterminée (dans le cas d'une vente entre personnes liées), la valeur en douane doit être déterminée en appliquant, dans l'ordre, les méthodes d'évaluation suivantes:

1. méthode fondée sur la valeur transactionnelle de marchandises identiques;
2. méthode fondée sur la valeur transactionnelle de marchandises similaires;
3. méthode fondée sur le prix correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées sur le territoire douanier de la Lituanie;
4. méthode fondée sur la valeur calculée qui est égale à la somme des coûts de fabrication, d'un montant moyen pour les bénéfices et frais généraux, etc.

L'ordre dans lequel les méthodes 3 et 4 sont appliquées est inversé si l'importateur ou la personne faisant la déclaration le demande.

La législation lituanienne satisfait de manière générale aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT, mais ne reprend pas certaines de ses dispositions plus spécifiques. Toutefois, les dispositions énoncées dans le chapitre sur "l'évaluation en douane" du nouveau projet de code douanier actuellement examiné par le Parlement satisferont pleinement aux dispositions dudit Accord.

La Lituanie donnera des détails dans sa réponse au questionnaire sur l'évaluation en douane, qui a été préparée et sera déposée au Secrétariat de l'OMC.

Question 232

La Lituanie pourrait-elle préparer une réponse au questionnaire sur l'évaluation en douane afin qu'elle soit distribuée au Groupe de travail?

Réponse

Cette réponse est en préparation et sera déposée au Secrétariat de l'OMC afin d'être examinée par les Membres.

f) **Règles d'origine**

Question 233

Dans son Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur (L/7551), la Lituanie indique que des "règles d'origine communes" sont utilisées pour l'application des Accords de libre-échange avec la Finlande, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Lettonie et l'Estonie. Quelles sont ces règles? Prière de décrire comment l'origine est déterminée à des fins douanières.

Réponse

Les règles d'origine communes mentionnées dans l'Aide-mémoire de la Lituanie sur le régime de commerce extérieur (L/7551) signifient que les mêmes règles d'origine, c'est-à-dire des protocoles identiques concernant la définition du concept de "produits originaires", sont utilisées pour l'application des Accords de libre-échange entre la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, l'Union européenne, la Norvège et la Suisse (et s'appliqueront à la zone de libre-échange avec l'AELE une fois qu'elle sera mise en place).

Afin de faciliter l'exportation de marchandises originaires de Lituanie vers les pays susmentionnés et la délivrance des certificats d'origine aux exportateurs de ces marchandises conformément aux dispositions s'appliquant à la zone de libre-échange en question, des procédures internes ont été établies en Lituanie.

L'origine des marchandises est déterminée conformément à des règles qui visent tous les produits. La Résolution gouvernementale n° 110 du 24 février 1993 stipule qu'afin de faciliter la communication des informations concernant l'origine des produits, une déclaration de l'origine préférentielle doit être faite par le fournisseur de matériels ou de produits et un document doit être établi par un expert indépendant habilité à vérifier si les règles d'origine sont correctement appliquées.

Cette déclaration et ce document sont présentés par le fournisseur pour chaque lot de produits concernés et joints aux factures commerciales ou autres documents commerciaux contenant une description des marchandises suffisamment détaillée pour permettre leur identification. Un fournisseur régulier de produits peut fournir une seule déclaration ou un seul document établi par l'expert pour expédition des différents lots du même produit tant que l'origine de ce dernier demeure inchangée.

L'Administration des douanes peut demander aux exportateurs de fournir tout document important nécessaire pour vérifier l'origine des produits.

h) Normes et certification

Question 234

S'agissant de la réponse de la Lituanie à la question 97 (WT/ACC/LTU/4), quand le gouvernement lituanien envisage-t-il de mettre son système de normes en conformité avec les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce?

Réponse

La Lituanie a examiné les prescriptions de l'Accord OTC de l'OMC relatives à l'application non discriminatoire des mesures; à l'adoption des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité; à l'établissement d'un point d'information, etc., et elle les incorporera dans le système de normes lituanien au fur et à mesure de son développement.

En ce qui concerne le deuxième point susmentionné, le Bureau lituanien de normalisation a établi un programme de priorités à long terme dans le cadre duquel la préférence est donnée aux normes internationales et européennes.

Le Ministère des affaires étrangères coordonne l'élaboration des règlements techniques conformément aux directives de l'UE. La Lituanie envisage de commencer à mettre en oeuvre le programme en 1996. Dans le même temps, la Lituanie bénéficiera d'une assistance technique fournie par l'ISO/DEVCO pour l'élaboration des règlements techniques.

De plus amples renseignements sur ce programme seront fournis dans la réponse au questionnaire sur les obstacles techniques au commerce.

Question 235

Quelles mesures la Lituanie a-t-elle prises pour établir une procédure d'avis au public et de présentation d'observations concernant les projets de règlements, comme le prévoient les Accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires?

Réponse

Dans un premier temps, à partir de janvier 1996, le Bureau lituanien de normalisation se propose de publier des renseignements sur les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité dans son bulletin périodique. Ces renseignements comprendront le titre des documents et les adresses des points d'information. Certains renseignements sur d'autres points mentionnés à l'article 10 de l'Accord OTC peuvent être également obtenus auprès du Bureau lituanien de normalisation.

Dans un deuxième temps, pendant le premier trimestre de 1996, le Bureau lituanien de normalisation devra faire des propositions au gouvernement au sujet de la communication au public des projets de règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité et de l'établissement d'un point d'information pour l'échange de renseignements sur ces questions. Cette initiative est liée à la mise en oeuvre de la Directive n° 83/189 de l'UE mais devrait également se traduire par la création d'un point d'information comme le prévoit l'Accord OTC de l'OMC.

Actuellement, des procédures d'avis au public de projets de règlements relatifs aux mesures sanitaires et phytosanitaires et de présentation d'observations sur ces projets n'existent pas en Lituanie, mais il en sera établi à l'avenir.

Question 236

Dans sa réponse à la question 20 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique que des dispositions permettent aux étrangers de présenter des observations sur les règlements techniques "lorsque ceux-ci ne sont pas compatibles avec les normes internationales".

Prière d'indiquer comment cette pratique est conforme aux prescriptions des Accords de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce et sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, qui ne limitent pas ainsi le droit de présenter des observations.

Réponse

Prière de voir la réponse à la question 235. La Lituanie envisage de permettre de présenter des observations sur toutes les mesures, et non pas uniquement sur celles qui ne sont pas conformes aux normes internationales.

Question 237

Prière de décrire le champ d'application et la nature des règlements techniques lituaniens qui ne sont pas compatibles avec les normes internationales et les mesures que la Lituanie prend pour les remplacer par des normes reconnues au plan international.

Réponse

Voir la réponse à la question 234.

Question 238

Concernant la réponse à la question 22 (WT/ACC/LTU/2), le gouvernement lituanien envisage-t-il que les étrangers puissent présenter des observations sur l'élaboration de projets de normes facultatives?

Réponse

Oui, prière de voir la réponse à la question 235.

Question 239

La Lituanie pourrait-elle fournir plus de précisions sur son système de normes facultatives?

Réponse

Supplément à la réponse à la question 22 (WT/ACC/LTU/2).

L'application des normes est facultative à l'exception des cas où le gouvernement ou un autre organisme public déclare qu'elles sont obligatoires pour un certain secteur d'activité.

Il existe deux catégories de normes facultatives en Lituanie: les normes lituaniennes et les normes d'entreprises. Les normes sont préparées par des commissions techniques et approuvées par le Bureau lituanien de normalisation. Généralement, les normes lituaniennes sont adoptées conformément aux normes internationales ou européennes. Lorsqu'il n'existe pas une norme internationale ou européenne appropriée, une norme lituanienne ou une norme d'entreprise peut être élaborée. Pour ces normes, seules sont établies les dispositions qui sont acceptées par les parties concernées.

Question 240

S'agissant de la question 22 (WT/ACC/LTU/2), quel(s) organisme(s) est (sont) responsable(s) de la publication des normes facultatives?

- a) Quel organisme est responsable de l'évaluation de la conformité aux normes facultatives?**
- b) Est-il prévu d'adopter le Code de pratique dans le domaine des normes facultatives, comme le prescrit l'annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC?**
- c) Est-il prévu de satisfaire aux prescriptions en matière de notification concernant les normes facultatives, comme indiqué à l'annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC?**

Réponse

Le Bureau lituanien de normalisation est seul habilité à publier les normes.

a) Le Bureau lituanien de normalisation est l'organisme d'accréditation national. Il est chargé d'accréditer les laboratoires d'essai et organismes d'étalonnage, les produits, les systèmes de qualité, les organismes de certification professionnelle et les organismes de contrôle conformément aux normes EN 45000.

b) Le Bureau lituanien de normalisation prévoit d'adopter le Code de pratique. Ce dernier a été traduit en lituanien. Toutefois, ce travail n'est pas achevé car la Lituanie attend les résultats de la comparaison effectuée par l'OMC entre le Guide 59 ISO/CEI et l'annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC.

c) Il sera satisfait aux prescriptions en matière de notification après l'adoption du Guide 59 ISO/CEI ou de l'annexe 3 de l'Accord OTC de l'OMC.

Question 241

En ce qui concerne la question 20 (WT/ACC/LTU/2), est-il prévu d'établir un point d'information, comme le prescrit l'Accord OTC de l'OMC?

Réponse

Oui. Prière de voir la réponse à la question 235.

Question 242

Quel est le processus d'enregistrement des produits pharmaceutiques? La Lituanie reconnaît-elle l'approbation de produits pharmaceutiques par le pays d'origine?

Réponse

Les médicaments et substances pharmaceutiques doivent être enregistrés avant leur importation et leur utilisation en Lituanie. Sauf pour des cas particuliers, ou des expériences scientifiques et d'essais cliniques, l'autorisation temporaire d'importer et d'utiliser des médicaments et des substances pharmaceutiques enregistrés dans d'autres pays est obtenue auprès de l'Organisme public de contrôle des médicaments.

Le contrôle de la qualité, de l'efficacité et de l'innocuité des médicaments et des substances pharmaceutiques est confié au Bureau de l'enregistrement des médicaments qui relève de l'Organisme public de contrôle des médicaments. Seul le fabricant d'un médicament ou son représentant agréé (de préférence domicilié) peut présenter une demande d'enregistrement. Celle-ci doit comprendre: un récapitulatif du dossier; des renseignements d'ordre général sur le ou les produits pharmaceutiques; un dossier conforme au Système de certification OMS de la qualité des produits pharmaceutiques entrant dans le commerce international (Partie I); un dossier sur des essais chimiques, pharmaceutiques, biologiques (Partie II); un dossier toxicologique (Partie III); et un dossier sur des essais pharmacologiques et cliniques effectués chez l'homme (Partie IV). La demande doit également comporter un résumé daté de l'évaluation de l'impureté réalisée par des experts, et des études sur les animaux et sur l'homme. S'agissant des produits pharmaceutiques considérés comme essentiellement similaires, des données chimiques et pharmaceutiques de biodisponibilité et de bioéquivalence sont exigées. Des renseignements destinés au personnel médical (préparés sur la base du récapitulatif des caractéristiques du produit) et un carnet du patient en lituanien doivent être également présentés. Dans certains cas, des documents supplémentaires peuvent être demandés. La formule de demande et les appendices (Partie II - en deux exemplaires) doivent être présentés dans l'une des langues suivantes: lituanien, anglais, allemand ou russe.

Outre la demande, cinq unités d'un échantillon non emballé du produit pharmaceutique à commercialiser et du médicament étalon ou de substances simples en quantité suffisante (1 à 5 grammes) pour pouvoir effectuer un essai complet doivent être fournies. De plus, une vérification des méthodes de contrôle employées par le fabricant et un certificat d'analyses quantitative et qualitative doivent être fournis. La redevance d'enregistrement libellée en dollars EU doit être payée par le fabricant ou son représentant légal pour chaque forme pharmaceutique et chaque concentration:

- | | | |
|----|--|------------------|
| 1. | Première préparation (nouvelle substance active) | 1 500 dollars EU |
| 2. | Forme pharmaceutique ou concentration différente | 600 dollars EU |
| 3. | Nouvelle indication ou nouvelle combinaison d'une substance active connue ou d'un médicament essentiellement similaire | 900 dollars EU |
| 4. | Médicaments naturels ou produits médicaux pour l'automédication (utilisation topique) | 600 dollars EU |

La moitié au minimum du montant susmentionné doit être versée lorsque la formule de demande est présentée. La redevance ou la partie qui en a été versée ne sera pas remboursée si la demande est rejetée. Le solde de la redevance doit être payé après l'approbation. L'Organisme public de contrôle des médicaments est habilité à réduire le montant de la redevance.

L'approbation du médicament ou de la substance pharmaceutique prendra six mois au maximum, compte non tenu du temps nécessaire au déposant pour fournir des documents additionnels et/ou complémentaires. L'enregistrement est valable pendant cinq ans. Le fabricant s'engage à informer dans le mois qui suit le Bureau d'enregistrement des médicaments de tous les changements concernant le médicament enregistré. Les renseignements relatifs à des mesures urgentes de sécurité doivent être communiqués immédiatement.

Pour obtenir une prorogation, une nouvelle demande doit être présentée deux mois avant l'expiration de la durée d'enregistrement initiale.

La Lituanie reconnaît l'approbation des produits pharmaceutiques par le pays d'origine. Pour plus de détails, voir le deuxième paragraphe ci-dessus.

Question 243

S'agissant des procédures de vérification mentionnées dans la réponse à la question 27 (WT/ACC/LTU/2), les marchandises similaires d'origine nationale sont-elles soumises aux mêmes procédures de vérification? Les véhicules d'origine nationale sont-ils soumis aux mêmes prescriptions en matière d'inspection?

Réponse

Les procédures de vérification mentionnées dans la réponse à la question 27 ne sont pas encore appliquées aux marchandises d'origine nationale. Mais à partir du 1er juillet 1996, une réglementation similaire pour les marchandises importées et les marchandises d'origine nationale sera en vigueur.

Les véhicules d'origine nationale ne sont pas soumis aux mêmes prescriptions en matière d'inspection car la Lituanie ne fabrique pas de véhicules - tous sont importés. Toutefois, si la Lituanie se met à fabriquer des véhicules, ils seront soumis aux mêmes prescriptions en matière d'inspection.

i) Mesures sanitaires et phytosanitaires

Question 244

Au sujet de la réponse à la question 30 (WT/ACC/LTU/2), veuillez confirmer que, pour mettre ces mesures sanitaires et phytosanitaires en conformité avec les prescriptions de l'OMC, la Lituanie a l'intention d'établir des procédures pour que toutes ces mesures soient publiées et que des observations puissent être présentées à leur sujet.

Réponse

La Lituanie prévoit d'établir des procédures d'avis au public et de présentation d'observations concernant toutes ces mesures.

Des renseignements complémentaires se trouvent dans les réponses aux questions 235 et 236.

Question 245

Normes et inspection relatives aux semences: dans la réponse à la question 31.1 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que toutes les normes nationales font référence à l'application de normes "internationales".

a) De quelles normes internationales s'agit-il? S'agit-il des normes du Codex Alimentarius, de l'Office international des épizooties, de l'Organisation européenne pour la protection des végétaux?

b) Il est question plusieurs fois du système GOST. Prière d'expliquer comment ce système fonctionne et en quoi il est compatible avec les normes internationales.

Réponse

a) Il s'agit des "normes internationales" en général, mais la Lituanie inclut dans cette formule les normes promulguées par les organismes internationaux en question.

b) Réponse complétant la réponse à la question 31 (WT/ACC/LTU/2).

Le système GOST est celui qui s'appliquait à l'époque soviétique. Les normes GOST ne sont pas reconnues sur le plan international. Toutefois le système en vigueur actuellement en Lituanie ménage la possibilité aux producteurs de choisir entre plusieurs types de normes - Norme nationale lituanienne, GOST, EN, ISO ou autres normes internationales - si elles ne sont pas contraires à la réglementation de la République de Lituanie. Font exception les normes d'hygiène, qui sont obligatoires.

Question 246

Normes et inspection relatives aux aliments pour animaux: dans sa réponse à la question 31.2 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que le Service vétérinaire est habilité à inspecter et à "contrôler" la production d'aliments pour animaux.

Comment et pourquoi le Service vétérinaire contrôle-t-il la production d'aliments pour animaux? Ce contrôle porte-t-il sur les quantités produites, les prix et/ou la distribution?

Réponse

Le Service vétérinaire inspecte et contrôle la production des aliments pour animaux afin de diagnostiquer les maladies des animaux, y compris de ceux qui sont utilisés pour les activités agricoles, et afin de mesurer la qualité des aliments et de l'eau qu'ils consomment.

Le contrôle vétérinaire est effectué par le Laboratoire vétérinaire national et le bureau de comté du Service vétérinaire.

Le contrôle vétérinaire porte seulement sur la qualité des aliments pour animaux; il ne porte pas sur les quantités, ni sur les prix ni sur la distribution. Cette définition du "contrôle" figure dans un nouveau projet de règlement sur les prescriptions vétérinaires et sanitaires applicables aux aliments pour animaux et aux matières premières entrant dans leur composition.

Question 247

Inspection des produits horticoles: dans la réponse à la question 31.8.2 (WT/ACC/LTU/2), le gouvernement lituanien note que les normes lituaniennes sont appliquées à la vente des fruits et des baies. Pourriez-vous donner quelques exemples pour illustrer ces normes et expliquer en quoi elles sont harmonisées avec les normes internationales?

Réponse

Les normes nationales lituaniennes et les normes GOST sont appliquées à la vente des fruits et des baies sur le marché intérieur.

Le calibre des cerises de la catégorie I (selon la norme GOST 21921-76, soit pas moins de 15 mm) est semblable à celui qui est défini dans le Règlement (CEE) n° 899/87 de la Commission pour la catégorie III. Toutefois, la norme GOST comporte une catégorie inférieure supplémentaire (II), dans laquelle les cerises ne doivent pas avoir un diamètre inférieur à 12 mm.

Selon les normes GOST, dans la catégorie I on ne peut tolérer plus de 3 pour cent de cerises présentant des défauts épidermiques et pas plus de 5 pour cent dans la catégorie II. Selon le Règlement (CEE) n° 899/87 de la Commission, la limite de tolérance est de 4 pour cent de cerises présentant des défauts épidermiques.

La Lituanie est en train de recueillir des informations sur les normes internationales dans les domaines en question.

Question 248

Au sujet des questions 31 et 32 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare à plusieurs reprises que certaines de ses mesures sont conformes aux prescriptions de l'UE (réponse à la question 31.8.3 concernant les additifs; à la question 32 concernant les méthodes utilisées par les laboratoires vétérinaires et les prescriptions concernant la protection des végétaux) et, bien que cela ne soit pas dit, il est sous-entendu qu'en adoptant une norme de l'Union européenne, la Lituanie se met en conformité avec l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

L'article 3 de l'Accord dispose qu'une norme internationale est présumée compatible avec l'Accord. Les normes établies par l'Union européenne ne sont pas les normes internationales (par exemple Codex, OIE, Convention internationale pour la protection des végétaux). Si la Lituanie adopte une norme de l'UE, elle doit néanmoins procéder à une évaluation des risques, comme le veut l'article 5 de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, afin de montrer que la mesure concernée assure le niveau approprié de protection. De plus, la question 32 n'est pas claire, partant de l'hypothèse que si la Lituanie applique une norme de l'Union européenne, elle sera en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Réponse

La Lituanie apprécie que soient ainsi précisées les responsabilités qui lui incombent au regard de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC. Elle envisage de procéder à des évaluations des risques pour toutes les mesures qui ne sont pas conformes aux normes internationales.

j) Autres mesures

Question 249

Dans sa réponse à la question 33 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique qu'elle a l'intention de maintenir la possibilité d'appliquer des droits antidumping ou compensateurs ou des mesures de sauvegarde compatibles avec les dispositions des Accords de l'OMC.

La Lituanie a-t-elle mis en place la législation interne nécessaire pour promulguer de telles mesures? Dans l'affirmative, prière d'en décrire les dispositions en se référant spécialement aux dispositions des Accords de l'OMC sur l'antidumping et sur les subventions et les mesures compensatoires.

Réponse

Cette réponse complète la réponse à la question 102 (WT/ACC/LTU/4).

La nouvelle Loi sur le tarif douanier est en cours d'élaboration et l'un des buts est d'y inclure en matière de droits antidumping et compensateurs des dispositions pleinement conformes aux règles de l'OMC. Par décision gouvernementale, le projet de loi doit être prêt pour le 1er mai 1996.

Question 250

La Lituanie n'a pas expliqué sur quelles bases fonctionnerait son futur régime de mesures correctives (elle indique qu'elle n'en utilise pas). La Lituanie pourrait-elle préciser à quel moment elle envisage d'adopter la législation qui régira ses futurs régimes en matière antidumping, de droits compensateurs et de sauvegardes?

Réponse

Voir la réponse à la question 249.

2. Réglementation des exportations

a) Nomenclature douanière, types de droits, structure du tarif douanier pour les principaux groupes du tarif douanier

b) Restrictions et prohibition à l'exportation

Question 251

Dans la réponse à la question 34 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie énumère certains produits dont l'exportation n'est pas autorisée. Prière d'expliquer pourquoi l'exportation de ces produits est prohibée (temporairement ou non), en particulier pour les graines de trèfle rouge, les peaux brutes, le bois de pin et de bouleau non transformé. Pour quelles raisons la prohibition visant certains produits est-elle appliquée jusqu'au 1er mai 1996?

Réponse

En 1993 et en 1994, la production de trèfle rouge est restée faible et la demande intérieure n'a pu être satisfaite. C'est pour cette raison que le gouvernement lituanien a interdit provisoirement les exportations de graines de trèfle rouge jusqu'au mois de mai 1996.

En revanche, les sociétés agricoles, les agriculteurs privés ainsi que d'autres exploitants agricoles ont fait une magnifique récolte de trèfle rouge en 1995. Par conséquent, le Ministère de l'agriculture a proposé au Ministère de l'économie de soumettre au gouvernement une nouvelle résolution tendant à abroger l'interdiction d'exporter les graines de trèfle rouge.

La Lituanie a imposé une prohibition temporaire à l'exportation de peaux brutes afin d'assurer des intrants suffisants à l'industrie nationale de la tannerie.

La Lituanie prohibe l'exportation de bois de pin non transformé en raison d'un "déclin" massif des pins en Lituanie. Il en est résulté un abattage exceptionnellement important d'arbres. La prohibition a été décidée pour encourager l'exportation des pins sous forme d'arbres au lieu du bois de pin parce que le marché intérieur des pins est saturé. De la même manière, l'exportation de bois de bouleau non transformé est prohibée à cause du déclin massif de certaines essences d'arbres à feuilles caduques.

Question 252

Dans la réponse à la question 36 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que l'objet des licences d'exportation est "de contrôler le choix des exportateurs d'alcool éthylique afin d'éviter de prétendues exportations lorsque les taxes appropriées ne sont pas acquittées". Il semble que c'est le gouvernement qui choisit les sociétés autorisées à exporter.

Prière d'expliquer comment on obtient les licences en question. Y a-t-il des critères qui sont publiés? Le gouvernement lituanien limite-t-il délibérément le nombre des exportateurs possibles et, dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Pour exporter de l'alcool éthylique, il faut obtenir l'autorisation du Ministère des finances et du Ministère de l'agriculture.

Pour obtenir cette autorisation, les entreprises présentent au Ministère de l'agriculture une demande d'exportation d'alcool éthylique accompagnée d'une copie d'un contrat conclu avec un partenaire étranger dans lequel doivent être mentionnés la quantité et le prix sur lesquels portera la vente envisagée. Le Ministère de l'agriculture délivre le permis d'exporter, lequel est transmis au Ministère des finances, qui donne l'autorisation finale d'exporter de l'alcool éthylique dans les quantités indiquées.

Toute entreprise peut obtenir un permis d'exporter si elle réunit les conditions nécessaires et apporte la preuve d'un besoin réel d'exporter.

Question 253

Dans la réponse à la question 36 (WT/ACC/LTU/2), le gouvernement de la Lituanie déclare qu'en vertu d'une mesure temporaire de 1995, l'exportation de froment, de seigle et de céréales fourragères n'est autorisée que lorsque des contingents sont accordés par le Ministère de l'agriculture.

Prière d'expliquer pourquoi cette mesure est nécessaire. Comment fonctionne-t-elle? Quand et à qui les contingents d'exportation sont-ils accordés? Qu'advient-il de cette mesure dans l'année ou les années à venir? Le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser les contingents d'exportation pour le froment, le seigle, les céréales fourragères ou d'autres produits analogues à l'avenir et, dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

C'est en raison de mauvaises récoltes et d'une pénurie de céréales qu'à partir du 5 juillet 1995, le gouvernement a limité les exportations de céréales, de farine et d'aliments composés pour les animaux. Cette mesure temporaire est destinée à protéger les intérêts des consommateurs lituaniens. L'exportation est possible seulement dans la limite des contingents délivrés par le Ministère de l'agriculture.

Pour pouvoir exporter dans les limites du contingent fixé, il faut présenter: un formulaire de demande, un contrat de vente, des certificats délivrés par la Direction des douanes et l'Administration fiscale, ainsi qu'une copie de l'enregistrement de la société. Le Ministère de l'agriculture examine la situation financière de la société intéressée, entre autres choses, pour décider de lui attribuer des contingents.

A l'avenir, ce type de mesure temporaire sera appliqué seulement dans des cas d'urgence, c'est-à-dire lorsqu'il y a pénurie de farine ou de pain pour la consommation, et pénurie d'aliments composés pour les animaux d'élevage.

IV. AUTRES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR**1. Politique industrielle****Question 254**

Prière de donner davantage de précisions sur la réponse de la Lituanie à la question 38 (WT/ACC/LTU/2) en référence aux critères utilisés pour choisir les entreprises "potentiellement compétitives". Y a-t-il des règles applicables en cette matière en Lituanie? Quels sont les critères, outre la "part des exportations dans la production totale de l'entreprise", pris en considération pour choisir les entreprises potentiellement compétitives?

Réponse

Il n'existe pas de règles applicables au choix de ces entreprises ni de critères pour définir la compétitivité. Par "entreprises potentiellement compétitives", on entend un groupe d'entités économiques dont la production est et continuera d'être recherchée sur les marchés intérieur et extérieur.

Question 255

Dans la réponse à la question 37 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie énumère les formes de soutien et de protection qu'offre l'Etat aux entreprises "potentiellement compétitives". Est-ce que toutes les sociétés appartenant aux secteurs prioritaires bénéficient de l'assistance en question ou seulement celles qui sont "potentiellement compétitives"?

Réponse

Toutes les sociétés des secteurs prioritaires ayant un plan d'activités convenablement préparé peuvent prétendre à l'assistance de l'Etat. Outre les formes de soutien déjà mentionnées, la Résolution gouvernementale n° 1026 du 21 juillet 1995 prévoit des allègements fiscaux partiels pour les nouvelles branches de production fabriquant des médicaments et du matériel médical, du matériel pour handicapés, des préparations vétérinaires ainsi que des appareils de mesure pour la météorologie et l'environnement.

2. Politique agricole

Question 256

La Lituanie peut-elle décrire brièvement les grandes lignes de sa politique de développement agricole?

Réponse

L'agriculture revêt une importance économique et sociale exceptionnelle pour la Lituanie. Avant le début de la réforme économique, un tiers de la population totale tirait ses revenus de l'agriculture ou de la transformation des produits agricoles. Aujourd'hui, une grande partie de ces gens ont perdu leur source de revenu en raison du recul de la capacité de production de l'économie rurale. Le gouvernement lituanien a l'intention d'atténuer les répercussions économiques et sociales de cette période de transition vers l'économie de marché en s'efforçant de créer un secteur agricole concurrentiel et une économie rurale viable, et en assurant l'intégration de la Lituanie dans l'OMC. Telles sont les prémisses à partir desquelles la Lituanie applique des mesures temporaires au secteur agricole.

L'Etat va promouvoir la libre concurrence, sans restriction aucune, pour les exportations agricoles. On considère en règle générale que l'efficacité globale de l'agriculture est améliorée par les activités de développement, de vulgarisation et de formation en cours d'emploi.

Parallèlement à cette politique, la Lituanie encourage les ruraux à orienter leurs ressources vers toute une gamme d'activités nouvelles et, en premier lieu, à créer de petites entreprises privées.

La politique des prix a pour but de rétablir la parité des prix d'achat des produits agricoles, qui ont reculé sous l'effet de la réforme, avec les prix des produits des autres secteurs de l'économie.

Le gouvernement va appliquer une politique antimonopolistique pour l'achat et la transformation des produits agricoles. Il donnera la priorité à la promotion de petites et moyennes unités d'exploitation, fonctionnant à court terme et de manière souple, pour la branche de l'agro-alimentaire.

Le gouvernement de la Lituanie a supprimé le contrôle des prix des denrées alimentaires sur le marché de détail.

La politique des subventions et des crédits a pour but d'orienter rapidement le processus de transformation vers le libre jeu des forces du marché. Les agriculteurs, sur présentation d'un plan d'exploitation, auront droit au soutien de l'Etat sous la forme de subventions et de crédits. Les entreprises agricoles, surtout celles qui se trouvent dans des zones rurales ayant une production marginale, seront encouragées à se diversifier en dehors de l'agriculture. Le soutien de l'Etat ira principalement à la production agricole fondée sur des méthodes de culture préservant l'environnement, et mettant l'accent sur des produits écologiquement sains. En même temps, la Lituanie considère qu'il est très important, pour accroître la capacité économique de l'Etat, de développer le mouvement coopératif en faisant appel à l'initiative des agriculteurs privés, de promouvoir les services agricoles, d'importer et de mettre au point dans le pays des semences parentales et de races pures, d'introduire sur le marché local des races animales à forte productivité et de créer des marchés agricoles spécialisés.

Comme cela a été expliqué dans la réponse à la question 187, la Lituanie applique une politique de prix d'achat minimaux (recommandés) pour le marché intérieur de certains produits agricoles afin de subventionner les producteurs (agriculteurs) nationaux.

L'Etat versera également des subventions pour promouvoir le boisement des zones ayant une production agricole marginale; cette dernière va par conséquent reculer dans ces régions.

La Lituanie n'applique pas de subventions à l'exportation actuellement, mais elle pourrait le faire, sous la forme de stockage et d'amélioration des possibilités de commercialisation, en cas de surproduction agricole (voir la réponse à la question 257).

En matière de mesures à la frontière, la politique suivie consistera à appliquer des mesures aux importations faisant l'objet de dumping. La politique tarifaire actuelle est expliquée dans la réponse à la question 193.

Question 257

Le gouvernement de la Lituanie a fourni une importante documentation au sujet de sa politique agricole. On constate que la Lituanie a adopté récemment de nombreux programmes de subventions et de soutien interne dans le secteur agricole.

a) Quelles assurances la Lituanie peut-elle donner touchant l'élimination de ces subventions à l'exportation dans sa liste des produits agricoles et la réduction des soutiens?

b) La Lituanie a-t-elle l'intention de développer son programme de subventions?

Réponse

a) La Lituanie n'accorde pas de subventions à l'exportation actuellement. Toutefois, pendant l'été 1995, il y a eu des subventions à l'exportation (pour le stockage et l'amélioration des conditions de commercialisation) pour la viande de boeuf, de porc, le beurre, le fromage et le lait concentré (montant total 27,8 LTL). Ces subventions ont été accordées principalement à cause de la situation défavorable des marchés de ces produits à l'exportation. Pour les mêmes raisons, et dans l'éventualité d'une production excédentaire, il se pourrait que des subventions à l'exportation soient de nouveau accordées à l'avenir.

b) La Lituanie applique actuellement les recommandations de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (dans le cadre du Mémorandum sur la politique économique élaboré avec le FMI) selon lesquelles les subventions ne doivent pas dépasser 2,7 pour cent du budget national.

Pour des renseignements plus complets concernant la politique future en matière de soutien de l'Etat, voir la réponse à la question 48 (WT/ACC/LTU/2).

Question 258

Dans sa réponse à la question 40 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie mentionne trois programmes différents de soutien financier au secteur agricole (le Programme national de développement des activités agricoles, le Fonds de soutien agricole et le Fonds de soutien aux agriculteurs).

Est-ce que ces trois programmes représentent la totalité du soutien financier fourni au secteur agricole?

Il semble, d'après le cinquième paragraphe de la réponse à la question 40, que le Fonds de soutien agricole reçoive un financement étalé sur plus d'un exercice financier.

La Lituanie peut-elle donner des précisions sur le budget total affecté au soutien financier du secteur agricole pour l'année 1995?

Réponse

Les trois programmes cités constituent effectivement la totalité des programmes de soutien financier au secteur agricole.

Comme cela est indiqué dans la réponse à la question 40 (WT/ACC/LTU/2), le Programme national de développement des activités agricoles sert d'organisme de tutelle. Il fournit quelques ressources au Fonds de soutien agricole ainsi qu'au Fonds de soutien aux agriculteurs; ceux-ci reçoivent également un financement provenant d'autres sources indiquées ci-dessous. Le Fonds de soutien agricole et le Fonds de soutien aux agriculteurs reçoivent un financement échelonné sur plus d'un exercice financier.

Selon la Résolution gouvernementale n° 508 du 22 juin 1994, le Fonds de soutien aux agriculteurs est financé sur les sources suivantes:

- Budget de l'Etat (Programme national de développement des activités agricoles);
- dividendes des actions de la Banque agricole qui ont été achetées par le Fonds de soutien aux agriculteurs;
- intérêts sur les prêts préférentiels consentis aux agriculteurs;
- autres sources.

Le montant total alloué au Fonds de soutien aux agriculteurs s'est chiffré en 1995 à 34,6 millions de litas.

Le Fonds de soutien agricole a été créé par la Résolution gouvernementale n° 421 du 24 mars 1995 et ses sources de financement sont indiquées dans la réponse à la question 40. Le montant total alloué à ce Fonds s'est chiffré à 39,5 millions de litas en 1995.

Question 259

Pour répondre à la question 44 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie renvoie aux réponses données aux questions 40 et 41, mais elle n'a pas fourni d'explications complètes dans les réponses 40 et 41 sur la manière dont les programmes de soutien interne fonctionnent (WT/ACC/LTU/2).

Il serait souhaitable que la Lituanie donne davantage de précisions sur ses programmes de soutien à l'agriculture (leur fonctionnement) et explique dans quelles catégories elle a l'intention de les classer dans son projet de liste d'engagements en matière de soutien interne.

Réponse

La Lituanie est en train de préparer une offre initiale sur l'accès au marché, avec des engagements sur l'agriculture, qu'elle fera parvenir aux Membres de l'OMC lorsqu'elle sera prête.

Question 260

Dans sa réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie a indiqué comment était réparti le fonds de subventions total. Elle n'a toutefois pas précisé la différence entre les subventions aux produits (bétail, produits laitiers et viande de porc) et les subventions aux agriculteurs.

Réponse

Les subventions pour les produits sont fournies aux agriculteurs dans le cadre de la politique lituanienne de prix d'achat minimaux (recommandés) (voir la réponse à la question 187 pour plus de détails).

Aux termes de la Résolution gouvernementale n° 508 du 22 janvier 1994, les subventions versées aux agriculteurs (ceci complète la réponse à la question 40) dans le cadre du Fonds de soutien aux agriculteurs sont utilisées aux fins ci-après:

- réalisation de travaux d'équipement d'utilité publique dans les régions rurales (électrification, installation d'un réseau de communication, construction et réfection des routes, installation de canalisations de gaz, création de puits artésiens);
- compensation des pertes dues aux incendies, aux tempêtes, aux pluies torrentielles, au gel, aux maladies infectieuses;
- remboursement partiel des crédits consentis à des conditions de faveur aux producteurs de produits agricoles primaires;
- remboursement partiel aux agriculteurs de l'achat de tracteurs ou de moissonneuses;
- prêts à court ou à long terme consentis pour la construction de bâtiments, l'achat de machines, de matériel et de cheptel de race, pour la création de vergers ou le stockage de la production agricole.

Les prêts privilégiés financés sur le Fonds de soutien aux agriculteurs vont d'un montant de 50 000 LTL à 100 000 LTL. Le taux d'intérêt annuel perçu sur ces prêts est de 5 pour cent.

Question 261

Concernant la réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2), est-ce que le prix d'achat minimal fixé par le Ministère de l'agriculture dont il est question dans cette réponse fonctionne comme un prix minimal à l'importation ou s'agit-il seulement d'une mesure de subvention en faveur des producteurs nationaux?

Réponse

Il s'agit d'une subvention en faveur des producteurs nationaux. Pour davantage de détails, voir la réponse à la question 187.

Question 262

Il est indiqué dans le document WT/ACC/LTU/2/Add.1 que le gouvernement a édicté en 1995 des résolutions instituant des prix d'achat minimaux et des subventions pour certains produits agricoles (bétail, porcins et lait).

a) **Veillez donner des précisions sur ces dispositions. En quoi sont-elles compatibles avec les Accords de l'OMC?**

b) **Quels sont les produits visés? Comment sont calculés les prix d'achat minimaux? S'agit-il de mesures temporaires et, dans l'affirmative, quand le gouvernement envisage-t-il de les supprimer? Ou bien la Lituanie peut-elle expliquer quelles dispositions ont été prises pour éliminer cette mesure temporaire?**

Réponse

a) Les Accords de l'OMC n'interdisent pas les subventions si celles-ci n'ont pas pour résultat de ramener les produits aux niveaux des prix mondiaux ou dans le cas où les produits agricoles de certains pays sont vendus à des prix inférieurs au prix mondial fixé.

b) En ce qui concerne les prix d'achat minimaux (recommandés), voir les réponses aux questions 187 à 189.

Les prix d'achat minimaux sont censés être des mesures temporaires. Le principal objectif de ces mesures est d'accroître la production agricole. La Lituanie a l'intention de subventionner la production agricole jusqu'à ce que celle-ci dépasse le niveau potentiel de la consommation intérieure (on prévoit une augmentation considérable du pouvoir d'achat des consommateurs lituaniens). La Lituanie va supprimer les subventions lorsque la production agricole atteindra un niveau correspondant au niveau potentiel de la consommation intérieure.

Question 263

Dans la réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie mentionne le fait que les producteurs agricoles et les transformateurs concluent entre eux "des accords spéciaux sur le prix d'achat minimal" (recommandés). Sur quelle base les prix sont-ils convenus dans ces "accords spéciaux" et quel rôle jouent les prix du marché dans la détermination des prix minimaux?

Réponse

Le prix d'achat réel de la production agricole est déterminé par l'offre et la demande du marché. Du fait de la pénurie actuelle d'intrants agricoles dont ont besoin les transformateurs lituaniens de produits agricoles, les prix d'achat réels sont supérieurs aux prix (minimaux) recommandés.

Question 264

Au sujet de la question 48 (WT/ACC/LTU/2), d'une manière générale, les réponses aux questions 40 à 48 apportent effectivement des indications sur les catégories dans lesquelles figureront les politiques de soutien de la Lituanie dans les futures listes en matière de soutien interne.

a) **Au sujet des deux dernières lignes de la réponse à la question 48, que faut-il entendre par "des obligations similaires à celles qu'ont acceptées les Membres de l'OMC se trouvant dans une situation comparable"?**

b) **Quand peut-on compter recevoir les listes d'engagements de la Lituanie concernant l'agriculture et les données s'y rapportant (données concernant les importations et la consommation au cours des trois dernières années)?**

Réponse

a) La Lituanie est disposée à accepter toutes les obligations de l'OMC.

b) La Lituanie est en train de préparer une offre initiale sur l'accès aux marchés, comprenant des engagements sur l'agriculture, et la fera parvenir aux Membres de l'OMC lorsqu'elle sera prête.

Question 265

Comment fonctionne la subvention pour l'entreposage et la commercialisation des produits versée aux entreprises laitières dans le cadre du programme destiné au secteur laitier décrit dans la réponse à la question 45 (WT/ACC/LTU/2)? Quand cette subvention a-t-elle été mise en application?

Réponse

Voir la réponse à la question 257.

Question 266

La Lituanie prévoit-elle de supprimer progressivement les crédits à des conditions de faveur qui sont consentis pour les achats de céréales et de betteraves sucrières relevant de contingents d'approvisionnement et sont mentionnés dans la réponse à la question 46 (WT/ACC/LTU/2)?

Réponse

Voir la réponse à la question 273.

Question 267

La Lituanie déclare qu'elle est disposée à accepter, dans le domaine des subventions et des soutiens à l'agriculture, des obligations "similaires" à celles qu'ont acceptées d'autres Membres de l'OMC. Prière de préciser. Quels sont les autres Membres de l'OMC auxquels la Lituanie se réfère?

Réponse

La Lituanie est disposée à accepter les obligations de l'OMC dans le domaine des subventions agricoles. Les "autres Membres de l'OMC" sont ceux qui ont accepté lesdites obligations.

Question 268

La Lituanie indique dans la réponse à la Question 48 (WT/ACC/LTU/2) qu'aucun projet détaillé n'a été élaboré pour passer du système de crédits à des conditions de faveur et de subventions appliquées sous forme de prix d'achat minimaux (recommandés) à un système de soutien direct. Prière de confirmer que le nouveau plan ne comportera pas de subventions à l'exportation.

Réponse

Voir la réponse à la question 257.

Question 269

La Lituanie peut-elle confirmer qu'elle n'accorde aucune subvention à l'exportation pour les produits agricoles (voir L/7551, page 23)?

Réponse

Voir la réponse à la question 257.

Question 270

La Lituanie peut-elle expliquer comment fonctionne son régime tarifaire, qui est entré en vigueur en avril 1995 (cf. "Agricultural Situation and prospects in Lithuania", document publié par la Commission européenne, exemplaire faxé séparément).

Réponse

Voir la réponse à la question 195.

Question 271

La Lituanie peut-elle expliquer ce que sont les droits "conventionnels", "préférentiels" et "automatiques (autonomes)", et fournir les listes respectives de produits agricoles auxquels s'appliquent les droits en question, avec le niveau des droits?

Réponse

Le système tarifaire est expliqué dans la réponse à la question 11 (WT/ACC/LTU/2), et les taux de droits appliqués actuellement sont indiqués dans l'annexe III du présent document.

Question 272

L'Etat limite-t-il encore les marges bénéficiaires au stade de la transformation et de la vente au détail? Dans l'affirmative, pourquoi?

Réponse

Non, l'Etat ne limite plus les marges bénéficiaires au stade de la transformation et de la vente au détail.

Question 273

Dans la réponse à la question 80 (WT/ACC/LTU/4) (page 3, dernier paragraphe), le gouvernement lituanien énumère un grand nombre d'activités agricoles en faveur desquelles ont été créés "des conditions de crédit favorables ... et un financement spécial".

Veuillez décrire ces programmes financiers de manière plus détaillée. Veuillez confirmer que le soutien accordé à ces activités sera compatible avec l'Accord de l'OMC sur l'agriculture et les engagements que prendra la Lituanie.

Réponse

La Loi sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole, du 22 décembre 1994, dispose que le gouvernement peut accorder des crédits à des conditions plus favorables aux producteurs de denrées agricoles et aux sociétés de services agricoles. Les crédits peuvent être accordés sous deux formes: crédits consentis par le gouvernement, à des taux d'intérêt ne dépassant

pas 50 pour cent par an, ou prise en charge par le gouvernement, jusqu'à concurrence de 50 pour cent, des intérêts annuels payés sur un crédit.

Ce programme est administré par le Conseil de coordination et de réglementation des achats de produits agricoles, qui fixe le montant du crédit qui sera accordé à une entreprise particulière. Ces crédits sont destinés aux gros acheteurs, aux achats centralisés, à la promotion de la coopération entre agriculteurs et à l'expansion des sociétés de services agricoles qui utilisent un matériel très coûteux. Ces crédits sont alors accordés directement aux producteurs de denrées agricoles et aux sociétés de services agricoles par des organismes décentralisés au niveau du comté.

Si l'on prend pour hypothèse que l'inflation restera modérée et que les taux d'intérêt vont se stabiliser dans un avenir proche, la demande de crédits à des conditions de faveur restera faible. Toutefois, les crédits subventionnés seront encore utilisés à l'avenir, mais à un rythme plus faible, en fonction de l'ordre de priorité défini dans le cadre du Programme national de développement des activités agricoles.

Question 274

Veuillez donner davantage de précisions au sujet des différentes catégories de producteurs de produits agricoles. Il semble que les catégories utilisées pour décrire les mêmes types d'exploitants agricoles soient différentes dans la réponse à la question 30 (WT/ACC/LTU/2) et dans la réponse à la question 81 (WT/ACC/LTU/4). Veuillez préciser si le classement dans telle ou telle catégorie entraîne des conséquences juridiques ou financières.

Réponse

En vertu de la Loi sur la réglementation par l'Etat des relations économiques dans le secteur agricole, du 22 décembre 1994, on entend par "entités agricoles" des exploitations familiales ou des sociétés agricoles ou d'autres entreprises dont plus de 50 pour cent du revenu total annuel provient de la vente de produits agricoles marchands et de services à la production agricole.

La classification des entités agricoles par catégorie présentée dans cette loi a des conséquences sur le plan juridique. L'agriculteur qui a une exploitation familiale est personnellement responsable des obligations qu'il a contractées.

En revanche, une société agricole en nom collectif est une personne morale, avec une responsabilité limitée. La société agricole est créée par plus de deux membres, lesquels ajoutent leurs biens personnels aux biens communs de la société agricole. Les biens personnels des membres d'une société agricole sont distincts des biens de la société. Les obligations de la société agricole sont couvertes par le capital de cette dernière. En revanche, la société agricole n'est pas responsable des obligations contractées personnellement par ses membres.

3. Politique financière, budgétaire et fiscale

Question 275

Quel est le taux de base utilisé pour le calcul de la TVA et du droit d'accise sur les marchandises importées? La Lituanie prévoit-elle de convertir les droits d'accise spécifiques en taux *ad valorem*?

Réponse

Supplément à la réponse à la question 113 (WT/ACC/LTU/4).

En vertu de l'article 10 de la Loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée (22 décembre 1993), la base d'imposition des marchandises importées en Lituanie est déterminée selon la procédure utilisée pour évaluer le droit de douane (évaluation en douane), lequel doit aussi être pris en compte. L'article 9 indique que la TVA porte également sur les droits d'accise applicables. Cela signifie que le taux de base de la TVA applicable aux importations est égal à la valeur en douane des marchandises importées plus les droits de douane et d'accise applicables.

La base d'imposition des marchandises d'origine locale est constituée du prix de vente des marchandises, toutes taxes comprises (par exemple droits d'accise).

En vertu de la Loi sur les droits d'accise (12 avril 1994 et 30 mai 1995), la valeur d'imposition est:

1. pour les marchandises importées - la valeur en douane des marchandises, droits de douane compris;
2. pour les marchandises produites en Lituanie - le prix de vente des marchandises, TVA non comprise.

Actuellement, la Lituanie ne prévoit pas de convertir les droits d'accise spécifiques en taux *ad valorem*, en raison principalement des grandes différences existant entre les prix des marchandises importées et ceux des marchandises d'origine locale.

Question 276

Veuillez expliquer de manière détaillée les critères régissant l'application des différents niveaux de droits d'accise aux différents types de cigarettes vendus sur le marché lituanien (tableau de la page 23 du document WT/ACC/LTU/4).

Réponse

En Lituanie, les droits d'accise sont acquittés par les producteurs et les importateurs de cigarettes - personnes morales, personnes physiques et entreprises n'ayant pas les droits d'une personne morale.

S'agissant des cigarettes de qualité supérieure, d'origine locale ou importées, le droit d'accise est de 20 pour cent, avec minimum de perception de 100 LTL pour 1 000 cigarettes. S'agissant des cigarettes de qualité inférieure produites dans le pays, le droit d'accise est de 20 pour cent, avec minimum de perception de 8 LTL pour 1 000 cigarettes. Le droit d'accise sur les cigarettes sans filtre est le même, qu'elles soient importées ou d'origine locale.

4. Politique monétaire et système bancaire

Question 277

Le gouvernement lituanien a-t-il l'intention d'assouplir son régime de change (s'agissant du rattachement du litas au dollar EU)?

Réponse

La Loi sur la stabilité du litas (17 mars 1994) est toujours en vigueur. En outre, l'article XI du Mémorandum du FMI sur la politique économique (pour la période 1994-1997) prévoit le rattachement du litas au dollar EU. Actuellement, la Lituanie n'a pas l'intention de modifier cette politique de rattachement du litas au dollar EU.

5. Politique en matière d'investissement intérieur et étranger**Question 278**

La Lituanie prévoit-elle d'élaborer une législation qui autoriserait les étrangers à posséder des terres?

Réponse

Des modifications de l'article 47 de la Constitution de la République de Lituanie, qui viseraient à autoriser les étrangers à acheter des terres en Lituanie, seront examinées par le Seimas (Parlement) au cours du premier semestre de 1996.

Question 279

Où en est la notification de la Lituanie concernant les MIC?

Réponse

Voir l'annexe II du présent document.

Question 280

S'agissant de la question 51 (WT/ACC/LTU/2), quand la Lituanie fournira-t-elle les renseignements sur les MIC demandés?

Réponse

Voir l'annexe II du présent document.

Question 281

Les investisseurs étrangers sont-ils autorisés à négocier et à détenir des actions de sociétés nationales? Des restrictions sont-elles imposées quant au type d'actions que les étrangers sont autorisés à détenir?

Réponse

Conformément à la Loi sur l'investissement étranger dans la République de Lituanie (13 juin 1995), les étrangers peuvent négocier et détenir des actions de sociétés nationales, sauf dans les secteurs dans lesquels l'investissement est interdit.

Les investissements étrangers (comme il a été expliqué dans la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2)) sont autorisés dans tous les secteurs à l'exception des suivants:

- secteurs touchant à la sécurité et à la défense de l'Etat;
- fabrication ou vente de substances narcotiques et d'autres substances toxiques autres que médicinales extrêmement actives;
- culture, transformation et vente de plantes qui contiennent des substances narcotiques et toxiques, ou des substances extrêmement actives;
- organisation de loteries.

Question 282

Dans la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie indique les activités commerciales pour lesquelles il est nécessaire, en vertu de la Loi sur les amendements et les suppléments à la Loi sur les entreprises, d'obtenir une licence délivrée par le gouvernement.

a) Quels organismes publics sont chargés de délivrer ces licences et autorisations?

b) La Lituanie indique qu'une licence est nécessaire pour importer des "denrées alimentaires spéciales". Qu'entend-elle par "denrées alimentaires spéciales" et pourquoi une licence est-elle nécessaire pour leur commerce?

Réponse

a) Les ministères et les organismes publics chargés d'élaborer les règlements en matière de licences pour les activités commerciales, et de délivrer les licences selon les activités sont les suivants:

Ministère de la protection de l'environnement:

- production, importation, exportation et vente de substances extrêmement actives qui ne sont pas destinées à un usage médical;
- production, importation, transport, commerce, utilisation, entreposage et enfouissement de matières chimiques susceptibles de nuire à l'environnement.

Ministère de l'énergie:

- importation, exportation et commerce de gros et de détail des produits pétroliers; commerce de détail du gaz liquéfié.

Ministère des finances:

- achat et transformation de déchets et débris de métaux précieux;
- activités commerciales portant sur les métaux précieux et la bijouterie;
- activités de médiation liées au chiffre d'affaires public du marché des valeurs;
- activités boursières;
- investissement et réinvestissement dans des titres et négociation des titres, effectués à titre d'activité principale; possession des biens de sociétés d'investissement, sauf disposition contraire de la loi;
- services d'audit;
- production de titres, de billets et de pièces de monnaie, ainsi que de timbres postaux.

Ministère des forêts:

- exportation de bois brut.

Ministère de l'industrie et du commerce:

- achat et refonte en Lituanie de cuivre et d'autres métaux non ferreux, de leurs alliages et de leurs déchets et débris;
- importation de produits alcooliques, vente en gros et au détail de ces produits;
- achat de déchets et débris de métaux ferreux en Lituanie;
- exploitation de moyens de transport à la commission.

Ministère des communications et de l'informatique:

- fourniture de services de communication sur un réseau commun de lignes et de stations de télécommunication;
- services postaux (réservés exclusivement à l'entreprise d'Etat "Lietuvos pastas").

Ministère de la sécurité sociale et du travail:

- services de médiation dans le domaine de l'emploi.

Ministère de la construction et de l'urbanisme:

- activités immobilières;
- prospection de ressources naturelles;
- exploitation de ressources naturelles.

Ministère des transports:

- activités de transport international, sauf disposition contraire de la loi;
- élaboration de projets et construction de routes nationales;
- fourniture de services de transitaires dans le transport aérien et ferroviaire;
- services de remorquage de navires;
- opérations de sauvetage et travaux techniques sous-marins;
- services d'éclusage (pour les cours d'eau).

Ministère de la santé:

- activités pharmaceutiques;
- fourniture de services médicaux, activités liées à des traitements médicaux et à l'hygiène;
- création d'établissements d'enseignement, d'entreprises et d'établissements ayant des activités liées à la santé;
- production, importation, exportation et commerce de gros et de détail de substances narcotiques et de substances extrêmement actives et toxiques;
- importation et commerce de gros de denrées et d'additifs alimentaires spéciaux;
- traitement de patients souffrant de maladies infectieuses.

Ministère de la justice:

- exercice de la profession d'avocat, sauf disposition contraire de la loi.

Ministère de l'intérieur (et Fonds lituanien pour le contrôle des armes relevant du gouvernement de la République de Lituanie)

- réparation d'armes à feu pour le sport et la chasse et d'autres armes;

- production de cachets, tampons et couteaux de chasse;
- création de stands de tir, y compris de stands de tir de chasse;
- élaboration de projets, production, installation, assemblage et exploitation de dispositifs protecteurs de signalisation des incendies;
- vente d'armes à feu pour le sport et la chasse, de munitions, d'armes, d'explosifs, de matériel pyrotechnique et de couteaux de chasse.

Ministère de l'agriculture:

- culture de plantes contenant des substances narcotiques, ou des substances extrêmement actives ou toxiques;
- production de produits alcooliques;
- production et importation de produits du tabac;
- importation et production de substances biologiques utilisées à des fins de protection phytosanitaire, et commerce de ces substances;
- production d'alcool éthylique non dénaturé et de boissons alcooliques d'un titre alcoométrique volumique supérieur à 22 pour cent vol.

Ministère de la réforme de l'Administration publique et des collectivités locales:

- services touristiques.

Service vétérinaire de l'Etat:

- exercice de la profession de vétérinaire;
- traitement d'animaux atteints de maladies particulièrement dangereuses.

b) On entend par "denrées alimentaires spéciales" des préparations spéciales destinées aux sportifs.

Le Ministère de la santé a présenté une proposition au gouvernement afin de supprimer cette disposition.

7. Commerce d'Etat et entreprises commerciales d'Etat

Question 283

Dans la réponse à la question 58 (WT/ACC/LTU/2), le gouvernement lituanien indique que le commerce d'Etat représente 13,6 pour cent du chiffre d'affaires total du commerce de détail et comprend le commerce des denrées alimentaires.

Quelles sont les denrées alimentaires concernées par le commerce d'Etat? Quelles sont les sociétés qui interviennent? Que compte faire la Lituanie pour maintenir ou modifier le statut actuel de ces sociétés?

Réponse

La Lituanie prépare actuellement sa réponse au questionnaire sur le commerce d'Etat et la transmettra au Secrétariat de l'OMC dès que possible.

Question 284

Il est indiqué dans la réponse à la question 58 (WT/ACC/LTU/2) que la Loi sur le commerce permet au gouvernement d'établir des monopoles commerciaux dans tous les secteurs dans "des cas spéciaux pour certains produits".

a) **Veillez expliquer comment les secteurs seraient identifiés et en quoi consistent les "cas spéciaux".**

b) **Il est indiqué que l'Etat peut accorder des privilèges spéciaux aux secteurs du sucre, du tabac et de l'alcool. Existe-t-il d'autres secteurs qui devraient être notifiés au titre de l'article XVII? Quelles sont les conditions qui exigent un commerce d'Etat en Lituanie?**

Réponse

a) L'article 4 de la Loi sur le commerce prévoit que, dans des "circonstances extraordinaires" (guerre, famine, catastrophes naturelles), le gouvernement est habilité à établir des monopoles commerciaux et des procédures de vente spéciales pour certains produits. Dans ces circonstances extrêmes, la Lituanie pourrait établir des points d'approvisionnement centralisés pour la distribution de produits essentiels à sa population, y compris par le biais de certaines entreprises commerciales d'Etat. La distribution centralisée pourrait également être effectuée par des sociétés privées avec leur accord. Cela n'affecterait en aucun cas les droits de propriété desdites sociétés.

b) Il n'existe pas de commerce d'Etat pour le sucre, le tabac ou l'alcool. Les lois particulières réglementant ces produits prévoient la possibilité d'introduire des monopoles d'Etat pour le commerce et l'importation de ces produits, mais les dispositions en la matière n'ont pas été appliquées. Les réponses à la question 58 du document WT/ACC/LTU/2 et aux questions 220 et 226 du présent document donnent des précisions supplémentaires sur cette question.

Question 285

La Lituanie devrait remplir le questionnaire mentionné dans le Mémorandum d'accord de l'OMC sur l'interprétation de l'article XVII, et le transmettre au Groupe de travail avant que son processus d'accession ne soit achevé. Le fera-t-elle?

Réponse

Les réponses à ce questionnaire ont été préparées et seront transmises au Secrétariat de l'OMC en vue d'être distribuées aux Membres pour examen.

Question 286

La réponse à la question 63 (WT/ACC/LTU/2) signifie-t-elle que les marchandises admises en franchise de droits sont également exemptées de droits d'accise? Dans l'affirmative, veuillez fournir une explication.

Réponse

Oui. Les marchandises qui sont admises en franchise de droits ne sont pas considérées comme des produits de luxe et ne sont pas assujetties à des droits d'accise. En ce qui concerne les marchandises assujetties à des droits d'accise, veuillez vous reporter à la réponse à la question 113 (WT/ACC/LTU/4).

8. Politique en matière de subventions**Question 287**

A la lumière de sa réponse à la question 37 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie pourrait-elle confirmer qu'elle ne maintient pas et n'a pas l'intention d'introduire des pratiques ou des mesures qui seraient considérées comme des subventions, au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires qui sont subordonnées aux résultats à l'exportation ou à l'utilisation de produits d'origine locale de préférence à des produits importés?

Réponse

La Lituanie confirme qu'elle n'accorde à l'industrie aucune subvention (au sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires) qui soit subordonnée aux résultats à l'exportation ou à l'utilisation de produits d'origine locale de préférence à des produits importés.

Question 288

Veillez détailler davantage les différentes formes du soutien accordé aux entreprises du secteur industriel (réponse à la question 37 (WT/ACC/LTU/2)). Veuillez expliquer le rapport entre ce soutien et les dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (subventions pouvant donner lieu à une action et subventions ne donnant pas lieu à une action).

Réponse

Afin de promouvoir le développement des secteurs industriels, l'Etat offre des garanties aux entreprises afin qu'elles puissent recevoir des crédits à long terme de banques étrangères. Etant donné que les prêts sont accordés à un taux d'intérêt inférieur au taux pratiqué par les banques commerciales et les banques d'Etat nationales, ce qui confère un avantage aux sociétés, il s'agit bien de subventions au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Mais ces subventions ne peuvent donner lieu à une action car elles ne sont pas spécifiques. Toutes les sociétés sont habilitées à obtenir des prêts, à condition qu'elles respectent un critère établi, c'est-à-dire qu'elles aient un plan d'exploitation correctement préparé.

L'assistance technique fournie aux sociétés lituaniennes dans les domaines de la planification stratégique, du conseil de gestion, etc., en vue de les aider à accroître leur compétitivité n'est pas incompatible avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires.

Les avantages accordés en matière d'impôt sur les bénéfices peuvent être justifiés au regard de l'article 29 de l'Accord de l'OMC. Ils sont consentis aux industries qui sont engagées dans un processus d'adaptation à l'économie de marché; à la suite de leur restructuration, ces industries se lancent dans la fabrication de nouveaux produits dans le cadre de programmes spécifiques. En outre, elles fabriquent des produits nécessaires à l'existence du pays, tels que des médicaments et des équipements médicaux, des préparations à usage vétérinaire, des équipements pour les personnes handicapées, des machines agricoles et du matériel météorologique. Ces produits ne sont pas d'une très grande qualité technique et sont uniquement destinés à être vendus sur le marché intérieur.

Question 289

La Lituanie pourrait-elle développer sa réponse à la question 61 (WT/ACC/LTU/2), c'est-à-dire indiquer ce qu'elle entend par "la définition des subventions accordées en Lituanie est identique à celle de l'Accord de l'OMC sur les subventions".

Réponse

Conformément au document intitulé "Classification des recettes et dépenses budgétaires de l'Etat et des municipalités" (29 juin 1995) établi par le Ministère des finances, les dépenses ci-après sont considérées comme des subventions:

- ressources non remboursables affectées à des entreprises d'Etat non financières, des institutions financières et d'autres entreprises (privées et d'Etat) pour des objectifs déterminés;
- ressources inscrites au budget aux fins de l'assurance sociale publique;
- paiements et compensations liés à la politique en matière de prix et de droits de douane;
- paiements et compensations pour les pertes continues liées à l'achat et à la vente de devises (à des institutions financières).

Les crédits à des conditions de faveur (subventionnés) sont considérés comme des subventions car une partie de leur coût (sous la forme de taux d'intérêt inférieurs à la moyenne) est couverte par le budget de l'Etat.

Question 290

Il est indiqué, dans le document WT/ACC/LTU/2/Add.1, que le gouvernement a l'intention de cesser de subventionner la consommation de gaz et d'électricité. Veuillez confirmer que les tarifs du gaz et de l'électricité destinés au secteur industriel ne sont pas subventionnés.

Réponse

Le gouvernement lituanien contrôle toujours les tarifs de fourniture d'énergie thermique et de gaz, mais élimine progressivement les subventions attribuées pour compenser les allègements de tarifs consentis aux habitants. Ces tarifs sont peu à peu alignés sur les prix du marché.

Actuellement, il n'est pas possible de supprimer les subventions accordées pour l'énergie thermique et l'eau chaude aux habitants qui ont un revenu faible.

Les tarifs du gaz et de l'électricité destinés au secteur industriel lituanien ne sont pas subventionnés.

10. Protection des droits de propriété intellectuelleQuestion 291

Les réponses aux questions 65 à 67 (WT/ACC/LTU/2) donnent des renseignements contradictoires. Il semble que la protection du droit d'auteur soit fondamentalement inexistante et que le gouvernement lituanien soit en train de débattre pour déterminer si elle sera incorporée dans le Code civil ou fera l'objet d'une loi distincte sur le droit d'auteur.

Réponse

Le 17 mai 1994, le Seimas (Parlement) a adopté la Loi sur les amendements et les suppléments au Code civil, qui modifie le chapitre 4 (droit d'auteur) et le chapitre 5 (droits voisins).

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à l'annexe I (ADPIC) du présent document.

V. FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

1. Brève description des accords économiques et commerciaux bilatéraux et des accords d'intégration

Question 292

Veuillez expliquer comment les accords de libre-échange conclus par la Lituanie prévoient d'éliminer les droits de douane pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits agricoles. Quels sont les autres produits (en plus des produits à base de poisson) réglementés par les protocoles relatifs aux exceptions à l'accord conclu avec l'UE?

Réponse

L'Accord de libre-échange conclu entre l'UE et la Lituanie prévoit l'élimination des droits de douane pour l'essentiel des échanges commerciaux. Il entrera pleinement en application après une période de transition de six ans. L'UE et la Lituanie sont convenues que les droits d'importation appliqués à certains produits agricoles et produits de la pêche ne seraient pas éliminés après cette période de transition. Toutefois, selon les statistiques, le commerce des produits susmentionnés ne représente pas plus de 5-7 pour cent du commerce total entre la Lituanie et l'UE.

Un exemplaire de l'Accord de libre-échange conclu avec l'UE a été communiqué au Secrétariat de l'OMC.

Question 293

Dans le cadre de l'Accord de libre-échange conclu avec l'UE, quelles sont les marges de préférence tarifaire pour les produits industriels importés par la Lituanie?

Réponse

Un exemplaire de la Résolution gouvernementale n° 205 (8 février 1995) "relative à la promulgation de l'Accord de libre-échange conclu entre la République de Lituanie et la Communauté européenne, la Communauté européenne de l'énergie atomique et la Communauté européenne du charbon et de l'acier" a été communiqué au Secrétariat de l'OMC. Cette résolution a été préparée conformément aux protocoles et annexes de l'Accord de libre-échange entre l'UE et la Lituanie.

Veuillez également vous reporter à la réponse à la question 198 et à l'annexe III.

Question 294

Où en est l'accord sur les produits agricoles qui est en cours de négociation entre les Etats baltes?

Réponse

Les négociations portent sur les produits agricoles dans le cadre de l'Accord de libre-échange. Plus de cinq cycles de négociations sur cet accord ont déjà eu lieu.

Question 295

Veillez énumérer les produits importés qui sont assujettis aux prix de référence mentionnés dans la réponse à la question 70 (WT/ACC/LTU/2)

Réponse

Il n'existe aucune liste des produits assujettis aux prix de référence institués par le gouvernement lituanien. La Résolution gouvernementale n° 281 (28 février 1995) prévoit la possibilité *de jure* d'appliquer les prix de référence à des produits importés mais, *de facto*, il n'a pas été fait usage de cette possibilité.

Question 296

Il est indiqué dans le document que la Lituanie a l'intention de conclure des accords de libre-échange avec un certain nombre de pays d'Europe orientale. Prévoit-elle que ces accords élimineront les droits de douane pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les signataires, y compris les produits agricoles, comme le stipule l'article XXIV du GATT?

Réponse

La Lituanie a l'intention de conclure des accords internationaux conformes aux normes internationales et à ses obligations internationales. Elle définira sa politique en matière de commerce extérieur dans le respect des principes du système commercial multilatéral établi par l'OMC. Cela signifie que, même avant d'être Membre à part entière de l'OMC, la Lituanie applique *de facto* les principaux principes établis par cette organisation. A cet égard, les accords de libre-échange qu'elle a l'intention de conclure avec les pays d'Europe centrale et orientale doivent être conformes à l'article XXIV du GATT.

Question 297

Il est indiqué dans la réponse à la question 70 (WT/ACC/LTU/2) que des prix de référence ont été partiellement institués pour certains produits importés en vertu de la Résolution gouvernementale n° 281. Pour quels produits spécifiques ces prix ont-ils été établis et quels sont les pays visés? Comment ces pays sont-ils déterminés? Comment ces prix de référence sont-ils compatibles avec les obligations découlant du GATT/de l'Accord sur l'OMC?

Réponse

Veillez vous reporter aux réponses aux questions 196 et 295.

Question 298

La Lituanie notifiera-t-elle ses accords de libre-échange au titre de l'article XXIV?

Réponse

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article XXIV, toute partie contractante au GATT de 1994 doit notifier ses accords de libre-échange aux PARTIES CONTRACTANTES. La Lituanie notifiera ses accords de libre-échange lorsqu'elle sera devenue Membre de l'OMC et sera tenue de respecter les obligations établies par l'OMC.

La Lituanie a déjà communiqué des exemplaires de tous ses accords de libre-échange au Secrétariat de l'OMC.

VI. LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES

1. Lois et instruments juridiques réglementant l'activité des autorités douanières

Question 299

Veuillez fournir un exemplaire de la Loi n° I-139 sur le tarif douanier, votée le 27 avril 1993, et de la Décision gouvernementale n° 599, adoptée le 3 août 1993.

Réponse

Ces documents ont été communiqués au Secrétariat de l'OMC. Toutefois, la nouvelle Loi sur le tarif douanier (voir la réponse à la question 249) a remplacé l'ancienne loi.

2. Lois et instruments juridiques concernant la réglementation non tarifaire des importations, des exportations et du commerce de transit, et les règles d'origine; organismes responsables

Question 300

Dans sa réponse à la question 73 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie déclare que le dépôt de garantie ne doit pas être inférieur au montant des droits d'importation et des taxes appliqués aux marchandises en transit. Existe-t-il un plafond pour ce dépôt?

Réponse

Le dépôt de garantie doit être suffisant pour couvrir tous les droits de douane et les taxes qui peuvent être appliqués sur les marchandises en transit. Normalement, ce dépôt est égal au montant desdits droits et taxes. Toutefois, si la valeur en douane exacte ou la classification tarifaire des marchandises en transit ne peuvent être déterminées, le dépôt peut être supérieur à ce montant. Dans ce cas, on se base sur les droits les plus élevés et les valeurs moyennes des marchandises de façon que le dépôt soit suffisant.

Question 301

Dans sa réponse à la question 76 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie fournit une liste des activités pour lesquelles une licence est nécessaire, mais n'explique pas pourquoi certaines activités sont interdites. Veuillez expliquer pourquoi certaines activités sont interdites.

Réponse

Les investissements étrangers sont interdits dans les secteurs d'activité énumérés dans la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2), car il s'agit de secteurs d'activité économique et commerciale stratégiques.

APPENDICE I. DONNEES STATISTIQUES

Question 302

Veillez fournir des corrections pour les données statistiques présentées dans le tableau 3 du document WT/ACC/LTU/4.

Réponse

Le tableau 1 de l'Appendice I (WT/ACC/LTU/4) présente le volume total du produit intérieur brut de la Lituanie (1992 à 1994) exprimé en prix courants convertis en dollars EU au taux de change moyen pour les périodes concernées. Le taux de change étant fixe, la monnaie lituanienne ne s'est pas dépréciée par rapport au dollar EU, et l'accroissement du PIB nominal n'est donc dû qu'à l'inflation.

Le tableau 3 de l'Appendice I (WT/ACC/LTU/4) portant quelque peu à confusion (il indique à la fois le PIB nominal (deuxième colonne) et la variation réelle du PIB (troisième colonne)), vous trouverez ci-dessous les données relatives au PIB nominal et au PIB réel de la Lituanie, exprimées en litas (monnaie nationale). Outre les données sur l'inflation, nous joignons également des chiffres concernant le déflateur du PIB.

S'agissant du tableau 1 "Produit intérieur brut à prix courants (1992-1994)", voir l'Appendice I du document WT/ACC/LTU/4.

Tableau 3

Produit intérieur brut à prix constants de 1992 pour la période 1992-1994

Période	PIB en millions de LTL (Prix constants de 1992)	Variation réelle par rapport à la période précédente %	PIB par habitant en LTL (Prix constants)	PIB par habitant en LTL (Prix courants)
1992	3 382,6	Année de base	905	905
1993	2 584,0	-23,7	693	2 977
1994	2 599,8	0,6	699	4 358

Source: Département de statistique.

Déflateur du PIB (1993-1994)

Période	Déflateur du PIB, en % par rapport à la période précédente
1993	271,0
1994	51,4

Source: Département de statistique.

Il devrait donc être maintenant évident que l'accroissement du PIB nominal en 1993 était dû à l'inflation et que le PIB réel a reculé de 23,7 pour cent. En 1994, deux facteurs étaient déjà à l'origine de l'accroissement du PIB nominal: l'inflation et une légère augmentation de la production.

ANNEXE IV: DECISION DU GOUVERNEMENT SUR LA PROCEDURE D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION DE MARCHANDISES EN RÉPUBLIQUE DE LITUANIE

Question 303

S'agissant de la procédure d'exportation et d'importation de marchandises en République de Lituanie, qui est mentionnée au point 2.8.4 du document L/7551 (page 78), quels sont les types de denrées alimentaires assujettis à un contrôle de la qualité?

Réponse

La liste des denrées alimentaires assujetties à un contrôle de la qualité a été approuvée par le Ministère de la santé (Décret n° 25 du 13 janvier 1995). Lorsque des denrées alimentaires figurant sur cette liste sont importées en Lituanie, des certificats phytosanitaires, vétérinaires ou sanitaires et des certificats de qualité, le cas échéant, doivent être fournis aux douanes et à l'autorité compétente chargée des questions phytosanitaires et vétérinaires et/ou du contrôle de la qualité.

Les denrées alimentaires inscrites sur ladite liste sont les suivantes: viande, fraîche, réfrigérée ou congelée; poisson, frais, réfrigéré ou congelé; crustacés et mollusques; lait et produits laitiers; oeufs d'oiseau; miel; légumes et fruits comestibles; café, thé, maté et épices; céréales; produits de la minoterie; malt; amidons et féculs; inuline et gluten de froment; graines oléagineuses; cônes de houblon; autres plantes; parties de plantes utilisées en parfumerie, en médecine et pour la consommation humaine; vernis, gommes, résines et autres sucres et extraits végétaux; graisses et huiles animales ou végétales; préparations de viandes, de poissons, de crustacés ou de mollusques; sucres; mélasse; sucreries; cacao et ses préparations; préparations à base de céréales, de farines, d'amidons, de féculs ou de lait; pâtisseries; préparations de légumes, de fruits ou d'autres parties de plantes, y compris les jus; autres préparations alimentaires (classées dans le chapitre 21 du SH); boissons (alcooliques ou non); liquides alcooliques et vinaigres; tabac et produits du tabac; sel utilisé pour la consommation humaine; mélanges de substances odoriférantes utilisées pour l'industrie alimentaire ou l'industrie des boissons; caséines; albumines et albuminates; gélatines et leurs dérivés.

SERVICES

S'agissant des services, et des réponses de la Lituanie aux questions 1, 52 et 53 du document WT/ACC/LTU/2

Question 304

Où en est l'élaboration de la structure juridique visant à réglementer les services en Lituanie? Le traitement national est-il accordé aux sociétés étrangères en ce qui concerne les procédures en matière de licences?

Réponse

Voir les sections I.2 et II.1-2, et la section III pour le traitement national, de l'Aide-mémoire sur le régime des services présenté par la Lituanie (WT/ACC/LTU/5).

Question 305

Le gouvernement lituanien peut-il confirmer que les réglementations applicables aux services qui seront établies seront compatibles avec l'AGCS?

Réponse

Oui, la Lituanie a examiné les dispositions de l' AGCS et peut confirmer que les réglementations qui seront établies seront compatibles avec ces dispositions.

Question 306

Quelles restrictions la Lituanie impose-t-elle à l'entrée temporaire des personnes physiques qui fournissent des services?

Réponse

Voir la section III, "Accès au marché et traitement national", de l'Aide-mémoire sur le régime des services présenté par la Lituanie (WT/ACC/LTU/5).

Question 307

En liaison avec la question 52 (WT/ACC/LTU/2), la Lituanie pourrait-elle en expliciter le premier paragraphe pour ce qui concerne les interdictions spécifiques, de participation de capital appartenant à des investisseurs étrangers dans les secteurs des transports, de l'énergie et des communications.

Réponse

La Lituanie n'interdit pas les participations étrangères dans les secteurs susmentionnés. Toutefois, elle subordonne à l'obtention d'une licence l'exercice d'activités dans ces secteurs. La raison en est donnée dans la réponse à la question 52 (WT/ACC/LTU/2) et dans l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5).

La réponse à la question 52 indique seulement les secteurs dans lesquels les investissements de capitaux d'origine étrangère ne sont pas autorisés:

- secteurs touchant à la sécurité et à la défense de l'Etat;
- fabrication ou vente de substances narcotiques et d'autres substances toxiques autres que médicinales extrêmement actives;
- culture, transformation et vente de plantes qui contiennent des substances narcotiques et toxiques ou des substances extrêmement actives;
- organisation de loteries.

Question 308

S'agissant des services bancaires, des services en rapport avec les valeurs mobilières et des autres services financiers, existe-t-il des mesures horizontales (visant l'ensemble ou la plupart des secteurs) qui limitent l'accès au marché ou le traitement national dans le secteur des services financiers, telles que des autorisations d'investissement, des mesures de réciprocité ou d'autres pratiques discriminatoires, y compris celles qui sont appliquées dans le cadre de la privatisation des entreprises d'Etat? Dans l'affirmative, veuillez décrire les mesures horizontales qui limitent actuellement, ou devraient limiter à l'avenir, la participation étrangère dans les services financiers lituaniens (au sens du paragraphe 5 de l'annexe sur les services financiers).

Réponse

La Lituanie ne maintient actuellement aucune mesure horizontale spécifique qui limite l'accès au marché ou le traitement national dans le secteur des services financiers.

Etant donné que la Lituanie est en train d'élaborer une législation réglementant les différents services, elle ne peut indiquer le traitement exact qui sera accordé à l'avenir aux fournisseurs étrangers de services financiers, mais elle n'envisage pas de modifier sensiblement la situation actuelle.

Question 309

Veillez décrire toutes les lois, réglementations ou pratiques qui limitent de quelque manière que ce soit:

a) la capacité d'un fournisseur non résident de services financiers de fournir des services transfrontières sur le territoire de votre pays, tels que des services de conseil et autres services financiers auxiliaires, la fourniture et le transfert d'informations financières, et le traitement de données financières (au sens du paragraphe 5 de l'annexe sur les services financiers).

b) la capacité des résidents de votre pays d'acheter des services financiers sur le territoire d'une autre partie.

Réponse

a) La Lituanie ne limite pas la capacité des fournisseurs non résidents de services financiers de fournir des services transfrontières, tels que des services de conseil et autres services financiers auxiliaires, la fourniture et le transfert d'informations financières, ou le traitement de données financières, sur son territoire.

Etant donné que la Lituanie est en train d'élaborer une législation réglementant les différents services, elle ne peut indiquer le traitement exact qui sera accordé à l'avenir aux fournisseurs étrangers de services financiers, mais elle n'envisage pas de modifier sensiblement la situation actuelle.

b) Les résidents lituaniens peuvent acheter des services financiers sur le territoire d'une autre partie.

Question 310

S'agissant des services financiers (au sens du paragraphe 5 de l'annexe sur les services financiers), existe-t-il des mesures qui:

a) limiteraient la capacité d'un fournisseur non résident de services financiers d'établir et de développer une présence commerciale dans votre pays sous la forme d'une succursale, d'une agence ou d'un bureau de représentation, ou sous la forme d'une filiale dont il détient tout le capital, par le biais d'un investissement nouveau ou de l'acquisition d'entreprises existantes?

b) refuseraient le traitement national à des institutions financières étrangères cherchant à s'établir, à se développer, ou à acquérir une institution financière existant en Lituanie?

c) limiteraient la capacité d'un fournisseur étranger de services financiers établi dans votre pays d'entrer en concurrence pour la fourniture de services financiers selon des modalités et à des conditions non moins favorables que celles prévues pour les fournisseurs de services financiers de votre pays dans des circonstances similaires (y compris la possibilité de faire partie

d'un organisme réglementaire autonome, d'un établissement de compensation ou d'une autre organisation ou association, ou d'intervenir sur le marché des valeurs mobilières ou le marché à terme)?

Réponse

a) b) c) Veuillez vous reporter à la section II.4.1.1, "services financiers", de l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5).

Le seul renseignement qui doit être mis à jour est le montant minimum de capital nécessaire pour établir une banque, qui continuera d'augmenter conformément au calendrier de la Banque de Lituanie. Le montant minimum est actuellement de 10 millions de LTL; il passera à 5 millions d'écus le 1er janvier 1998.

S'agissant du quatrième paragraphe de la section II.4.1.1.2, intitulée "banque", de l'Aide-mémoire sur le régime des services, nous précisons qu'une banque étrangère, après avoir reçu l'autorisation de la Banque de Lituanie, peut créer une filiale, acquérir des parts d'une banque existante ou établir des agences bancaires. Toutefois, les banques étrangères ne sont pas autorisées à établir des succursales en Lituanie. Elles peuvent créer des bureaux de représentation qui ne peuvent pas exercer d'activités bancaires, commerciales ou économiques.

Les renseignements fournis dans les autres sections sont à jour.

Etant donné que la Lituanie est en train d'élaborer une législation réglementant les différents services, elle ne peut indiquer le traitement exact qui sera accordé à l'avenir aux fournisseurs étrangers de services financiers, mais elle n'envisage pas de modifier sensiblement la situation actuelle.

Question 311

Des restrictions sont-elles imposées à l'entrée temporaire du personnel d'un fournisseur de services financiers qui est en train d'établir ou a établi une présence commerciale dans votre pays?

Réponse

La Lituanie n'impose aucune restriction à l'entrée temporaire du personnel d'un fournisseur de services financiers qui est en train d'établir ou a établi une présence commerciale sur son territoire.

Etant donné que la Lituanie est en train d'élaborer une législation réglementant les différents services, elle ne peut indiquer le traitement exact qui sera accordé à l'avenir aux fournisseurs étrangers de services financiers, mais elle n'envisage pas de modifier sensiblement la situation actuelle.

Pour plus de renseignements sur les services financiers, veuillez vous reporter à la section II.4.1.1. de l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5).

Banque

Question 312

Des restrictions sont-elles imposées en ce qui concerne la forme de la présence commerciale?

Réponse

Voir la réponse à la question 310.

Question 313

La privatisation des banques est-elle achevée? Les investisseurs étrangers peuvent-ils prendre part au processus de privatisation des banques?

Réponse

Les anciennes banques d'Etat ont été réorganisées en sociétés par actions. Une partie de ces banques ont été vendues à des entités privées, mais le gouvernement lituanien y conserve une certaine participation (voir la réponse à la question 49 (WT/ACC/LTU/2)).

Les investisseurs étrangers peuvent acheter des actions de ces banques à des particuliers ou au gouvernement lituanien lorsqu'elles sont offertes à la vente.

Question 314

Des investisseurs étrangers peuvent-ils acquérir des banques nationales existantes?

Réponse

Des investisseurs étrangers peuvent acquérir des banques lituaniennes existantes.

Question 315

L'octroi de licences bancaires est-il assujéti à des limitations quantitatives ou à une évaluation des besoins économiques?

Réponse

Supplément aux réponses à la question 50 du document WT/ACC/LTU/2 et à la question 310 du présent document.

L'octroi de licences bancaires n'est pas assujéti à des limitations quantitatives ou à une évaluation des besoins économiques.

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 310 pour les prévisions relatives à l'accroissement du montant minimum de capital initial nécessaire.

Question 316

Les conditions d'entrée applicables aux banques étrangères (par exemple capital requis) sont-elles les mêmes que pour les banques nationales?

Réponse

Supplément à la réponse à la question 50 (WT/ACC/LTU/2).

Oui, le montant minimum de capital initial nécessaire pour une filiale établie par une banque étrangère est le même que pour une banque établie par des ressortissants lituaniens.

Veillez vous reporter à la réponse à la question 310 pour les prévisions en matière d'accroissement du montant minimum de capital initial nécessaire.

Question 317

Les institutions étrangères sont-elles autorisées à fournir toute la gamme des services bancaires? Peuvent-elles effectuer librement des opérations de change?

Réponse

La succursale d'une banque étrangère en Lituanie peut fournir tous les services bancaires que les banques nationales sont autorisées à fournir. Elle peut effectuer librement des opérations de change.

Question 318

La Lituanie a-t-elle l'intention d'introduire de nouvelles mesures de libéralisation pour le secteur bancaire dans un proche avenir?

Réponse

La Lituanie s'emploiera à aligner ses lois bancaires sur les directives relatives au secteur bancaire de l'UE. Il pourra en résulter une nouvelle libéralisation, mais la Lituanie considère que son régime actuel est déjà assez libéral.

Assurance

Question 319

Quelle est, en Lituanie, la structure du secteur de l'assurance? Y a-t-il des entreprises d'Etat? Dans l'affirmative seront-elles privatisées?

Réponse

La Lituanie accorde actuellement des licences pour 35 compagnies fournissant des services d'assurance en Lituanie. Dans six de ces 35 compagnies il y a une participation étrangère. L'on compte en Lituanie cinq coentreprises et une société étrangère fournissant des services d'assurance, à savoir:

- DRAUDA, société anonyme à capitaux lituaniens et allemands;
- DRAUDOS GYVYBES DRAUDIMAS, société anonyme à capitaux lituaniens et allemands;
- BALTIJOS GARANTAS, société anonyme à capitaux lituaniens et russes;
- VICURA, société anonyme à capitaux lituaniens et suisses;
- SAVIPA, société anonyme à capitaux lituaniens et espagnols;
- BALTI KINDLUSTUSSEITS - BICO, filiale d'une société anonyme estonienne.

Il existe, en Lituanie, une compagnie d'assurance d'Etat, qui n'est pas une administration. Cette compagnie a le "droit exclusif" de conclure tout type d'assurance obligatoire et d'assurance donnant droit à des pensions. Elle a recueilli plus de 77 pour cent de l'ensemble des sommes versées à des compagnies d'assurance en Lituanie en 1994. Elle sera privatisée une fois que la loi sur les assurances, actuellement examinée par le Parlement, aura été adoptée.

Question 320

Ce secteur est-il ouvert aux étrangers? Dans quelles conditions?

Réponse

Le secteur des assurances est ouvert aux étrangers. Les conditions pour les étrangers sont les mêmes que pour les compagnies locales.

Pour de plus amples informations, voir l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5), section II.4.1.1.1.

Actuellement, le projet d'une nouvelle loi sur les assurances est à l'examen au Seimas (Parlement). En vertu des dispositions de cette loi, les étrangers pourront continuer à exercer des activités dans le domaine de l'assurance avec l'autorisation de leur pays.

Question 321

Des sociétés d'assurance étrangères sont-elles autorisées à offrir toute la gamme des services d'assurance?

Réponse

Des compagnies d'assurance étrangères sont autorisées à offrir en Lituanie toute la gamme des services d'assurance si elles sont enregistrées en Lituanie et à condition d'avoir reçu du gouvernement lituanien l'autorisation de fournir de tels services.

Actuellement, le projet de nouvelle loi sur les assurances est examiné par le Seimas (Parlement). En vertu des dispositions de cette nouvelle loi, les étrangers pourront continuer d'exercer des activités dans le domaine de l'assurance à condition d'y être autorisés par leur pays.

Question 322

Existe-t-il des dispositions empêchant les résidents de contracter une assurance à l'étranger? Quels en sont les motifs?

Réponse

Il n'existe pas de dispositions empêchant des résidents de contracter une assurance à l'étranger.

Valeurs mobilières

Question 323

Des maisons de titres étrangères sont-elles autorisées à exercer leur activité en Lituanie?

Réponse

Voir l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5), section II.4.1.1.3.

Des maisons de titres étrangères sont autorisées à exercer leurs activités en Lituanie en vertu de lois régissant ce genre d'activité et si elles ont créé une entreprise de n'importe quelle forme légale (entreprise étrangère ou coentreprise avec un ou plusieurs partenaires lituaniens).

Question 324

Existe-t-il une (des) Bourse(s)? Des étrangers peuvent-ils être membres de bourses et, dans l'affirmative, à quelles conditions?

Réponse

Voir l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5), section II.4.1.1.3.

Jusqu'ici, en Lituanie, une seule Bourse a reçu de la Commission lituanienne des opérations de bourse l'autorisation de pratiquer. En vertu de la législation, des étrangers peuvent participer à la Bourse nationale sans aucune restriction.

Conformément à la nouvelle Loi sur l'émission de valeurs mobilières et les volumes traités sur le marché (16 janvier 1996), des étrangers peuvent participer à la Bourse nationale en créant une société de bourse sous la forme soit d'une société étrangère soit d'une coentreprise avec des partenaires lituaniens.

Question 325

Veillez fournir:

- a) Une description d'un régime actuel d'assurance, et joindre si possible des exemplaires de la législation pertinente.**
- b) Une description du régime actuel applicable aux services juridiques.**
- c) D'autres indications concernant le régime actuel applicable au commerce transfrontières ainsi que des indications sur l'intention de la Lituanie de prendre des engagements dans ce domaine, c'est-à-dire en ce qui concerne des activités de services financiers importantes du point de vue économique, telles que l'assurance et la réassurance MAT.**

Réponse

a) Voir les informations données à ce sujet dans l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5) ainsi que les réponses aux questions 319 à 322.

b) Informations destinées à compléter celles qui sont fournies dans la section 4.1.3.1 de l'Aide-mémoire sur le régime des services (WT/ACC/LTU/5):

Les services juridiques sont régis par le Ministère de la justice.

Les principaux textes juridiques concernant les services juridiques en Lituanie sont les suivants:

- Loi sur les avoués (16 septembre 1992);
- Résolution du gouvernement n° 1380 (25 octobre 1995) sur l'approbation des règles en matière d'octroi de licences pour l'exercice de la profession de conseil juridique.

Conformément à la Loi sur les entreprises, il faut obtenir une licence pour pouvoir fournir des services juridiques. Les conditions d'obtention d'une telle licence sont énoncées dans la Résolution du gouvernement n° 1380 (25 octobre 1995) sur l'approbation des règles en matière d'octroi de licences pour l'exercice de la profession de conseil juridique. Il n'est pas accordé de licences aux personnes qui ont été reconnues coupables d'infraction, ou qui, dans l'exercice de leurs fonctions de juge, de

procureur, de fonctionnaire de police ou de fonctionnaire de services de sécurité, ont fait l'objet d'une condamnation qui a motivé leur révocation, ou encore qui n'ont pas été reçues à l'examen pertinent. Les mêmes règles s'appliquent aux étrangers.

Un citoyen lituanien peut être avoué s'il:

- est licencié en droit;
- a au moins cinq ans d'expérience professionnelle et au moins un an de pratique en qualité d'assistant d'un avoué;
- a été reçu à un examen d'avoué.

Seuls les citoyens lituaniens qui figurent sur la liste des avoués de la République de Lituanie ont le droit de porter le titre d'"avoué" et de fournir des services juridiques.

Des avoués étrangers peuvent fournir des services juridiques en Lituanie uniquement si ceux-ci sont prévus dans des accords bilatéraux d'assistance juridique conclus avec la Lituanie.

- c) La Lituanie examinera plus avant la question et présentera une réponse appropriée.

ANNEXE I

NOTE SUR LES ASPECTS DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE QUI TOUCHENT AU COMMERCE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle en ce qui concerne les droits d'auteur et droits connexes, les brevets, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles, les secrets commerciaux et d'autres domaines est un élément essentiel de la politique économique de la Lituanie. Une telle protection stimule la recherche, l'innovation technique et la créativité, car elle permet aux individus et aux entreprises de recueillir les fruits de leurs efforts dans ce domaine.

Depuis le début, le système lituanien de protection de la propriété intellectuelle a été conçu de manière à répondre aux prescriptions des traités multilatéraux dans ce domaine, notamment de ceux qui sont administrés par l'OMPI, et à celles de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

b) Organismes responsables de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques

Le Bureau national des brevets est responsable pour les questions touchant à la propriété industrielle nationale (brevets, marques de fabrique ou de commerce et marques de services).

Le Ministre de la culture est responsable pour les questions relatives aux droits d'auteur et droits connexes.

Le Ministre de l'agriculture est responsable pour les questions relatives à la protection des obtentions végétales.

Actuellement, la Lituanie n'assure pas la protection des schémas de configuration de circuits intégrés; il n'y a donc pas d'organisme responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre des politiques en la matière.

La protection des indications géographiques fait l'objet de la Loi sur la concurrence; l'organisme responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre de politiques en la matière est le Bureau national de protection de la concurrence et du consommateur.

Le Bureau national de protection de la concurrence et du consommateur est chargé de fixer des restrictions en cas de concurrence déloyale.

c) Conventions ou accords régionaux ou bilatéraux internationaux en matière de propriété intellectuelle auxquels la Lituanie a accédé

La Lituanie est membre de l'organisme et partie aux traités multilatéraux suivants:

- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (depuis le 30 avril 1992);
- Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle (depuis le 22 mai 1994);
- Traité de coopération en matière de brevets (depuis le 5 juillet 1994);

- Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (depuis le 14 décembre 1994);
- Traité sur le droit des marques de fabrique ou de commerce (signé le 28 octobre 1994 à Genève; devrait être ratifié au premier semestre de 1996).

La Lituanie envisage actuellement d'adhérer à la Convention de Rome sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.

Les accords bilatéraux suivants dans le domaine de la propriété industrielle sont en vigueur:

- Accord entre le Royaume du Danemark et la République de Lituanie sur la protection mutuelle du commerce et des marques collectives (signé le 24 mars 1993);
- Accord entre le gouvernement de la République de Lituanie et l'Organisation européenne des brevets pour la coopération dans le domaine des brevets ("Accord de coopération") (depuis le 1er mars 1994);
- Accord mettant en oeuvre l'article 3 3) (extension de la protection pour les brevets européens) de l'Accord de coopération (depuis le 5 juillet 1994).

Il existe également plusieurs accords commerciaux bilatéraux contenant des dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle:

- Accord entre la République de Lituanie et les Etats-Unis d'Amérique sur les relations commerciales et la protection des droits de propriété intellectuelle (signé le 26 avril 1994, pas encore ratifié);
- Accord de libre-échange entre la Lituanie et la Norvège (entré en vigueur le 1er août 1993);
- Accord de libre-échange entre la République de Lituanie et la Confédération helvétique (entré en vigueur le 1er mars 1994).

d) Application du traitement national et du traitement NPF à des étrangers

La législation lituanienne en matière de propriété intellectuelle a été élaborée conformément aux prescriptions des Conventions de Berne et de Paris. La Lituanie est désormais partie contractante à ces conventions et accorde le traitement national et le traitement NPF à toutes les parties à ces conventions.

e) Taxes et émoluments

Les taxes nationales pour la délivrance de brevets d'invention ou l'enregistrement de dessins et modèles industriels ou de marques de fabrique ou de commerce auprès du Bureau national des brevets sont relativement peu élevées:

- pour le dépôt d'une demande de brevet - 150 dollars EU;
- pour le maintien en vigueur d'un brevet - 60 dollars EU pour la deuxième année; barème progressif de la troisième à la quinzième année; 300 dollars EU par an de la seizième à la vingtième année;
- pour le dépôt d'une demande dans le cas de dessins et de modèles industriels - 100 dollars EU;
- pour la prolongation de la durée de validité de la protection de dessins et de modèles industriels - 200 dollars pour chaque prolongation de cinq ans au-delà des cinq premières

années de protection. Ce droit est porté à 500 dollars EU pour la cinquième période de cinq ans;

- pour le classement d'une demande de protection de marque de fabrique ou de commerce - 60 dollars EU pour la première classe de marchandises ou de services et 30 dollars EU pour chaque classe supplémentaire; cette protection est accordée pour une période de dix ans. Pour la prolongation de la durée de validité d'une marque de fabrique ou de commerce - 50 dollars EU et 30 dollars EU pour chaque classe supplémentaire.
 - il n'a pas été fixé de redevances pour d'autres domaines concernant les droits de propriété intellectuelle.
2. Normes de base en matière de protection, notamment procédures pour l'acquisition et le maintien de droits de propriété intellectuelle
- a) Droits d'auteur et droits connexes, y compris les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion

DROITS D'AUTEUR

La Lituanie respecte les obligations de fond des articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971) et de ses annexes.

Conformément à l'article 515 du Code civil lituanien, des droits d'auteur sont accordés pour des oeuvres publiées ou non publiées, exprimées sous n'importe quelle forme objective, permettant de reproduire les résultats de l'activité créative de leurs auteurs. Au sens du droit d'auteur, on entend par "oeuvre" le résultat de l'activité intellectuelle d'un individu. En vertu de l'article 515, point 13, les programmes informatiques et les recueils de données sont protégés en tant qu'oeuvres écrites (littéraires), conformément à l'Accord sur les ADPIC.

Le Code civil ne prévoit pas de droits de location pour les oeuvres cinématographiques, les programmes informatiques ou les enregistrements sonores, mais la Lituanie envisage d'apporter à cet égard des modifications au Code civil.

Durée de la protection

La question de la protection des droits d'auteur est traitée aux articles 536, 537 et 538 du Code civil.

Article 536. Durée de la protection du droit d'auteur

La durée de la protection du droit d'auteur couvre toute la vie de l'auteur et les 50 années au-delà de son décès. Dans les cas d'oeuvres pseudonymes ou anonymes (lorsque le nom de l'auteur n'est pas indiqué), la durée de la protection prend fin 50 ans après la publication de l'oeuvre. Dans l'un et l'autre cas, la durée de la protection du droit d'auteur est calculée à partir du 1er janvier de l'année qui suit la date du décès de l'auteur ou à partir de la date de la publication de l'oeuvre.

Lorsque l'auteur d'une oeuvre pseudonyme ou anonyme ne laisse aucun doute quant à son identité, ou si l'auteur d'une telle oeuvre dévoile son identité pendant la période susmentionnée, la durée de la protection sera de 50 ans à compter de la date du décès de l'auteur.

La protection du droit d'auteur n'est pas transmissible par voie successorale. Le droit de paternité, le nom de l'auteur et l'inviolabilité d'une oeuvre ne sont pas transmissibles par voie

successorale. La durée de la protection du droit de paternité, du nom de l'auteur et de l'inviolabilité de l'oeuvre est illimitée.

Article 537. Durée de la protection des oeuvres de collaboration

La durée de la protection d'une oeuvre de collaboration correspond à celle de la vie de chaque auteur, et le droit à cette protection est transmissible par voie successorale. Les héritiers de chaque coauteur jouiront des droits d'auteur pendant 50 ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit la date du décès du dernier coauteur survivant.

Article 538. Durée de la protection des droits d'auteur de personnes morales

Une personne morale jouit du droit d'auteur pendant 50 ans à compter de la publication de l'oeuvre. Dans le cas de la réorganisation d'une personne morale, le droit d'auteur est transféré à son ayant droit, et dans le cas de la dissociation d'une personne morale, les droits de propriété sont transférés aux acquéreurs de ces droits.

Limitations et exceptions

Les limitations des droits exclusifs de l'auteur font l'objet de l'article 532 du Code civil.

Article 532. Utilisation d'un ouvrage sans le consentement de son auteur et sans versement d'une rémunération

On peut, sans le consentement de l'auteur et sans versement d'une rémunération (mais en indiquant, le cas échéant, la source et le nom de l'auteur):

- citer, dans des ouvrages scientifiques, des critiques ou des publications didactiques des passages d'ouvrages scientifiques, littéraires ou artistiques qui ont été publiés dans leur langue originale ou traduits dans une autre langue, dans la mesure où de telles citations se justifient. De même, l'on peut utiliser, dans des revues de presse, des citations provenant d'articles de journaux ou de périodiques;
- utiliser, en respectant les principes d'équité, des ouvrages publiés, pour illustrer des publications didactiques, des programmes didactiques de radio et de télévision ou des enregistrements sonores et visuels employés à des fins didactiques;
- reproduire dans la presse, à la radio ou à la télévision, ou encore par d'autres moyens de communication, des articles sur des questions actuelles économiques, politiques ou religieuses qui ont été publiés dans des journaux ou des périodiques ou communiqués au public par le biais de la radio ou de la télévision, à moins qu'il existe à cet égard une interdiction spéciale;
- reproduire dans la presse, à la radio ou à la télévision, des discours politiques prononcés en public ou des interventions faites lors de procédures juridiques;
- utiliser des ouvrages dans le cadre de procédures juridiques ou administratives;
- communiquer des informations sur des oeuvres littéraires, artistiques ou scientifiques qui ont été publiées dans la presse ou dont le public a pris connaissance par le cinéma, la radio ou la télévision. Cela s'applique aux notes, études, revues et autres formes documentaires d'information;

- utiliser des oeuvres littéraires ou artistiques directement sur les lieux où elles sont exécutées ou présentées au public, dans le but de donner un compte rendu d'événements d'actualité dans le cadre d'enquêtes présentées dans la presse, à la radio ou à la télévision, pour autant que la valeur informative de ces oeuvres le justifie et qu'elles soient utilisées comme élément d'information subsidiaire;
- reproduire de brefs passages de livres et d'articles publiés dans des revues se trouvant dans des bibliothèques (dans un but éducatif et scientifique non lucratif);
- publier en braille des oeuvres qui ont été communiquées au public.

Le Code civil ne contient pas de dispositions sur les licences obligatoires.

PROTECTION DES ARTISTES INTERPRETES OU EXECUTANTS ET DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES

Selon le Code civil, les artistes interprètes ou exécutants peuvent autoriser ou interdire la fixation et la reproduction de leurs exécutions.

Article 560. Enregistrements d'une production théâtrale ou de l'exécution d'autres oeuvres, utilisation et radiodiffusion des enregistrements

L'enregistrement de l'image, du son ou de l'image et du son d'une production théâtrale ou de l'exécution d'autres oeuvres avec l'aide de moyens techniques en vue d'une utilisation, reproduction et distribution ultérieures n'est autorisé qu'avec le consentement des artistes interprètes ou exécutants. L'on ne peut diffuser, à la radio, à la télévision ou sur un réseau de transmission par câble ou par satellite, une production théâtrale ou l'exécution d'autres oeuvres, y compris un enregistrement, qu'avec le consentement des artistes interprètes ou exécutants.

Dans le cas où une oeuvre est exécutée par un groupe (choeur, ensemble, orchestre, groupe d'acteurs, etc.) l'autorisation de diffuser l'oeuvre, d'en faire des enregistrements et de reproduire et distribuer les enregistrements sera donnée par le metteur en scène, le chef d'orchestre, le soliste, des représentants du groupe ou le chef de celui-ci. Une telle autorisation a valeur d'accord écrit, qui fixe les conditions pour l'utilisation des enregistrements et pour la rémunération convenue.

Si un artiste a exécuté ou un metteur en scène a dirigé une oeuvre dans le cadre de l'exercice de son activité professionnelle, les conditions de production, d'utilisation, de reproduction et de diffusion des enregistrements seront déterminées par le contrat de travail et des contrats additionnels.

En vertu du Code civil les producteurs de phonogrammes ont le droit d'autoriser ou d'empêcher la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes.

Article 561. Droit des producteurs d'enregistrements sonores et visuels

Les producteurs d'enregistrements sonores et visuels ont le droit d'autoriser l'utilisation de leurs enregistrements, pour diffusion à la radio, à la télévision ou sur des réseaux de transmission par câble ou par satellite ou pour la reproduction en public de ces enregistrements.

Si un enregistrement est diffusé légalement par l'intermédiaire d'un réseau commercial, l'on est autorisé à l'utiliser dans des lieux publics, sauf pour des représentations théâtrales. En pareil cas, une rémunération doit être versée au producteur de l'enregistrement, au metteur en scène et aux artistes. Le taux de rémunération et la procédure de paiement seront déterminés par une convention passée entre

les organismes de créateurs, les organismes de protection des droits d'auteur et le Ministère de la culture de la République de Lituanie.

Le producteur d'enregistrements sonores et visuels peut informer le public de ses droits en faisant figurer sur chaque exemplaire de l'enregistrement le symbole P inscrit dans un cercle, accompagné de l'année de la première publication de l'enregistrement et du nom du producteur de cet enregistrement.

En vertu de l'article 526 du Code civil, des organismes de radio et de télévision (organismes de radiodiffusion) peuvent reproduire intégralement des programmes de radio et de télévision.

Limitations et exceptions

Article 563. Limitations des droits des metteurs en scène, des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores et visuels.

L'on peut, sans le consentement du metteur en scène, de l'artiste interprète ou exécutant, ou du producteur d'enregistrements sonores et visuels, utiliser légalement les enregistrements produits ou des extraits de ceux-ci, à des fins éducatives ou scientifiques, à titre informatif ou pour des besoins personnels.

Durée de la protection

Article 562. Durée concernant les droits des metteurs en scène, des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores et visuels.

Les droits économiques des metteurs en scène, des artistes interprètes ou exécutants et des producteurs d'enregistrements sonores et visuels (articles 559 et 560) sont accordés pour une durée de 50 ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle l'enregistrement a été produit ou diffusé. Le droit en matière de production théâtrale ou d'exécution d'autres oeuvres qui ne sont pas fixées dans des enregistrements sonores ou visuels est effectif dès la fin de l'année au cours de laquelle la production théâtrale ou une autre oeuvre a été présentée pour la première fois en public.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de services

Une copie de la Loi sur les marques de produits et de services a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC. Tout signe permettant de distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises peut être protégé en tant que marque de fabrique ou de commerce ou marque de service conformément à la Loi lituanienne sur les marques de produits et de services. L'article 2 de cette Loi est parfaitement conforme aux prescriptions du paragraphe 1 de l'article 15 de l'Accord sur les ADPIC.

La Lituanie invoque, pour refuser l'enregistrement, les mêmes motifs que ceux qui sont prévus dans certains articles de la Convention de Paris. Les motifs pour lesquels l'enregistrement d'une marque peut être refusé (article 3 de la Loi sur les marques de produits et de services) sont les suivants:

- si la marque est dépourvue de caractère distinctif;
- si elle est devenue le nom générique des produits;
- si elle désigne exclusivement, dans le commerce, l'espèce (le type), la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine, l'époque de la production des produits ou de la fourniture des services, ou les moyens de leur production ou fourniture, ou d'autres caractéristiques des produits ou services;
- si elle est de nature à induire le public en erreur;
- si elle est contraire à la morale ou à l'ordre public, y compris à l'éthique sociale et aux principes humanitaires.

Le déposant qui reçoit notification du refus d'enregistrement de sa marque pour les motifs prévus à l'article 3 a le droit de demander le réexamen de la demande. Si la décision reste inchangée après le réexamen, il a le droit, dans un délai de trois mois, de déposer auprès de la Section des recours du Bureau des brevets une demande de réexamen de ladite décision.

En outre, dans les trois mois qui suivent la date de réception de la décision de la Section des recours, le déposant a le droit de faire appel de ladite décision devant le tribunal (en première instance devant le Tribunal municipal de Vilnius, en seconde instance devant la Cour d'appel, et enfin devant la Cour suprême).

Les personnes intéressées ont le droit de former opposition contre l'enregistrement d'une marque auprès de la Section des recours du Bureau des brevets dans un délai de trois mois à compter de la date de publication dans le Bulletin officiel de la marque figurant au Registre des marques. Si la personne intéressée ne forme pas opposition dans les délais prévus, l'opposition peut être formée pour les mêmes motifs devant le tribunal (Tribunal de district de Vilnius).

Les marques notoirement connues peuvent obtenir une plus large protection conformément à la Loi sur les marques de produits et de services. Toutefois, comme l'enregistrement des marques (et non pas l'obtention de la protection en fonction de l'usage) constitue la pratique dominante, il est plus facile de déposer une demande que d'obtenir du tribunal qu'il déclare que la marque est notoirement connue.

La durée initiale de la protection des marques de produits et de services est de dix ans. L'enregistrement est renouvelable pour des périodes supplémentaires de dix ans.

Le détenteur d'une marque a le droit d'empêcher des tiers d'utiliser, sans son autorisation, tout signe identique à la marque pour les mêmes produits ou services que ceux pour lesquels elle est enregistrée, ou tout signe identique à la marque pour des produits ou services similaires, ou encore tout signe similaire à la marque pour des produits ou services identiques ou similaires, s'il existe un risque de confusion de la part du public, notamment le risque d'association du signe avec la marque.

Le détenteur d'une marque a le droit d'empêcher des tiers d'utiliser, sans son autorisation, d'une façon qui compromet le caractère distinctif de la marque enregistrée, tout signe identique ou similaire à la marque.

Les prescriptions susmentionnées n'empêchent pas qui que ce soit d'utiliser:

- ses propres nom et adresse;
- des indications concernant le type, la quantité, la destination, la valeur, l'origine géographique, l'époque de production des produits ou d'autres caractéristiques des produits ou services;
- la marque enregistrée d'un tiers s'il est nécessaire d'indiquer la destination d'un produit ou d'un service, notamment lorsqu'il s'agit d'accessoires ou de pièces détachées; ou
- la marque enregistrée d'un tiers dans le cadre de la publicité comparative, si une telle publicité est autorisée, sous réserve que cette utilisation soit conforme aux pratiques honnêtes dans les affaires industrielles ou commerciales.

L'enregistrement des marques en Lituanie n'est pas fonction de l'utilisation. Un déposant n'a pas à faire la preuve de l'usage de la marque pour laquelle il dépose une demande ou d'indiquer quelles seront ses intentions concernant la marque enregistrée.

En réponse à une demande de toute personne intéressée, une marque ne peut être radiée pour non-usage par le tribunal de district, sans qu'il soit besoin de justifier les motifs, que si cette marque

n'a pas été utilisée ou n'a pas fait l'objet de préparatifs sérieux en vue de l'utilisation par le détenteur de l'enregistrement en Lituanie au cours de la période de cinq ans précédant la date du début de la procédure juridique.

Il n'y a pas de restrictions concernant le droit de céder sous licence ou de transmettre des marques de fabrique ou de commerce. Quelques prescriptions formelles sont énoncées: un changement de titulaire (cession, transfert) ou un accord de licence doit être communiqué par écrit et être enregistré par le Bureau national des brevets.

La Lituanie ne prévoit pas l'octroi de licences obligatoires dans sa Loi sur les marques de produits et de services.

c) Indications géographiques, y compris l'indication d'origine

L'article 7 de la Loi sur la concurrence prévoit qu'il est interdit aux entités économiques d'induire le consommateur en erreur en donnant des renseignements incorrects sur ... et le lieu d'origine des produits. Cette interdiction concerne également l'indication d'informations incorrectes sur le lieu où les produits sont fabriqués (indication d'origine incorrecte) si ces informations sont probablement destinées à induire en erreur les consommateurs.

d) Dessins et modèles industriels

La protection juridique des dessins et modèles industriels est accordée moyennant leur enregistrement auprès du Bureau des brevets.

Le titulaire d'un dessin ou modèle industriel protégé a le droit d'empêcher des tiers de fabriquer un produit ou une partie d'un produit comportant le dessin ou modèle protégé; ou de proposer ou mettre sur le marché pour la vente, l'exportation ou la distribution un produit ou des parties de produit comportant le dessin ou le modèle protégé.

Les actes suivants ne sont pas considérés comme portant atteinte aux droits du détenteur du dessin ou modèle protégé:

- utilisation pour satisfaire des besoins personnels et non pour menacer les intérêts économiques du propriétaire du dessin ou modèle industriel;
- utilisation à des fins scientifiques ou expérimentales;
- utilisation sur des navires, aéronefs et autres moyens de transport et leur équipement immatriculés à l'étranger et également dans les composants destinés à la réparation de ces moyens lorsqu'ils se trouvent temporairement sur le territoire lituanien.

e) Brevets

Une copie de la Loi sur les brevets a été déposée auprès du Secrétariat de l'OMC. L'article 2 de cette loi contient les mêmes dispositions en matière d'objets brevetables que celles qui figurent au paragraphe 1 de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC. Les inventions suivantes sont exclues de la brevetabilité:

- méthodes pour le traitement des personnes ou des animaux;
- diagnostics et prévention des maladies (à l'exclusion du matériel et des matières utilisées pour ces méthodes);
- variétés végétales et animales et procédés biologiques (à l'exclusion des procédés microbiologiques) utilisés pour leur obtention;
- inventions jugées contraires à l'intérêt général et au principe d'humanité ou de moralité.

Conformément à l'article 26 de la Loi lituanienne sur les brevets, les titulaires de brevets ont des droits de même portée que ceux qui sont énoncés à l'article 28 de l'Accord sur les ADPIC.

Il existe deux exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet dans les article 39 et 29 de la Loi lituanienne sur les brevets:

- compte tenu des intérêts de l'Etat ou du public, le gouvernement peut, même sans le consentement du titulaire du brevet, adopter un décret en vue d'autoriser une entreprise ou une personne à exploiter une invention brevetée, moyennant le versement au titulaire du brevet d'une rémunération équitable. Si le titulaire du brevet estime que le montant de la rémunération fixée par le gouvernement n'est pas équitable, il a le droit de saisir le tribunal de district;
- toute personne physique ou morale qui, de bonne foi, avant la date de dépôt ou, lorsqu'une priorité est revendiquée, avant la date de priorité de la demande de brevet, utilisait l'invention ou faisait des préparatifs effectifs et sérieux en vue d'une telle utilisation, a le droit de poursuivre l'utilisation en question ou d'utiliser l'invention comme elle l'avait envisagé dans les préparatifs, sans tenir compte de la volonté du titulaire du brevet (par exemple, le droit de l'utilisateur antérieur est prévu).

Licences obligatoires

En cas de défaut ou d'insuffisance d'exploitation de l'invention brevetée et de refus du titulaire d'accorder une licence, le tribunal de district peut, après l'expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date de dépôt de la demande ou de trois ans à compter de la date de délivrance du brevet, accorder une licence obligatoire non exclusive à toute personne qui en fait la demande et qui apporte la preuve de sa capacité à exploiter l'invention brevetée. Si une licence obligatoire est accordée, une rémunération équitable, dont le montant est fixé par le tribunal, doit être versée au titulaire du brevet.

La licence obligatoire n'est pas accordée si le tribunal est convaincu de l'existence de motifs qui justifient le défaut ou l'insuffisance d'exploitation de l'invention brevetée en Lituanie.

Lorsqu'une licence obligatoire est accordée et que l'invention brevetée n'est toujours pas exploitée ou l'est insuffisamment, le tribunal peut, à la demande des personnes intéressées, ordonner la déchéance du brevet. La déchéance du brevet n'est autorisée qu'après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date à laquelle la première licence obligatoire a été accordée.

Changement de titulaire

Il n'y a pas de restrictions concernant le droit des titulaires de brevet de transmettre, transférer ou céder sous licence des droits protégés par un brevet. A signaler simplement qu'un changement de titulaire (cession, transfert) ou un accord de licence doit être communiqué par écrit et enregistré auprès du Bureau des brevets.

Durée de la protection

En Lituanie, la protection des brevets est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande.

La Loi lituanienne sur les brevets ne prévoit pas spécifiquement que le défendeur est tenu de prouver l'absence de procédé breveté dans sa production. Toutefois, cette obligation découle de l'application de l'article 41 (Protection des droits) de ladite loi qui dispose que:

- le titulaire du brevet ou le déposant a le droit d'intenter une action en justice contre une personne (entité juridique) qui a porté atteinte ou qui porte atteinte au brevet ou à une demande de brevet publiée bénéficiant d'une protection provisoire, d'exiger qu'il soit mis fin à l'atteinte et de réclamer un dédommagement pour le préjudice subi. L'un et l'autre ont aussi le droit d'intenter une action en justice contre toute personne qui accomplit des actes laissant penser qu'une telle atteinte aura lieu;
- conformément aux lois lituaniennes en matière d'action au civil, la charge de la preuve incombe au défendeur.

Une possibilité de révision judiciaire d'une décision de révocation d'un brevet découle de la combinaison des articles 25 et 40 de la Loi lituanienne sur les brevets:

- les litiges survenant avant la délivrance du brevet entre le déposant et l'examineur du Bureau des brevets en ce qui concerne le refus de délivrer un brevet relèvent de la compétence de la Commission de recours du Bureau des brevets;
- les litiges relatifs aux décisions prises par la Commission de recours en ce qui concerne le refus de délivrer un brevet relèvent du Tribunal de district de Vilnius.

En outre, il peut être fait appel de toute décision du Tribunal de district de Vilnius devant les tribunaux d'appel et ensuite de la décision du Tribunal d'appel devant la Cour suprême.

f) Protection des variétés végétales

Un projet de Loi sur la protection des végétaux et la production de semences est actuellement examiné par le Parlement lituanien. La future Loi fixera les droits et les obligations pour les sélectionneurs étrangers de végétaux ainsi que pour les personnes physiques et morales engagées dans la production de semences. Le projet prévoit que l'importation de semences et de plantes peut avoir lieu si celles-ci ont été jugées convenir pour les sols et conditions météorologiques lituaniens. Le Ministère de l'agriculture assumera la responsabilité dans ce domaine.

La Lituanie n'est pas membre de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV). La protection juridique actuelle pour les variétés végétales créées par des sélectionneurs étrangers et par des entreprises de production de semences est donc assurée par des traités conclus entre sélectionneurs et producteurs.

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

La protection des schémas de configuration de circuits intégrés n'est actuellement pas prévue dans la législation lituanienne. Toutefois, la Lituanie prépare un projet de Loi sur la protection des droits de propriété intellectuelle correspondants.

h) Prescriptions concernant les informations non divulguées, y compris les secrets de commerce et les données d'épreuve

L'article 7 de la Loi sur la concurrence interdit aux entités économiques de recevoir, utiliser et publier sans autorisation des informations sur des activités de fabrication ou des activités commerciales, ou sur des enquêtes scientifiques et techniques ou leurs résultats.

3. Mesures destinées à contrôler l'abus de droits de propriété intellectuelle

Les articles 3 et 4 de la Loi sur la concurrence interdisent tout accord ou activité concertée entre entités économiques qui risquent de restreindre ou d'entraver la concurrence. L'article 5 offre la possibilité d'exemptions de l'application de certaines dispositions de cette loi. Le Conseil de la concurrence a décrété une exemption générale relative aux droits de propriété intellectuelle: Doivent être considérés comme n'étant pas contraires à la loi ... les accords sur les licences et brevets ou sur l'acquisition de droit d'auteur qui risquent de limiter la fabrication et les prix des produits considérés ou d'avoir sur eux d'autres effets restrictifs si ces restrictions sont liées à la protection des brevets ou des droits d'auteur ou à des prescriptions concernant les conditions techniques des licences, brevets ou droit d'auteur.

4. Exécution

La réforme du système judiciaire a débuté en Lituanie en 1994 et est encore en cours. Il existe des tribunaux à quatre différents niveaux: tribunaux municipaux (de comté), tribunaux de district, cours d'appel et Cour suprême. La Lituanie a l'intention d'établir des tribunaux administratifs dans le proche avenir. Il n'y a pas, en Lituanie, de tribunaux spéciaux pour la propriété intellectuelle.

a) Voies de recours et procédures civiles

D'une manière générale, en Lituanie, le Code civil et le Code de procédure civile prévoient des procédures qui protègent les droits et intérêts lésés, y compris les droits de propriété intellectuelle. Toutefois, il reste à préciser les modalités détaillées de cette protection pour de nombreux domaines touchant aux droits de propriété intellectuelle.

Droits d'auteur

Conformément à l'article 557 du chapitre 4 du Code civil de la République de Lituanie, les auteurs exercent leur droit en concluant des accords avec les utilisateurs de leurs oeuvres ou en autorisant des organismes de protection du droit d'auteur à exécuter leur droit. Le seul organisme de ce genre en Lituanie est l'Association de protection du droit d'auteur. Il s'agit d'une société indépendante à but non lucratif établie par des unions lituaniennes de créateurs.

Les cas d'infraction feront l'objet d'une procédure civile s'ils ne sont pas considérés comme des infractions pénales. L'enquête préliminaire - destinée à déterminer quelle est la procédure qui convient - doit, en règle générale, être achevée dans un délai de deux mois.

Plusieurs articles du Code civil traitent de la protection du droit moral et des droits patrimoniaux de l'auteur. Selon l'article 539, il y a atteinte à la protection des droits d'auteur si: une oeuvre a été utilisée en vertu d'un contrat passé avec l'auteur ou son ayant droit sans que les conditions de cette utilisation aient été respectées; une oeuvre a été utilisée sans le consentement de l'auteur; les droits généraux ou autres droits moraux de l'auteur ont été violés. Conformément à l'article 539, en pareil cas, l'auteur ou, après le décès de l'auteur, son ayant droit, ou encore d'autres personnes indiquées à l'article 521 du code (personnes auxquelles les droits ont été transmis après le décès de l'auteur) ont le droit de demander le rétablissement des droits atteints (corrections appropriées ou publication dans la presse d'une annonce ou d'autres informations redressant l'infraction), une interdiction de publier l'oeuvre ou l'arrêt de sa diffusion.

Le contrevenant devra réparer le tort moral en versant un montant fixé par le tribunal de comté. Le montant du dédommagement ne doit pas être inférieur à 500 litas (125 dollars EU) ni supérieur à 10 000 litas (2 500 dollars EU). Les copies faites illégalement peuvent être confisquées ou détruites selon la décision du tribunal de comté. Le matériel utilisé pour les activités illégales peut également être confisqué.

Si l'auteur ou son ayant droit a subi des dommages du fait de la violation des droits d'auteur, il a le droit de demander une indemnité pour ces dommages, nonobstant les dispositions de l'article 539. En tout état de cause, tous les gains effectivement réalisés ou qui devaient l'être à travers l'utilisation illégale de l'oeuvre sont restitués à l'auteur ou à son ayant droit, qui reçoit également une compensation pour perte de gain. Des exemplaires de l'oeuvre reproduite illégalement peuvent être transférés à l'auteur ou à son ayant droit à titre de dédommagement.

Marques de fabrique ou de commerce et marques de services

En réponse à la demande du titulaire d'une marque, le tribunal de comté peut adopter une décision visant à mettre fin à tout acte dont l'exécution ou l'exécution probable risque de porter atteinte aux droits conférés en vertu des paragraphes 1) à 5) de la Loi sur les marques de produits et de services.

En réponse à la demande du titulaire d'une marque, le tribunal peut décider qu'un dédommagement doit être versé à ce titulaire pour l'atteinte aux droits qui lui sont conférés en vertu des paragraphes 1) à 5) de l'article 20 de la Loi sur les marques de produits et de services.

Outre les mesures précisées ci-dessus, le tribunal peut rétablir les conditions qui existaient avant l'infraction. Pour qu'il soit mis fin aux atteintes, le tribunal peut saisir les produits et, s'il est nécessaire de détruire les marques utilisées illégalement, saisir les outils qui pourraient être utilisés pour la fabrication de ces produits. Il peut aussi saisir les produits eux-mêmes s'il n'est pas possible d'ôter la marque illégale qu'ils portent.

En cas d'atteinte, c'est le titulaire de la marque qui engage l'action en justice. Ce peut être aussi le preneur d'une licence de marque, sauf stipulation contraire du contrat de licence.

Toute autre partie au contrat de licence pourra participer à l'action engagée devant les tribunaux par une autre partie et recevoir une indemnité équitable.

Brevets

Conformément à la Loi sur les brevets, le titulaire d'un brevet ou le déposant a le droit d'engager une action devant le tribunal de comté contre une personne qui a porté atteinte ou porte atteinte au droit découlant d'un brevet ou d'une demande de brevet publiée qui a donné lieu à une protection provisoire. Le titulaire d'un brevet ou le déposant peut exiger qu'il soit mis fin aux infractions et demander une indemnité pour le dommage subi. Ces mêmes personnes ont également le droit d'engager une action devant les tribunaux contre toute personne dont certains actes risquent d'entraîner une telle infraction. Ces actions ne peuvent être engagées au-delà d'une période de trois ans à compter de la date où l'infraction a été établie.

A moins que l'accord de licence n'en dispose autrement, tout titulaire de licence peut exiger du titulaire du brevet qu'il prenne des mesures pour protéger les droits obtenus en vertu de l'accord de licence. La licence doit spécifier les actes exigés par la loi pour protéger les droits du titulaire et indiquer la réparation souhaitée.

Si le titulaire de licence prouve que le titulaire du brevet a reçu sa demande mais n'a pas engagé d'action dans les trois mois à compter de la date de la réception de cette demande, il peut engager en son nom propre une action contre le contrevenant, après avoir notifié son désir de participer à l'action en tant que personne ayant intérêt à agir.

Même avant l'expiration de la période de trois mois, le tribunal peut, à la demande du titulaire de la licence, rendre l'ordonnance voulue pour prévenir l'atteinte aux droits du titulaire du brevet si

le titulaire de la licence fournit la preuve qu'une action immédiate est nécessaire afin d'éviter un important préjudice.

Lorsque l'objet d'une licence est un procédé de fabrication d'un produit et que le produit ainsi obtenu par le défendeur est nouveau, et s'il y a par ailleurs une raison de croire que le produit est une contrefaçon du produit breveté, mais que le demandeur n'est pas en mesure, malgré des efforts raisonnables, de déterminer quel est le procédé utilisé, le défendeur doit fournir la preuve que ce produit n'est pas une contrefaçon.

Dessins et modèles industriels

Conformément à la Loi sur les dessins et modèles industriels, en réponse à une plainte du titulaire d'un dessin ou modèle industriel, le tribunal de comté peut décider de mettre fin à tous actes qui portent atteinte ou peuvent porter atteinte aux droits conférés en vertu de l'article 5 de cette loi.

En réponse à la plainte du titulaire d'un dessin ou modèle industriel, le tribunal peut décider de dédommager le titulaire pour le préjudice subi du fait d'actes accomplis sans le consentement du titulaire comme stipulé à l'article 5 de la loi susmentionnée.

Autres domaines

Rien n'a été élaboré pour le moment.

b) Mesures conservatoires

Aucune.

c) Procédures et mesures administratives

Le Bureau national de la protection de la concurrence et des consommateurs assure l'exécution de la Loi sur la concurrence. Son enquête sur l'octroi d'exemptions et sur les interdictions dont il est question sous 2 c) et h) ci-dessus est ouverte en réponse à une demande des parties intéressées et des personnes morales ou physiques, ou à l'initiative de ce Bureau.

Pendant l'enquête sur l'activité de concurrence déloyale, le Bureau a le droit de saisir et de retenir les produits conformément à l'article 9 de la Loi sur la concurrence (utilisation illégale du nom de l'entreprise ou de la marque de fabrique ou de commerce et indication incorrecte du lieu d'origine des produits). En vertu d'une décision du Conseil de la concurrence, les produits peuvent être retenus jusqu'à ce que l'infraction à la Loi sur la concurrence ait pris fin.

Le Bureau doit assurer la sécurité des documents et des secrets commerciaux d'entités économiques.

Par décision du Conseil de la concurrence, les infractions à la Loi sur la concurrence peuvent être sanctionnées par des amendes d'un montant qui ne sera pas supérieur à 10 pour cent du revenu annuel de l'entité économique.

Il peut être fait appel, devant le tribunal de comté, de décisions du Conseil de la concurrence, conformément aux procédures établies.

Le recouvrement des pertes subies par des entités économiques du fait d'infractions à la Loi sur la concurrence s'effectue suivant les règles générales de la procédure civile.

Le système juridique lituanien ne prévoit pas de sanctions administratives ni de poursuites concernant le droit d'auteur. Mais la modification des dispositions du Code administratif visant les infractions aux règlements est approuvée par le gouvernement de la Lituanie et prévoit des sanctions et des poursuites. Cette modification a été soumise au Parlement pour examen. Elle devrait être adoptée dans le proche avenir.

d) Prescriptions spéciales relatives aux mesures à la frontière

Marques de fabrique ou de commerce et marques de services

L'article 29 de la Loi sur les marques de produits et de services fixe le cadre juridique pour les mesures contre l'importation et l'exportation de contrefaçons de produits de marque. Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce ou d'une licence enregistrées a le droit de s'adresser par écrit aux douanes pour leur demander la saisie des produits exportés ou importés sur lesquels est indiquée une marque considérée par lui comme portant atteinte à ses droits liés à sa marque enregistrée. Les douanes informent immédiatement de cette saisie le parquet, le titulaire de la marque et l'importateur ou l'exportateur des produits.

Au bout de 15 jours, les douanes lèvent la saisie si le titulaire de la marque n'a pas produit une décision du tribunal de comté concernant la confiscation des produits, ou un document indiquant que l'action en justice est en cours.

e) Voies de recours et procédures pénales

Il n'existe actuellement des voies de recours et procédures pénales que pour les atteintes aux droits d'auteur et les infractions concernant les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services.

Droits d'auteur

En vertu d'un amendement au Code pénal, l'atteinte au droit moral d'un auteur ou d'un artiste interprète ou exécutant, ou toute autre atteinte au droit d'auteur (usurpation de paternité, production ou diffusion illicite, ou demande faite à l'auteur de reconnaître une autre personne comme coauteur) est punie d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans ou d'une amende.

L'exécution et les poursuites sont de la compétence de la police et du parquet.

Marques de fabrique ou de commerce et marques de services

Conformément au Code pénal, l'utilisation non autorisée de la marque de fabrique ou de commerce enregistrée auprès du Bureau national des brevets pour marquer des produits où la fabrication de ces produits est punie d'une amende ou d'une interdiction d'exercer pendant un maximum de trois ans, visant une fonction, un emploi ou une activité.

Si une grande quantité de produits est marquée sans l'autorisation du titulaire d'une marque, ou si la qualité des produits ainsi marqués diffère beaucoup de celle des produits originaux, ou encore si l'entreprise du titulaire de la marque a subi d'importants dommages, il est infligé une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum et une amende, ou une amende et une interdiction d'exercer pendant un maximum de cinq ans, visant une fonction, un emploi ou une activité, ou encore une amende.

5. Lois, décrets et règlements et autres instruments juridiques concernant les questions évoquées ci-dessus

Le premier texte dans le domaine de la propriété intellectuelle a été le Décret du gouvernement n° 362 du 20 mai 1992 intitulé "Protection juridique des droits de propriété industrielle dans la République de Lituanie". Conformément à ce décret, les brevets valables pour des inventions et pour des dessins et modèles ainsi que les certificats d'auteur et les certificats de marque de fabrique ou de commerce délivrés jusqu'au 30 septembre 1993 par les autorités de l'ex-URSS ont pu être réenregistrés en Lituanie.

La Loi sur la concurrence a été adoptée le 29 septembre 1992 et est entrée en vigueur le 1er novembre 1992.

L'Ordonnance intitulée "Sanction d'activités de concurrence déloyale interdites par la Loi sur la concurrence" a été approuvée le 29 décembre 1992 par le Conseil de la concurrence.

Le 3 juin 1993, la Loi sur les marques de produits et de service a été adoptée; cette loi est en vigueur depuis le 1er octobre 1993.

L'Ordonnance intitulée "Sanction d'accords (activités concertées) interdits par la Loi sur la concurrence parce qu'ils restreignent ou entravent la concurrence entre entités économiques" a été approuvée le 11 novembre 1993 par le Conseil de la concurrence.

Le 18 janvier 1994, la Loi sur les brevets a été adoptée; cette loi est en vigueur depuis le 1er février 1994.

L'Ordonnance intitulée "Interprétation et sanction de l'abus de position dominante interdit par la Loi sur la concurrence" a été approuvée le 7 avril 1994 par le Conseil de la concurrence.

Dans la Loi sur les amendements et suppléments au Code civil de la République de Lituanie, les chapitres 4 et 5 (articles 515 à 566) sont consacrés à la protection du droit d'auteur et aux droits connexes. Cette loi est en vigueur depuis le 17 mai 1994.

Le 4 juillet 1995 a été adoptée la Loi sur les dessins et modèles industriels; cette loi est en vigueur depuis le 1er septembre 1995.

6. Données statistiques

1. Demandes de brevets déposées auprès de l'Office lituanien des brevets et désignation/extension de la protection de la Lituanie conformément aux accords internationaux. Demandes déposées auprès des autorités lituaniennes pour des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce ou des marques de service.

Année	Brevets - Office lituanien des brevets	Brevets - selon PCT (Genève)	Brevets - extensions de brevets européens	Dessins et modèles industriels - Autorités lituaniennes	Marques de fabrique ou de commerce - Autorités lituaniennes
1994*	89	4 757	252	27	1 584
1995**	75	7 479	433	34	1 823

* Données pour le second semestre de 1994 (période correspondant au début de l'application de deux accords - PCT et Accord entre la Lituanie et l'Organisation européenne des brevets - tous deux en vigueur depuis le 5 juillet 1994).

** Données pour le premier semestre de 1995.

2. Gestion collective du droit d'auteur:

LATGA - A (Association lituanienne pour WHAT) compte 1 500 membres.

LATGA - A a conclu des contrats avec des utilisateurs lituaniens:

Stations de radio et de télévision d'Etat ou privées	32
Organismes de transmission par câble	30
Restaurants	514
Hôtels	51
Organisateurs de concerts	28
Disco	309
Magasins	270
Cinéma	12

Récemment a été créée une association lituanienne de l'industrie musicale, chargée de représenter les droits des producteurs d'enregistrements sonores.

ANNEXE II

MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET
LIEES AU COMMERCE (MIC)

Le gouvernement lituanien a examiné avec attention les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), y compris l'annexe contenant une liste exemplative de MIC et, après comparaison de ces dispositions avec la législation et la pratique de la Lituanie, est arrivé à la conclusion que la Lituanie ne maintient aucune mesure qui puisse être considérée comme une "MIC".

ANNEXE III

TAUX DES DROITS DE DOUANE APPLIQUES PAR LA LITUANIE AUX MARCHANDISES IMPORTÉES

Code du groupe de produits	Désignation du groupe de produits	Taux des droits de douane autonomes (en pourcentage)	Taux des droits de douane conventionnels (en pourcentage)	Taux des droits de douane préférentiels (en pourcentage)			
				Appliqué aux pays de l'UE	Appliqué à la Norvège	Appliqué à la Suisse	Appliqué aux pays de l'AELE**
1	2	3	4	5	6	7	8
01	Section I. Animaux vivants et produits du règne animal						
0201	Animaux vivants	25	20	18	20	20	20
0202	Vian­des des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées	30	30	29*	30	30	30
0203	Vian­des des animaux de l'espèce bovine, congelées	30	30	29	30	30	30
0204	Vian­des des animaux de l'espèce porcine, fraîches, réfrigérées ou congelées	30	30	29*	30	30	30
0205	Vian­des des animaux des espèces ovine ou caprine, fraîches, réfrigérées ou congelées	30	30	19	30	30	30
0205	Vian­des des espèces chevaline, asine ou mulassière, fraîches, réfrigérées ou congelées	30	30	19	30	30	30

1	2	3	4	5	6	7	8
0206 10-0206 22, 0206 29 10 9-0206 29 91 0, 0206 29 99 9-0206 90	Abats comestibles des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, asine ou mulassière, frais, réfrigérés ou congelés	30	30	0	30	30	30
0207 10 11-0207 23 90, 0207 39 11-0207 39 25, 0207 39 31-0207 39 47, 0207 39 53-0209 39 83, 0207 41 10-0207 41 71, 0207 42 10-0207 42 71, 0207 43 11-0207 43 81	Viande de volaille	25	25	23*	25	25	25
0208 10	Viandes de lapins	35	30	23	30	30	30
0209	Lard sans parties maigres, graisse de porc et graisse de volailles non fondues, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés	30	30	30*	30	30	30
0210	Viandes et abats comestibles, salés ou en saumure, séchés ou fumés; farines et poudres, comestibles, de viandes ou d'abats	30	30	28	30	30	30
0305 30 11, 0305 30 19, 0305 30 90-0305 42, 0305 49 30-0305 49 90, 0305 59 30, 0305 59 90- 0305 62, 0305 69 90	Poissons, séchés, salés, fumés	40	30	30	0	30, mais 0 pour les poissons de mer, carpes, anguilles et saumons	29, mais contingent en franchise (0) de 340 tonnes/ an (pour l'Islande seulement)

1	2	3	4	5	6	7	8
0401	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	20	20	20	20	20	20
0402 10 11-0402 21 99, 0402 29 15-0402 99 99	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	20	20	20	20	20	20
0403 10 02-0403 10 36	Yoghourts, non aromatisés ni additionnés de fruits, ou de cacao	20	20	18*	20	20	20
0403 90 11-0403 90 69	Babeurre, lait et crème caillés, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés, à l'exclusion du yoghourt, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisants ou additionnés de fruits ou de cacao	20	20	18*	20	20	20
0403 10 51-0403 10 99	Yoghourts, aromatisés ou additionnés de fruits ou de cacao	20	20	16	20	16	16
0403 90 71-0403 90 99	Babeurre, lait et crème caillés, képhir et autres laits et crèmes fermentés ou acidifiés, même concentrés, à l'exclusion du yoghourt, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisants ou additionnés de fruits ou de cacao	20	20	16	20	20	16

1	2	3	4	5	6	7	8
0404	Lactosérum, même concentré ou additionné de sucre ou d'autres édulcorants; produits consistant en composants naturels du lait, même additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, non dénommés ni compris ailleurs	20	20	20	20	20	20
0405	Beurre et autres matières grasses du lait	45	45	45	45	45	45
0406	Fromages et caillebotte	35	30	28*	30	30	30
0407, à l'exclusion du 0407 00 30	Oeufs d'oiseaux	30	30	0	30	30	30
0407 00 30	Oeufs d'oiseaux (de volailles)	30	30	30	30	30	30
0408, à l'exclusion du 0408 91 80	Oeufs d'oiseaux, dépourvus de leurs coquilles, et jaunes d'oeufs, frais ou séchés	30	30	0	30	30	30
0408 91 80	Oeufs en coquille, séchés	30	30	30	30	30	30
0409	Miel	40	30	8	30	30	30
0501-0504, 0505 90-0509, 0511 91-0511 99 80	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs	10	5	0	5	5	5
0505 10 90	Plumes des espèces utilisées pour le rembourrage; duvet	10	5	5	5	5	5

1	2	3	4	5	6	7	8
	Section II. Produits du règne végétal						
0601-0602, 0603 90-0604, 0703 10 11, 0703 10 90, 0703 90, 0704 20, 0704 90 90, 0705 21, 0705 29, 0706 90 30, 0707 00 90-0709 40, 0709 60 91-0710 30, 0710 80-0711 90 10, 0711 90 40-0712, 0714, 0808 20 90, 0809 40 90, 0811-0812, 0814, 0908 20, 0909 10, 0909 30-0910 50, 0910 99, 1302 11-1302 19, 1401-1404 10, 1404 90	Produits du règne végétal	10	5	0	5	5	5
0603 10 11	Roses coupées, fraîches (du 1er juin au 31 octobre)	55	50	40*	50	50	50
0603 10 13	Oeillets coupés, frais (du 1er juin au 31 octobre)	45	40	30*	40	40	40
0603 10 15	Orchidées coupées, fraîches (du 1er juin au 31 octobre)	45	40	30*	40	40	40
0603 10 21	Glaïeuls coupés, frais (du 1er juin au 31 octobre)	35	30	25*	30	30	30
0603 10 25	Chrysanthèmes coupés, frais (du 1er juin au 31 octobre)	35	30	30	30	30	30

1	2	3	4	5	6	7	8
0603 10 51	Roses coupées, fraîches (du 1er novembre au 31 mai)	45	40	35*	40	40	40
0603 10 53	Oeillets coupés, frais (du 1er novembre au 31 mai)	35	30	30	30	30	30
0603 10 55	Orchidées coupées, fraîches (du 1er novembre au 31 mai)	35	30	30	30	30	30
0603 10 61	Glaieuls coupés, frais (du 1er novembre au 31 mai)	25	20	0	20	20	20
0603 10 65	Chrysanthèmes coupés, frais (du 1er novembre au 31 mai)	35	30	30	30	30	30
0603 10 29, 0603 10 69	Autres fleurs coupées, fraîches	25	20	20	20	20	20
0701-0701 09, 0701 11-0701 89, 0701 91-0701 99	Pommes de terre	20	20	0	20	20	20
0701 10	Pommes de terre de semence	20	20	10	20	20	20
0701 90	Autres	20	20	20	20	20	20
0702 00 10	Tomates (du 1er novembre au 14 mai)	15	10	10	10	10	10
0702 00 90	Tomates (du 15 mai au 31 octobre)	45	40	40	40	40	40
0703 10 19, 0703 20 00	Autres oignons et aulx	10	5	4	5	5	5
0704 10 10, 0704 10 90	Choux-fleurs et choux-fleurs brocolis (du 15 avril au 30 novembre et du 1er décembre au 14 avril)	10	5	4	5	5	5
0704 90 10	Choux blancs et choux rouges	25	20	0	20	20	20
0705 11 10, 0705 11 90, 0705 19 00	Laitues	10	5	4	5	5	5

1	2	3	4	5	6	7	8
0706 10 00, 0706 90 11, 0706 90 19, 0706 90 90	Carottes, navets, betteraves à salade, salsifis, céleris-raves, radis et racines comestibles similaires, à l'état frais ou réfrigéré	10	5	4	5	5	5
0707 00 11	Concombres (du 1er novembre au 15 mai)	25	20	20	20	20	20
0707 00 19	Concombres (du 16 mai au 31 octobre)	55	50	50	50	50	50
0709 60 10	Piments doux	10	5	4	5	5	5
0710 40	Mais doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	0	0
0711 90 30	Mais doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	5	0
0808 10 10	Pommes à cidre (du 16 septembre au 31 décembre)	25	20	0	20	20	20
0808 10 31-0808 10 59	Pommes (du 1er août au 31 mars)	25	20	15	20	20	20
0808 20 10	Poires (du 1er août au 31 décembre)	15	10	10	10	10	10
0808 20 39	Poires (du 1er août au 31 décembre)	15	10	10	10	10	10
0809 20 20, 0809 20 40	Cerises (du 1er mai au 15 juillet)	15	10	0	10	10	10
0809 40 11	Prunes (du 1er juillet au 30 septembre)	15	10	10	10	10	10
0810 10 10	Fraises, même sauvages (du 1er mai au 31 juillet)	15	10	10	10	10	10
1001 90-1004	Céréales	35	30	30	0	30	30
1101	Farines de froment (blé)	35	30	28, avec minimum de 50 \$/t.	30	30	30

1	2	3	4	5	6	7	8
1102 10	Farine de seigle	35	30	0	30	30	30
1102 20-1102 90	Farine de maïs et autres farines	15	10	0	10	10	10
1103 19 30	Gruaux de céréales, semoules d'orge	55	50	48	50	50	50
1104	Aliments composés pour animaux	35	30	30	30	30	30
1107 10	Malt, non torréfié	35	30	28	30	30	30
1108 13	Fécule de pommes de terre	55	50	48	50	50	50
1214 90 91, 1214 90 99	Aliments composés pour animaux	35	30	30	30	30	30
1302 31-1302 39	Mucilages et épaississants dérivés des végétaux, même modifiés	10	5	0	5	0, mais -5 si non modifiés	0
1404 20	Linters de coton	10	5	0	5	0	0
1501-1503 1504 1505 1506	Section III. Graisses et huiles animales ou végétales; produits de leur dissociation; graisses alimentaires élaborées; cires d'origine animale ou végétale						
	Graisses animales	10	5	5	5	5	5
	Graisses de poissons	10	5	5	0	5	5
	Graisse de suint et substances grasses dérivées, y compris lanoline	10	5	0	5	5	5
	Autres graisses et huiles animales et leurs fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	10	5	5	5	5	5

1	2	3	4	5	6	7	8
1516 10	Graisses et huiles animales et leurs fractions	10	5	5	5, mais 0 pour graisses et huiles de poisson	5	5
1516 20 10	Huiles de ricin hydrogénées, dites "opalmax"	10	5	0	5	0	0
1516 20 91	Autres graisses et huiles végétales et leurs fractions	10	5	5	5	5	5
1517 10 90	Margarine, à l'exclusion de la margarine liquide	25	20	0	0	20	20
1517 90 10	Autres margarines	10	5	5	0	5	5
1517 90 90-1517 90 99	Autres margarines	10	5	0	0	5	5
1518 à l'exclusion du 1518 00 10	Graisses et huiles animales ou végétales et leurs fractions, cuites, oxydées, déshydratées	10	5	5	5	5	5
1518 00 10	Linotype	10	5	5	5	5	0
1519 à l'exclusion du 1519 13	Acides et alcools gras	10	5	0	5	5	5
1519 13	Tall acides gras	10	5	0	5	0	5
1520-1521	Glycérine et cires	10	5	0	5	5	5
1601	Section IV. Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs et succédanés de tabac fabriqués Saucisses, saucissons et produits similaires, de viandes	14	14	14	14	14	14

1	2	3	4	5	6	7	8
1602 à l'exclusion du 1602 49 19	Conserves de viandes	45	40	39	40	40	40
1602 49 19	Conserves de viandes	45	40	0	40	40	40
1603	Extraits et jus de viandes, de poissons ou de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques	10	5	0	5, mais 0 pour extraits et jus de viande de baleine, poissons, crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques	5, mais 0 pour extraits et jus de poissons, crustacés, mollusques ou autres invertébrés aquatiques	5
1604 11-1604 20	Conserves de poissons	40	35	30	0	0	33 (pour l'Islande seulement)
1604 30	Caviar et ses succédanés	10	5	5	0	0	5
1605	Crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, préparés ou conservés	10	5	0	0	0	5
1701	Sucre	35, avec maximum de 0,75 LTL/kg	35, avec minimum de 0,75 LTL/kg	35, avec minimum de 0,75 LTL/kg	35, avec minimum de 0,75 LTL/kg	35, avec minimum de 0,75 LTL/kg	35, avec minimum de 0,75 LTL/kg
1702 30, 1702 40, 1702 90, à l'exclusion du 1702 90 10	Autres sucres	40	40	39	40	40	40

1	2	3	4	5	6	7	8
1702 90 10	Maltose chimiquement pur à l'état solide	40	40	0	40	0	0
1704 10 11-1704 90 10	Sucreries	30	25	18	0	0	18
1704 90 30-1704 90 51, 1704 90 61-1704 90 99	Sucreries	30	25	18	0	25	18
1806 10-1806 32	Chocolat et autres produits contenant du cacao	35	30	25	30	25	25
1806 90	Chocolat et autres produits contenant du cacao	35	30	25	0	0	25
1901 20, 1905 90 30	Préparations à base de céréales, de farines, et d'amidons	10	5	5	0	5, mais 0 pour préparations autres que celles contenant plus de 10% mais pas plus de 20%, en poids, de viande, abats, sang ou saucisse ou saucisson ou combinaison de ces produits	5
1901 90, à l'exclusion du 1901 90 90	Préparations à base de céréales, de farines et d'amidons	10	5	0	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
1901 90 90	Autres préparations à base de céréales, de farines et d'amidons	10	5	0	0	5, mais 0 pour préparations autres que de produits des n° 0401 à 0404 en poudre, grumeaux ou autres formes solides	0
1902	Pâtes alimentaires, mêmes cuites ou farcies (de viande ou autres substances) ou autrement préparées	10	5	5	5	5	5
1903	Tapioca et ses succédanés préparés à partir de féculles, sous forme de flocons, grumeaux, grains perlés, criblures ou formes similaires	10	5	0	5	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
1904	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage (corn flakes par exemple); céréales autres que le maïs, en grains, précuites ou autrement préparées	10	5	0	5	5, mais 0 pour préparations autres que celles contenant plus de 10% maïs pas plus de 20% , en poids, de viande, abats, sang ou saucisse ou saucisson ou combinaison de ces produits	0

1	2	3	4	5	6	7	8
1905 10-1905 40, 1905 90 40-1905 90 90	Produits de la pâtisserie ou de la biscuiterie	35	30	24	0	30, mais 0 pour préparations autres que celles contenant plus de 10% mais pas plus de 20% , en poids, de viande, abats, sang ou saucisse ou saucisson ou combinaison de ces produits	24
2001 10, 2001 20	Concombres, oignons, conservés au vinaigre ou à l'acide acétique	45	40	38	40	40	40
2001 90 30	Maïs doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	0	0
ex 2001 90 95	Tomates, betteraves rouges, choux, petits pois, conservés au vinaigre ou à l'acide acétique	45	40	38	40	40	40

1	2	3	4	5	6	7	8
2001 90 10, 2001 90 20, 2001 90 40-2001 90 85, 2002-2004 10 10, 2004 10 99, 2004 90 30-2005 10, 2005 20 20-2005 70 90, 2005 90-2007 99 35, 2007 99 51, 2007 99 99, 2008 11 91-2008 80 99, 2008 92 11-2008 99 79, 2008 99 91, 2008 99 99, 2102 20 90, 2102 30, 2103 30	Légumes, fruits et autres parties comestibles de plantes; produits alimentaires divers	10	5	0	5	5	5
2004 10 91, 2005 20 10	Pommes de terre (sous forme de farine, semoule ou flocons) préparées ou conservées autrement qu'au vinaigre ou à l'acide acétique	10	5	5	5	5	5
2004 90 10	Maïs doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	5, mais 0 pour maïs doux en récipients d'un poids n'excédant pas 5 kg	5, mais 0 pour maïs doux en récipients d'un poids n'excédant pas 5 kg
2005 80	Maïs doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	0	0
2007 99 39	Purées de pommes, confitures, pâtes de pommes, avec addition de sucre	45	40	38	40	40	40
2007 99 55, 2007 99 91	Purées de pommes, confitures, pâtes de pommes avec addition de sucre, y compris compotes	45	40	0	40	40	40

1	2	3	4	5	6	7	8
2008 11 10, 2008 91, 2008 99 85	Beurre d'arachides, coeurs de palmier, mais autre que le maïs doux (Zea mays var. saccharata)	10	5	0	5	0	0
2009 11-2009 60, 2009 80-2009 90, 2104 20	Jus de fruits ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants; produits alimentaires divers	10	5	0	0	5	5
2009 70	Jus de pommes	45	40	38*	0	40	40
2101 10, 2101 20, 2101 30 19, 2101 30 99	Extraits, essences et concentrés, de café, de thé ou de maté et préparations à base de ces produits ou à base de café, thé ou maté; succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés	10	5	0	5	0	0
2101 30 11, 2101 30 19	Chicorée torréfiée et autres succédanés torréfiés du café et leurs extraits, essences et concentrés	10	5	0	5	5	0
2102 10	Levures vivantes	20	15	10	15	15	10
2102 20 11, 2102 20 19	Levures naturelles, mortes	10	5	0	5	0	0
2103 10, 2103 20, 2103 90	Préparations pour sauces et sauces préparées; condiments et assaisonnements, composés	10	5	0	5	0	0
2104 10 90	Préparations pour soupes, potages ou bouillons	10	5	0	0	0	0
2105	Glaces de consommation et autres glaces comestibles	35	30	24	30	24	24
2106 10	Concentrats de protéines et substances protéiques texturées	10	5	0	5	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
2106 90, à l'exclusion du 2106 90 55	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	10	5	0	5, mais 0 pour émulsions grasses et préparations similaires contenant plus de 15% en poids de matières grasses du lait	5, mais 0 pour préparations autres qu'édul- corants sous forme de tablettes ou préparations contenant plus de 10% mais pas plus de 20% , en poids, de viande, abats, sang ou saucisse ou saucisson ou combinaison de ces produits	0

1	2	3	4	5	6	7	8
2106 90 55	Sirops de sucre, aromatisés ou additionnés de colorants, glucose	10	5	5	5, mais 0 pour émulsions grasses préparations similaires contenant plus de 15% en poids de matières grasses du lait	5	5
2202 10	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées	20	15	10	15	10	10
2202 90	Autres boissons non alcooliques	20	15	10	15	15, mais 10 pour boissons autres que jus de fruits ou de légumes dilués dans l'eau ou gazéifiés	10
2203	Bières de malt	40	35	30	35	30	30

1	2	3	4	5	6	7	8
2204 10 11-2204 21 10, 2204 29 10	Champagne, vins mousseux, vins ayant une surpression	55, avec minimum de 4 LTL/litre	50, avec minimum de 4 LTL/litre	19, avec minimum de 1 \$EU/litre	50, avec minimum de 4 LTL/litre	50, avec minimum de 4 LTL/litre	50, avec minimum de 4 LTL/litre
2204 21 21- 2204 21 29, 2204 29 21-2204 29 29	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, ayant un titre alcoométrique acquis n'excédant pas 13% vol.	25, avec minimum de 1 LTL/litre	20, avec minimum de 1 LTL/litre	19, avec minimum de 1 \$EU/litre	20, avec minimum de 1 LTL/litre	20, avec minimum de 1 LTL/litre	20, avec minimum de 1 LTL/litre
2204 21 31-2204 21 49, 2204 29 31-2204 29 49, 2204 30	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vermouths et vins aromatisés, ayant un titre alcoométrique acquis excédant 13% vol. et n'excédant pas 18% vol.; moûts de raisins	25, avec minimum de 1,5 LTL/litre	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre	19, avec minimum de 1 \$EU/litre	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre
2205 10 10, 2205 90 10	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vermouths et vins aromatisés, ayant un titre alcoométrique acquis excédant 13% vol. et n'excédant pas 18% vol.; moûts de raisins	25, avec minimum de 1,5 LTL/litre	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre	15	20, avec minimum de 1,5 LTL/litre	15	15
2204 21 51-2204 21 90, 2204 29 51-2204 29 90	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vermouths et vins aromatisés, ayant un titre alcoométrique acquis excédant 18% vol.; autres boissons fermentées	25, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	19, avec minimum de 1 \$EU/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre
2205 10 90, 2205 90 90	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool, vermouths et vins aromatisés d'un titre alcoométrique acquis excédant 18% vol.; autres boissons fermentées	25, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	15	20, avec minimum de 2 LTL/litre	15	15

1	2	3	4	5	6	7	8
2206	Autres boissons fermentées; mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques, non dénommés ni compris ailleurs	25, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	19	20, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre	20, avec minimum de 2 LTL/litre
2207-2208	Alcool éthylique non dénaturé, alcool éthylique dénaturé, vodka, liqueurs et autres boissons alcooliques	100, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre	50, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre	50, mais au moins 0,075 \$EU pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre	50, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre	50, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre	50, mais au moins 0,3 LTL pour 1% de titre alcoolométrique volumique par litre
2209	Vinaigres et succédanés de vinaigre obtenus à partir d'acide acétique	10	5	5	5	5	5
2309 90 930	Prémélanges	20	20	0	0	0	0
2402	Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	35, avec minimum de 16 LTL/1 000 pièces	30, avec minimum de 16 LTL/1 000 pièces	25, avec minimum de 4 \$EU/1 000 pièces	30, avec minimum de 16 LTL/1 000 pièces	30, avec minimum de 16 LTL/1 000 pièces	30, avec minimum de 16 LTL/1 000 pièces
2523 29-2523 90 90	Section V. Produits minéraux Ciments Portland, ciments alumineux, et autres ciments hydrauliques	25	20	0	0	0	0
2804 10	Section VI. Produits des industries chimiques ou industries connexes Hydrogène	20	15	0	0	0	0
2804 30	Azote	20	15	0	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
2804 40	Oxygène	20	15	0	0	0	0
2811 21	Dioxyde de carbone	20	15	0	0	0	0
2901 29	Acétylène	20	15	0	0	0	0
3401	Savons; produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, en barres, en pains, en morceaux ou en sujets frappés, même contenant du savon; papier, ouates, feutres et non-tissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents	15	10	10	0	0	0
3402 20-3402 90	Agents de surface organiques (autres que les savons); préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que celles du n° 3401	15	10	10	0	0	10
3404-3406	Cires artificielles et cires préparées; préparations à nettoyer et polir; bougies et articles similaires	15	10	10	0	0	0
3605	Allumettes	50	25	25	0	0	0
Section VII. Matières plastiques et ouvrages en ces matières; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc							
3917 21	Tubes et tuyaux rigides en polymères de l'éthylène	15	10	0	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
	Section VIII. Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières						
4201	Articles de sellerie ou de bourrellerie pour tous animaux, en toutes matières	20	10	10	0	0	0
4202	Ouvrages en cuirs, articles de bourrellerie ou de sellerie; articles de voyage; sacs à main, et contenants similaires	20	10	10	0	0	0
4203	Vêtements et accessoires du vêtement en cuir naturel ou reconstitué	20	10	10	0	0	10
4204-4206	Articles en cuir naturel ou reconstitué; ouvrages en boyaux, en baudruches, en vessies ou en tendons	20	10	0	0	0	0
4303-4304	Vêtements, accessoires du vêtement et autres articles en pelleteries; pelleteries factices et articles en pelleteries factices	20	5	0	0	0	0
	Section IX. Bois, charbon de bois et ouvrages en bois; liège et ouvrages en liège; ouvrages de sparterie ou de vannerie						
4410 10 10, 4410 10 50-4410 90 90	Panneaux de particules en bois	15	10	10	0	0	0
4411	Panneaux de fibres de bois	15	10	10	0	0	0
4413-4417, 4419, 4420	Ouvrages en bois	15	10	10	0	0	0
4418, 4421	Ouvrages en bois	15	10	10	0	0	10
46	Ouvrages de sparterie ou de vannerie	15	10	0	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
	Section X. Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; déchets et rebuts de papier ou de carton; papier et ses applications						
4802 52	Papiers des types utilisés pour l'écriture et l'impression, papier offset	10	10	10	0	0	0
4807 10 00	Papiers et cartons "entre-deux" assemblés avec du bitume, du goudron ou de l'asphalte	20	15	0	0	0	0
	Section XI. Matières textiles et ouvrages en ces matières						
5007 10-5007 20 19, 5007 20 31-5007 20 71, 5007 90 30-5007 90 90	Tissus de soie	20	15	0	0	0	0
5111-5113	Tissus de laine	20	15	0	0	0	15
5208 21 90-5208 59, 5209 21-5209 59, 5210 21 10-5210 59, 5211 21-5211 59, 5212 12-5212 15, 5212 22-5212 25	Tissus de coton	20	15	0	0	0	15
5309	Tissus de lin	20	15	0	0	0	15
5403 20 10	Fils texturés d'acétate de cellulose	15	10	0	0	0	0
5403 42	Fils retors ou câblés d'acétate de cellulose	15	10	0	0	0	0
5407 10-5407 20 11, 5407 20 90-5407 42 10, 5407 43-5408	Tissus de fils de filaments synthétiques ou artificiels	20	15	0	0	0	15

1	2	3	4	5	6	7	8
5512 19-5512 99, 5513 21-5513 49, 5514 21-5515, 5516 12-5516 14, 5516 22-5516 34, 5516 42-5516 94	Tissus de fibres synthétiques ou artificielles discontinues	20	15	0	0	0	15
57	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles	40	25	0	0	0	25
5801-5806 32 10, 5806 39-5811	Tissus spéciaux; surfaces textiles touffetées; dentelles; tapisseries; passementeries; broderies	15	10	0	0	0	10
5904	Linoléums même découpés; revêtements de sol consistant en un enduit ou un recouvrement appliqué sur un support textile, même découpés	15	10	0	0	0	10
60	Etoffes de bonneterie	20	15	0	0	0	15
6101 10-6115 92, 6115 93 30-6117	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie (articles confectionnés, en bonneterie)	25	15	0	0	0	15
62	Vêtements et accessoires du vêtement (articles confectionnés en textiles, à l'exclusion des articles en bonneterie)	25	15	0	0	0	15
6301-6304, 6305 90	Autres articles textiles confectionnés et leurs assortiments	25	15	0	0	0	15

1	2	3	4	5	6	7	8
	Section XII. Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties; plumes apprêtées et articles en plumes; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux						
6401, 6404-6405	Chaussures	25	10	10	0	0	0
6402	Autres chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique	25	10	10	0	0	10
6403	Chaussures à semelles extérieures en caoutchouc, matière plastique, cuir naturel ou reconstitué et dessus en cuir naturel	25	10	5	0	0	5
65	Coiffures et parties de coiffures	25	10	0	0	0	10
6601 10, 6601 91, 6601 99 90-6603	Parapluies, cannes, fouets, cravaches	10	5	0	0	0	5
6601 99 11, 6601 99 19	Parapluies avec couverture en tissus	25	15	0	0	0	15
67	Plumes et duvets apprêtés et articles en plumes ou en duvet; fleurs artificielles; ouvrages en cheveux	15	10	0	0	0	10
	Section XIII. Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; produits céramiques; verre et ouvrages en verre						
6807	Ouvrages en asphalte ou en produits similaires	20	15	0	0	0	15

1	2	3	4	5	6	7	8
6901, 6904-6907 10, 6907 90 93-6914	Produits céramiques	10	5	0	0	0	5
7001-7002, 7004 10 10, 7006-7009, 7010 90 21-7010 90 41, 7010 90 47-7010 90 67, 7010 90 87-7011 10, 7011 90-7014, 7015 90-7016 90 10, 7018-7019 10, 7019 90-7020	Verre et ouvrages en verre	10	5	0	0	0	5
7010 90 10	Bocaux à stériliser	35	30	0	0	0	30
7010 90 43, 7010 90 45	Bouteilles et flacons en verre non coloré	35	30	0	0	0	30
8309 10	Section XV. Métaux communs et ouvrages en métaux communs Bouchons-couronnes	30	20	0	0	0	20
8309 90 90	Couvercles de bocaux à stériliser	20	10	0	0	0	10
8311 10	Electrodes pour soudure	20	10	0	0	0	10
8403 10	Section XVI. Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision et parties et accessoires de ces appareils Chaudières pour le chauffage central	15	10	10	0	0	10

1	2	3	4	5	6	7	8
8414 30 309	Compresseurs des types utilisés dans les équipements frigorifiques ne contenant pas les agents de réfrigération écologiquement propres	15	10	10	0	0	10
8418 21	Réfrigérateurs de type ménager à compression	25	20	20	0	0	20
8418 22-8418 40	Réfrigérateurs de type ménager et congélateurs	25	20	20	0	0	0
8506 11 11, 8506 11 19, 8506 11 91, 8506 11 99	Piles et batteries de piles électriques	25	20	20	0	0	0
8506 11 15, 8506 11 95, 8506 12-8506 19, 8506 90	Piles et batteries de piles électriques	25	20	0	0	0	0
8509	Appareils électromécaniques à moteur électrique incorporé, à usage domestique	15	10	10	0	0	10
8519, 8520	Magnétophones et autres appareils d'enregistrement du son	10	10	10	0	0	0
8528 10 41-8528 10 49, 8528 10 72, 8528 10 76, 8528 10 98, 8528 20	Appareils récepteurs de télévision (y compris les projecteurs vidéo), même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images	20	10	10	0	0	0
8528 10 52-8528 10 56	Appareils récepteurs de télévision (y compris les projecteurs vidéo), même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images	20	10	0	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
8544 11 10	Fils en cuivre émaillés ou laqués	15	10	0	0	0	0
8544 51 00	Fils pour tensions excédant 50 volts mais n'excédant pas 1 000 volts, munis de pièces de connexion	15	10	0	0	0	0
8703 21 905, 8703 22 905, 8703 23 905, 8703 24 905, 8703 31 905, 8703 32 905, 8703 33 905	Section XVII. Matériel de transport Véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, mais pas plus de dix ans	5, avec minimum de 0,2 LTL/ 1 cm ³ de cylindrée	5, avec minimum de 0,2 LTL/ 1 cm ³ de cylindrée	5	0	0	0
8703 21 909, 8703 22 909, 8703 23 909, 8703 24 909, 8703 31 909, 8703 32 909, 8703 33 909	Véhicules automobiles fabriqués depuis plus de dix ans	10, avec minimum de 0,8 LTL/ 1 cm ³ de cylindrée	10, avec minimum de 0,8 LTL/ 1 cm ³ de cylindrée	10	0	0	0
9028 20	Section XVIII. Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux; horlogerie; instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments ou appareils Compteurs de liquide	15	10	10	0	0	0

1	2	3	4	5	6	7	8
	Section XX. Articles manufacturés divers						
9401, 9403 10, 9403 30, 9403 50-9403 60 90, 9403 80, 9403 90 30	Meubles, articles de literie, coussins et articles rembourrés similaires	30	25	25	0	0	25
9403 20 10, 9403 40, 9403 90 90	Meubles, articles de literie, coussins et articles rembourrés similaires	30	25	25	0	0	0
9404 10-9404 29 90	Matelas et sommiers	15	10	0	0	0	0
9404 30-9404 90 90	Sacs de couchage et autres articles de literie et articles similaires	30	25	0	0	0	0
9405 10-9405 30, 9405 50-9405 99	Appareils d'éclairage	10	10	10	0	0	10
9601, 9602, 9606 21, 9606 22, 9613-9616, 9618	Ouvrages divers (en matières à tailler ou à travailler et articles en ces matières, briquets, pipes, peignes, vaporisateurs de parfum, mannequins de tailleur et autres articles similaires)	10	5	0	0	0	0
9603 90	Articles de broserie	25	10	0	0	0	0

* Les droits à l'importation de ces produits en provenance des pays de l'Union européenne sont appliqués dans les limites des contingents tarifaires comme il est spécifié à l'annexe 13 de l'Accord de libre-échange entre la République de Lituanie et l'Union européenne (voir la Résolution gouvernementale n° 205 du 8 février 1995).
 ** A partir du 1er juin 1996, les droits de douane préférentiels appliqués à la Norvège et à la Suisse seront remplacés par des droits de douane préférentiels appliqués conformément à l'Accord de libre-échange signé entre les Etats de l'AELE et la République de Lituanie (huitième colonne du tableau).

1. Les codes des groupes (produits) sont présentés conformément au Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises de la CEE.
 2. Les marchandises sans code sont frappées de droits nuls.

3. Les droits de douane autonomes et conventionnels sont appliqués conformément à la Résolution n° 281 du 28 février 1995.

4. Les droits de douane préférentiels sont appliqués aux marchandises provenant des pays qui ont signé des accords de libre-échange avec la République de Lituanie (conformément aux annexes spéciales jointes à ces accords).

5. La Lituanie applique des droits de douane conventionnels sur les importations de produits agricoles relevant des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises et des droits nuls sur les importations de produits industriels relevant des chapitres 25 à 97 en provenance de Lettonie et d'Estonie, conformément à l'Accord de libre-échange conclu entre la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

ANNEXE IV

PRODUITS IMPORTES EN FRANCHISE DE DROIT CONFORMEMENT
AUX CONTINGENTS ETABLIS PAR LES MINISTÈRES
(CONTINGENTS TARIFAIRES GÉNÉRAUX)*

Code du SH	Désignation du groupe de produits	Ministère fixant les contingents
0101 11, 0102 10, 0103 10, 0104 10 10, 0104 20 10	Animaux reproducteurs de race pure	Ministère de l'agriculture
0105 11, 0105 19 10, 0105 19 90	Volailles reproductrices de race pure	Ministère de l'agriculture
0106 00 10, 0106 00 90	Autres animaux reproducteurs vivants de race pure	Ministère de l'agriculture
0201, 0202, 0203	Viande de bovins et de porcins	Ministère de l'agriculture
0301 91-0301 99 19	Poissons reproducteurs de race pure	Ministère de l'agriculture
0405	Beurre	Ministère de l'agriculture
0407 00 11, 0407 00 19	Oeufs à couver d'oiseaux reproducteurs de race pure	Ministère de l'agriculture
0511 99 50, 0511 99 80	Sperme d'étalons, de verrats, de béliers et de boucs; embryons de bovins	Ministère de l'agriculture
0701	Pommes de terre	Ministère de l'agriculture
10	Céréales	Ministère de l'agriculture
1101	Farine de froment	Ministère de l'agriculture
1104, 1214 90 91, 1214 90 99	Aliments composés pour animaux	Ministère de l'agriculture
1107 10	Malt, non torréfié	Ministère de l'agriculture
1502	Graisses de bovins, d'ovins ou de caprins	Ministère de l'agriculture
1701 11 10-1701 12 90	Sucre brut à raffiner	Ministère de l'agriculture Ministère de l'industrie et du commerce
1701 91, 1702 30, 1704 40, 1702 90	Sucre à usages spéciaux	Ministère de l'agriculture Ministère de la santé
1701 99	Sucre	Ministère de l'agriculture Ministère de l'industrie et du commerce
2207 10	Alcool éthylique technique	Ministère de l'industrie et du commerce

Code du SH	Désignation du groupe de produits	Ministère fixant les contingents
2204 29, 2204 30, 2205 90, 2206 00 81, 2206 00 89, 2207, 2208 10, 2208 20 40, 2208 20 62, 2208 90 35, 2208 90 38, 2208 90 71-2208 90 79, 2208 90 99	Boissons alcooliques et leurs matières premières en récipients pour transformation industrielle	Ministère de l'agriculture
7010 90 41-7010 90 47	Flacons en verre transparent irréguliers	Ministère de l'agriculture
9401, 9403	Mobilier spécial pour navires	Ministère des transports

* Conformément à la Résolution gouvernementale n° 985 du 14 octobre 1994, révisée par la Résolution gouvernementale n° 281 du 28 février 1995 et modifiée par les Résolutions gouvernementales n° 715 du 19 mai 1995, n° 1014 du 20 octobre 1995 et n° 1369 du 20 octobre 1995.